



Edition 2018

# **AGRICULTURE: innover pour produire plus.**

Articles et réflexions sur l'agriculture.


Un recueil de nos articles rédigés durant l'année 2018.

**Djamel BELAID.**

مهندس زراعي

## MINOTERIES

# Surcapacités des minoterie, faire d'un inconvénient un atout.

Les céréaliers doivent pouvoir produire de la semoule.

### SURCAPACITES DES MINOTERIES, FAIRE D'UN INCONVENIENT UN ATOUT

Djamel BELAID 12.01.2018

Récemment, lors de sa visite à la foire de la production nationale, chacun se souvient que Mr le premier Ministre a fièrement annoncé la réduction du nombre d'entreprises de montage de véhicules. S'adressant au vice-président du FCE, il avait dit, « dites le à vos amis, même si cela ne leur fera pas plaisir, que nous allons ramener le nombre d'entreprises de montage à 5 ». A cette occasion, Mr Ouyahia avait ajouté : « nous n'allons pas refaire l'épisode des minoteries ». Comme chacun le sait, les capacités installées dépassent les besoins du marché local. On a là, le même scénario qu'avec les laiteries. Peut-on faire de ces surcapacités un atout pour produire plus de céréales ?

#### MINOTERIES, UNE SITUATION PARADOXALE

Ces dernières années, en Algérie, les minoteries ont poussé comme des champignons. Parmi les dernières en date figurent celles de la wilaya d'El Bayadh. Se dressant dans la zone industrielle, pas moins de 5 minoteries ont été construites à partir de matériel étranger. Certes, le déficit en farine de la wilaya n'est maintenant plus qu'un lointain passé, mais les quotas de blé importé alloués à ces unités industrielles ne leur permettent de travailler que quelques semaines par mois.

**Or, contrairement aux laiteries privées** qui connaissent également des surcapacités, les minoteries ne peuvent tenter de séduire les agriculteurs afin qu'ils leur vendent leurs grains. En effet, le monopole du blé tendre et du blé dur est détenu par l'Etat à travers son bras armé : l'OAIC.

#### L'OAIC, « RAB AL MAQLA »

En Algérie, ce sont les pouvoirs publics qui détiennent le monopole du commerce du blé. Et cela est une chose heureuse. Cela empêche tout risque de spéculation sur l'aliment de base des Algériens : le pain.

Actuellement, quelque soit le niveau des cours mondiaux du blé, l'OAIC achète aux agriculteurs leurs récoltes au prix garanti de 4500 DA le quintal de blé dur

et de 3500 DA le quintal de blé tendre. Inutile de dire qu'il s'agit là d'une saignée pour les finances publiques. D'autant plus que le quintal de blé est revendu à moins de 2000 DA aux minoteries. Cela, quelque soit la région du pays et notamment Tamanrasset.

Cependant, cette situation a l'avantage de pousser les agriculteurs locaux à accorder plus d'intérêt à la culture des céréales. Autrement, on peut penser, que ceux qui disposent de l'irrigation produiraient de la pastèque tandis que ceux sans irrigation loueraient leurs terres aux éleveurs de moutons. C'est ce dilemme qu'avait tenté de résoudre dans les années 70 le président Houari Boumediène en lançant la nationalisation des terres des propriétaires absents.

**On peut se demander** quelle chance de survie aurait ce schéma si l'Algérie était obligée d'adhérer à l'OMC. Dans le cas du Maroc, cette adhésion a mis fin à l'office Chérifien des Céréales et mis les céréaliculteurs dans le plus grand dénuement au profit des importateurs de céréales.

#### LAITERIES, RUEE VERS L'OR BLANC

Dans le cas du lait, la situation est tout autre. Si les prix sont soutenus par la puissance publique, les laiteries privées ont tout loisir d'acheter directement à l'agriculteur les litres de lait. Le métier est si rentable que les laiteries privées se livrent à une concurrence féroce. Les appétits sont si grands qu'ils attirent même des firmes étrangères. Ainsi la société française Danone a racheté la laiterie Adjura pour donner l'ensemble Danone-Djurjura.

Il semble cependant que ce soit là le passage obligé afin d'augmenter la production nationale de lait et réduire l'hémorragie de devises que constituent les importations de poudre de lait.

Notons, qu'il est regrettable que les hauts cadres du secteur agricole n'aient pas su ou pas voulu accompagner un processus vers la constitution de G.I.E privés ou de coopératives privées laitières afin que la valeur-ajoutée que constitue la fabrication de fromages et produits dérivés revienne aux éleveurs. A notre connaissance, à part la coopérative Anfel de Sétif, les éleveurs laitiers se font « tondre la laine » par les laiteries.

Certes, tout est fait pour « faire passer la pilule ». Les laiteries mettent en branle tout un package technologique et financier afin de s'attirer les bonnes grâces des éleveurs laitiers. Cela va des avances sur fonds, à la fourniture de génisses, d'aliments du bétail, de soins vétérinaires ou d'accompagnement dans le maquis administratif.

Force est de reconnaître une réelle augmentation de la production locale de lait même si un des principaux goulot d'étranglement réside dans l'autonomie fourragère des exploitations.

#### MINOTIERS, FAIRE COMME LES LAITERIES?

Alors que des minoteries privées tournent à moins de 30% de leurs capacités, est-il possible d'orienter leurs propriétaires vers un soutien à la production locale de céréales afin d'améliorer l'approvisionnement de leur outil?

Précisons tout d'abord que si nous voulons encourager les céréaliculteurs à produire des céréales dans un milieu hostile tel que l'étage climatique semi-aride, il s'agit de leur assurer un revenu décent. L'Etat ne pourra pas éternellement subventionner ce type de céréaliculture. La seule solution est que ces céréaliculteurs créent de la valeur ajoutée en transformant leurs maigres céréales en semoule et couscous ou pâtes à travers la création d'unités industrielles coopératives ou sous statut de G.I.E.

Si on considère l'actuelle surcapacité des minoterie, une des solutions serait de pousser celles-ci à soutenir l'effort de production des producteurs locaux. Cela pourrait se faire en adoptant le schéma des laiteries et notamment l'appui technique de terrain.

#### ORIENTER LES MINOTERIES VERS LES CONCESSIONS AGRICOLES

Parallèlement, l'attribution de concessions agricoles aux minoteries peut permettre de produire eux même une partie de leur approvisionnement. La société S.I.M semble s'acheminer dans cette voie. Mais elle peut avoir l'avantage de faire toucher du doigt les techniques de production agricole aux propriétaires de minoterie. Ces derniers sont souvent des urbains n'ayant que peu d'attache avec le milieu agricole de la céréaliculture. Faire investir ces propriétaires dans l'acte de production des céréales ne comblera pas totalement leur déficit en matières premières, mais il peut les sensibiliser aux techniques modernes du dry-farming (voir nos articles sur ce qui se fait avec le GRDC.au en Australie). Ainsi sensibilisés, ces minotiers pourraient être à mieux d'encadrer les céréaliculteurs locaux.

A ce propos, il faut noter l'excellent travail réalisé par le groupe Benamor en matière d'encadrement technique des producteurs de blé dur de la région de Guelma. Cette expérience qui commence à faire tache d'huile mériterait d'être largement recommandée aux autres régions du pays.

En plus des silos des CCLS, les récoltes de céréales des

régions concernées pourraient être acheminées directement vers les silos des minoteries sous réserve de la présence d'agents des CCLS pour contrôler les opérations de réception.

#### BAISSER LE COUT DE PRODUCTION DU QUINTAL DE BLE LOCAL

Pour produire des céréales, des légumes secs et des fourrages en milieu semi-aride, l'irrigation constitue un atout indéniable. Mais, les disponibilités en eau ne sont pas illimitées. Par ailleurs, en cas de sécheresse, l'approvisionnement en eau des villes est prioritaire par rapport au secteur agricole et industriel (en témoigne l'arrêt du complexe sidérurgique d'El Hadjar à l'été 2017).

#### Les moulins, des partenaires techniques des céréaliers?

Les minoteries doivent donc s'appuyer et diffuser les techniques modernes permettant de produire en sec. La principale concerne l'abandon du labour et l'adoption du semis-direct (voir nos articles sur le sujet). Seule cette technique est à même de réduire les coûts de mécanisation et de valoriser l'humidité du sol. En l'absence d'une disponibilité actuelle de semoirs pour semis direct, les minoteries pourraient participer à une meilleure disponibilité de ces engins. Il s'agit d'une priorité nationale très sous-estimée par le MADR.

**Dans un premier temps**, il s'agit le plus souvent de modifier les semoirs existant. En sol meuble, des semoirs à dents en forme de double spire peuvent permettre de se passer de labour. Parfois, il est nécessaire de renforcer leur armature. Dans un deuxième temps, il s'agit de modifier leur trémie afin de distribuer de l'engrais en même temps que les semences. Pour cela, il suffit de disposer de capacités de découpe de l'acier et de moyens de soudure. On peut penser que les ateliers de maintenance de minoteries disposent de tels outils ou ont les relations afin de créer des partenariats.

**Les responsables locaux** de l'agriculture (DSA, Chambre d'agriculture, agents de terrains), les walis et autres responsables locaux (chefs de daïras, président d'APC et membres d'APW) mais également les élites rurales de ces régions pourraient orienter ces investisseurs vers ce type d'approche.

#### MINOTIERS, MISER SUR L'ORGE ?

Afin de prolonger la période d'utilisation de leurs moulins, les minoteries ont la possibilité de se tourner vers l'orge. Sur ce créneau, ils ont plus de latitude que sur le blé tendre et dur dont le monopole d'Etat est absolu.

Il devrait leur être possible de fabriquer de la semoule d'orge. Cette semoule pourrait être utilisée en mélange avec la semoule de blé dur ou la farine de blé tendre. L'objectif serait de produire des mélanges riches en

fibres (betaglucones). Les produits issus de ce type de mélanges (pains, pâtes, couscous) présentent des qualités dans la lutte contre les maladies métaboliques (diabète, cholestérol). Cependant, il s'agit de tenir compte de la forte demande en orge liée à l'élevage.

L'avantage également de proposer aux consommateurs de la semoule d'orge est de valoriser une céréale mieux adaptée aux conditions semi-aride du pays. A noter de l'intérêt diététique de la farine de pois-chiche pour sa richesse en acides aminés. Dans le cas de l'avoine, des transformations relativement simples permettent de produire des flocons d'avoines entrant dans la composition des « corn-flakes » de plus en plus prisées par les jeunes générations.

#### MINOTERIES, CAP VERS L'AVENIR

Le développement de surcapacités au niveau des minoteries pose donc la question d'un approvisionnement régulier en matières premières.

Deux scénarios s'offrent aux propriétaires de ces unités : moudre des grains provenant de l'importation ou moudre des grains produits localement.

Moudre plus de grains provenant de l'étranger **correspondrait à une plus grande ouverture du marché local aux importations suite à une réduction des subventions publiques à la production nationale. Cela est envisageable dans le cas de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. C'est ce qu'a connu le Maroc.**

L'autre scénario correspondrait en la participation des minoteries dans l'effort de production nationale. Il s'agirait de reproduire ce qui se fait actuellement avec les laiteries. Dans ce cas là, sans remettre en cause le monopole d'Etat sur le commerce du blé, il s'agirait de rechercher les modalités afin que les agriculteurs puissent choisir les silos vers qui livrer leurs grains. Outre un prix plancher fixé par l'OAIC, les minoteries pourraient avoir toute la latitude de proposer différents avantages aux agriculteurs leur livrant leur récolte : avances financières, aide à l'équipement en matériel d'irrigation, appui technique, location de matériel (labour, semis, récolte), vente d'intrants (semences sélectionnées, engrais, produits phytosanitaires) et vulgarisation-formation.

#### **Une vulgarisation par les technico-commerciaux**

Malgré tout le dévouement du personnel des CCLS, l'analyse montre qu'à l'étranger, ce ne sont pas des organismes publics mais coopératif qui ont permis le développement agricole. A l'étranger que ce soit en France, en Hollande ou en Nouvelle-Zélande ce sont les agents technico-commerciaux des coopératives qui suivent les adhérents pour leur fournir une assistance technique. Ces agents sont rémunérés sur le pourcentage de leurs ventes. Si cela peut pousser à quelques excès, cela garantit une élévation régulière du niveau technique des agriculteurs.

En attendant le développement de coopératives céréalières libres (les CCLS ne sont pas de véritables coopératives), pourquoi ne pas impliquer les minoteries

dans cet effort d'appui-technique de terrain qui réussit si bien avec les laiteries ?

#### MINOTERIES, MISER SUR LA QUALITE

Un autre axe de travail possible des minoteries est de développer un approvisionnement local avec les agriculteurs de leur région. Cela permettrait de disposer de blés riches en protéines et aux qualités requises pour la transformation (variétés panifiables, variétés à taux élevé de semoule, variétés avec de bonnes qualités pastières). En effet, dans la mesure où les producteurs locaux sont incités à produire du blé dur et où les prix de ce type de blé à l'importation sont à la hausse, l'OAIC a tout intérêt à réduire ses importations.

#### ***Le blé dur, produit rare sur le marché international***

Sur le marché mondial le blé dur est une denrée assez rare. Pour le budget de l'Etat, importer du blé dur grève les possibilités d'importations de blé tendre. Il est possible qu'à terme les pouvoirs publics cessent toute importation de ce type de blé. Si le défi de relever la production locale n'était pas atteint dans les années à venir c'est l'existence même de la filière blé dur qui serait en jeu. Ce serait le comble dans un pays dont le plat nationale est le couscous. Devrions nous alors tous passer à la baguette parisienne ?

#### ***Viser la qualité***

Or, si les producteurs locaux livrent de plus en plus de blé dur – l'irrigation continue ou d'appoint permet de nettes augmentations de rendement – il sont encore loin de livrer des blés durs aux qualités requises pour produire semoule et pâtes alimentaires de qualité. Déjà, le groupe Benamor a eut à faire face à ce problème. C'est ce qui a poussé le groupe à travailler avec les céréaliers de sa région. Des visites des minoteries ont même été organisées afin de montrer aux céréaliers qu'ils ne pouvaient continuer à livrer des grains auxquels étaient mêlés des impuretés : graines de mauvaises herbes, brins de paille, gravillons, ...) car cela risquait d'endommager les meules des moulins.

Et quand ce ne sont pas des impuretés, cela peut être le mitadinage. Comme les dattes deglet nour, un grain de blé dur doit avoir une belle structure vitreuse laissant presque passer la lumière. Or, tout manque d'azote provoque un grain opaque. Résultat, le grain de blé dur donne de la farine au lieu de la semoule attendue. C'est ce que redoute le plus les minoteries.

Il apparaît que pour produire de la semoule de bonne qualité, le suivi d'un itinéraire précis est nécessaire. Or, a quoi cela sert-il de faire plus d'effort au champs si dans les silos des CCLS, les blés durs de qualité sont mélangés au « tout venant » ?

#### ***Qualité et traçabilité***

En matière de qualité, le maître mot est la traçabilité des lots de blé. Toute activité de transformation

nécessite de disposer de blés aux normes. Aussi, c'est à l'organisme le stockeur de réaliser une politique d'allotement adaptée. Cela suppose une volonté bien affichée mais également de disposer du nombre de cellules suffisant et d'outils d'analyse rapide dès réception de la récolte. Un peu comme les analyses de lait qui se font à même la citerne de l'éleveur avant que son lait ne se déverse dans les cuves de la laiterie.

On peut penser que, contrairement aux CCLS qui ne sont pas impliquées dans l'acte de transformation des grains, les minoteries sont plus réceptives à ces impératifs de qualité. Pourquoi donc pour les minoteries, ne pas plaider auprès des pouvoirs publics, la possibilité, sans remettre en cause le monopole d'Etat sur le commerce du blé, de pouvoir directement réceptionner les récoltes de céréaliers avec qui elles

seraient en contrat afin de produire des blés tendres ou des blés durs de qualité destinés respectivement à la biscuiterie, au pain congelé ou aux pâtes alimentaires (dans ce cas, il s'agit de produire une semoule de couleur jaune). Les minoteries pourraient ainsi définir une grille spéciale d'agrèage (celle-ci n'a pas été revue depuis 1988).

Les minoteries pourraient même encourager le stockage à la ferme. Cela permettrait un meilleur contrôle qualité, une meilleure régularité des flux aux portes des minoteries mais peut ouvrir la porte aux fraudes (faire passer du blé étranger pour du blé local et ainsi bénéficier illégalement de subventions).

# Céréaliers, faites du frik avec le «Frik».

## Une tradition qui permet à des céréaliers d'échapper aux griffes des minoteries.

### CEREALIER, FAITES DU FRIC AVEC LE « FRIK »

Djamel BELAID 21 mai 2018

Dans l'Est du pays, avant la récolte du blé, il n'est pas rare de voir des agriculteurs récolter des épis pour en faire du « frik ». Il s'agit de grains de blé dur encore verts grillés et concassés. Ils sont utilisés dans la « chorba frik ». Cette pratique ancestrale se fait en dehors des circuits traditionnels de commercialisation (CCLS). Elle permet à de petits céréaliers de mieux valoriser une partie de leur production de grains.

#### LA CHORBA FRIK DE L'EST ALGERIEN

Contrairement à la hrira oranaise ou à la chorba-vermicelle algéroise, la chorba-frik de l'Est Algérien contient des grains de blé dur grillés et concassés.

**Absorbant une partie du bouillon**, ils acquièrent une texture malléable sans être trop molle. Cela donne une texture et un goût incomparable à ce type de chorba. En effet, utiliser du vermicelle, c'est s'exposer à obtenir des pâtes alimentaires flotter sans aucune consistance dans la soupe. Par contre, le frik garde toute sa fermeté.

**Les personnes découvrant** pour la première fois la chorba-frik ne peuvent ensuite revenir à la chorba-vermicelle. Traditionnellement, à l'Est du pays, il n'est pas rare de voir à la fin du printemps, des particuliers s'arrêter au bord des routes pour cueillir une gerbe de blé afin de faire leur propre frik.

#### DEMARCHE COMMERCIALE SANS CCLS NI MINOTERIES PRIVEES

La vente du frik est réalisée par les céréaliers. Ils ne passent pas par le réseau habituel des CCLS. Cela signifie qu'ils renoncent au prix de 3500 DA le quintal proposé par les antennes de l'OAIC. Prix auquel il faut rajouter la prime de 1000 DA par quintal. Cela s'explique par le prix de vente dans le secteur privé : 16 000 à 20 000 DA le quintal.

Les céréaliers réalisent donc eux-même une transformation du grain. Cette démarche est originale. En effet, traditionnellement, en Algérie dès la récolte, les agriculteurs se pressent aux portes des silos des CCLS pour livrer leurs grains. Il peut arriver qu'ils patientent 48 heures avec leur remorque devant les

silos. Ce sont des minoteries, en majorité privées, qui se chargent de la transformation des grains en semoule puis couscous ou pâtes alimentaires. Au passage, ces transformateurs empochent une valeur-ajoutée liée à ce type d'activité. En Algérie, le soutien des prix passe par les CCLS. De ce fait, les céréaliers sont obligés de leur livrer leur production afin de profiter des prix subventionnés.

**La production de frik** consiste en une transformation des céréales par les producteurs eux-mêmes et donc par la création d'une valeur-ajoutée qui leur revient en totalité. Cette valeur-ajoutée ne sert pas à financer les caprices équestres du rejeton d'un grand transformateur comme c'est le cas actuellement à l'Ouest du pays. Dans le cas du frik, elle revient entièrement « lel fellaha ».

#### UNE DEMARCHE TECHNIQUE INNOVANTE

La production de frik montre également plusieurs innovations techniques développées par les producteurs.

**Pour récolter les épis de blé**, ils ont mis au point un matériel nouveau. Il s'agit d'une remorque attelée à côté d'un tracteur et dont l'avant est couplé à une faucheuse munies de rabatteurs (comme sur une moissonneuse-batteuse). Cet engin permet de ne récolter que les épis ainsi qu'une partie de la tige de blé. Juste ce qu'il faut afin d'assurer par la suite les opérations pour griller à la flamme les grains.

**La deuxième innovation** concerne le procédé pour griller les épis de blé. Ces derniers sont disposés quelques heures en petits tas à même le sol. Cela permet aux épis de sécher. A l'aide d'un lance-flamme composé d'une longue lance en métal reliée à une bouteille de gaz, les tas sont enflammés et retournés quelques instants à l'aide d'une fourche. Les épis grillés sont par la suite introduits dans une moissonneuse-batteuse à poste fixe afin de débarrasser les grains de leurs enveloppes. Comme on peut le constater, ces manipulations sont exigeantes en main d'oeuvre.

#### LABELLISER LA PRODUCTION DE FRIK

La production de frik mériterait d'être labellisée. Ce type de production est typique de l'Est Algérien. On retrouve également cette pratique en Syrie. Il serait



intéressant que les producteurs locaux puissent définir un cahier des charges. Des améliorations de la qualité du produit final sont possibles. Elles pourraient concerner le taux de protéines des grains, le choix variétal, la date exacte de récolte, les techniques optimales pour griller les épis et concasser le grain (type de granulométrie). L'aspect packaging n'est pas à négliger. La mise en sachets d'un kilo ou de 500 grammes dans un emballage approprié avec identification de la zone de production et du producteur pourrait être un gage de confiance vis-à-vis du consommateur.

**Des efforts publicitaires** pourrait permettre de gagner de nouveaux consommateurs à l'Ouest du pays. En effet, dans cette région l'utilisation du frik est peu développée. D'autres consommateurs potentiels pourraient être approchés, c'est le cas de la diaspora algérienne à l'étranger. Le consommateur y est habitué à consommer du « boulgour ». Il s'agit d'un produit d'origine turque équivalent au frik. C'est dire le potentiel offert en matière de commercialisation.

#### DEVELOPPER LA FILIERE FRIK

Ce type de production est actuellement marginal. Il est possible d'augmenter rapidement les volumes. Cela peut passer par un échelonnement des dates de maturité afin d'étaler la pointe de travail lors de la récolte. Pour cela, il s'agit, à qualité égale, d'envisager l'utilisation de variétés de blé aux dates de maturité décalées de quelques jours. L'Algérie bénéficie de différents étages climatiques. Il devrait donc être possible d'étaler la production de frik entre le nord et le sud du pays. La mise au point d'un système artisanal de récolte des épis par des paysans de Biskra lève ce qui constituait jusqu'à présent un goulot d'étranglement.

**Concernant l'opération visant à griller les épis**, celle-ci est actuellement manuelle. La mécanisation de cette opération pourrait être envisagée en utilisant un tapis roulant grillagé passant au dessus de brûleurs à gaz au calibre défini.

**Concernant la qualité**, celle-ci passe par la tenue du grain concassé à la cuisson. Dans l'environnement aqueux que constitue la chorba, toute pâte alimentaire développe rapidement une consistance molle. C'est d'ailleurs le cas du vermicelle. Rappelons que pour beaucoup de consommateurs de pâtes alimentaires, la tendance est à un mode de cuisson privilégiant le type « aldente ». Afin de renforcer les qualités intrinsèques du grain de blé dur transformé en frik, il s'agit donc de produire des grains de blé riches en protéines et peu mitadinés. Seuls de tels grains expriment la meilleure tenue à la cuisson. Cela suppose une fertilisation azotée ciblée. On consultera à ce propos les travaux réalisés à Batna par l'équipe du Pr Nadia Boulelouah.

Un autre axe de développement peut consister en la

production de frik bio. Aujourd'hui existent des solutions techniques pour remplacer le désherbage chimique par du désherbage mécanique à l'aide de herbes étrilles ou de houes rotatives. En l'absence de tels engins, on peut penser à faire pâturer quelques semaines les parcelles de blé par des moutons. Un pâturage d'hiver de quelques jours avec un chargement hectare adapté peut permettre de réduire nettement l'infestation en mauvaises herbes.

#### LES PRODUCTEURS DE FRIK, DES HOMMES LIBRES

Les céréaliers qui produisent du frik le font en dehors de la filière blé dur des CCLS et des minoteries privées. Ils ne sont pas intéressés par les prix à la production soutenus par la puissance publique (OAIC). A ce titre, on peut dire qu'il s'agit d'hommes libres.

### Les céréaliers produisent du frik en dehors de la filière blé dur des CCLS et des minoteries privées. Il s'agit d'hommes libres.

**Une telle filière** - qui reste à créer - serait donc capable de résister à une éventuelle baisse des prix du blé dur. En effet, si les céréaliers Algériens ont la chance de se voir offrir par l'OAIC des prix à la production au dessus des fluctuations mondiales, la pérennité de ce système n'est pas assuré. Surtout lorsqu'on pense à l'évolution des prix des hydrocarbures ou d'une éventuelle adhésion de l'Algérie à l'OMC.

**Certes, en tonnage**, la production de frik représente des quantités minimales. Cependant, le revenu dégagé par ce type de production garantit une partie des revenus financiers des exploitations. Cette garantie n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Ces exploitations se sont extraites du système des subventions publiques, du moins au niveau de la commercialisation de leurs produits.

#### FILIERE FRIK, DES POTENTIALITES CERTAINES

Il est certes trop tôt pour parler d'une filière frik. Celle-ci reste à créer. Mais quand on voit l'inventivité des agriculteurs concernés on ne peut qu'être admiratifs devant les potentialités que recèlent ce type de production. Que ce soit sur le plan des innovations matériels ou des circuits de commercialisation en dehors des CCLS, les producteurs de frik innoveront.

**Avec un marché de 40 millions de consommateurs** et de réelles possibilités d'exportations, la production de frik peut permettre d'assurer un complément financier notable pour l'équilibre économique de petites exploitations. Chose extraordinaire, pour une fois, ce revenu exceptionnel ne vient pas de l'élevage ovin mais d'une production végétale et surtout d'une production de

céréales.

**Cet exemple est là pour nous rappeler** combien en Algérie, le potentiel des céréales est sous-estimé. En alimentation humaine, il serait intéressant d'envisager la production de germes de blé, de blé et d'orge malté. En matière d'aliments du bétail, la production de triticales peut remplacer partiellement le maïs importé. A cet égard, le prix des triticales mériterait d'être revalorisée par les CCLS.

**La production de frik** est une production de terroir. Elle est propre au blé dur et est typiquement produite au sud-est du pays. Cette production est accrochée à une région. Elle fait l'objet de savoirs ancestraux qui ont su évoluer (cas de la récolte). Son expansion et sa structuration pourrait être l'oeuvre des élites rurales fixées dans ces territoires : paysans éclairés, jeunes cadres, jeunes chômeurs ou retraités disposant d'une expérience. A cette élite rurale de rassembler les moyens agronomiques de production, de récolte, de transformation et de commercialisation d'un produit unique.

### La production de frik est une production de terroir.

CEREALISERS, SE RE-APPROPRIER LA FILIERE CEREALES

L'exemple de la production de frik montre l'extraordinaire inventivité du monde paysan. Il faut voir les engins originaux mis au point pour récolter les épis.

**Cette mise au point de matériel** et de pratiques

montre également que les céréaliers Algériens peuvent ajouter plus de valeur à leur production. Il est à espérer que cet exemple les engage à prendre confiance dans la transformation de leur récolte de blé dur en semoule, couscous et/ou pâtes alimentaires. Cette démarche pourrait se faire dans de petits ateliers ou des moulins semi-industriels. Vu l'excédent des capacités privées installées, on peut s'attendre à l'avenir à des faillites. Des céréaliers pourraient alors racheter certaines de ces installations.

**L'occasion pour des céréaliers** arrivant à réunir des quantités conséquentes de grains, de se positionner dans la production de semoule. Des formules telles les Groupements d'Intérêt Economiques (G.I.E) peuvent constituer le cadre à de telles activités. Les GIE constituent des structures plus souples que des coopératives de services.

**Cette démarche permettrait de rapatrier** dans la poche des producteurs la valeur-ajoutée actuellement captée par les transformateurs. Ainsi, les céréaliers des zones faiblement productives pourraient tirer un meilleur parti de leur production. Les pouvoirs publics ont tout à y gagner. Ils auraient ainsi la possibilité d'amortir l'impact d'une éventuelle réduction des subventions à la filière céréales en cas de baisse des revenus issus de la vente des hydrocarbures.

**Notes :** Il existe sur Youtube une vidéo extraite d'un reportage de la chaîne Ennahar sur cette question.



# Plus de 3 millions d'ha non cultivés.

Bouazgui face aux contradictions du système agricole.

**PLUS DE 3 MILLIONS D'HECTARES NON CULTIVEES  
BOUAZGUI FACE AUX CONTRADICTIONS DU SYSTEME AGRICOLE**

Djamel BELAID 3 avril 2018

Mr BOUAZGUI est sans aucun doute un homme honnête qui veut bien faire. En charge du MADR depuis quelques mois, il parcourt le pays, anime des réunions, bat la campagne écoute les agriculteurs (petits et grands) ainsi que les investisseurs privés. Bref, il fait le job du mieux qu'il peut. Il le fait avec honnêteté mais à sa manière. Ayant eut récemment en mains, les statistiques des terres réellement cultivées, il découvre l'ampleur de la tâche. Arrivera-t-il à encourager l'investissement vers les céréales, aliment de base de la population et faisant l'objet (avec la poudre de lait) de plus de 60% du montant des importations alimentaires?

**ALGERIE, «GREVE DES LABOURS »**

Alors que nous importons de plus en plus de blé, des dizaines de milliers d'hectares de terre ne sont pas cultivés. Mais qu'on ne s'y trompe. Ces terres sont cependant utilisées pour un usage agricole. Elles servent de parcours aux moutons. En effet, l'élevage du mouton est plus rentable que la culture des céréales. Les propriétaires y font paître leurs troupeaux de moutons ou bien les louent à des éleveurs.

**Une autre explication** à cette « grève des labours » vient de l'aspect peu rémunérateur de la culture des céréales. En effet, l'actuelle production de céréales sur les bonnes terres ne tient que grâce aux subventions publiques (prix à la production, crédits de campagne bonifiés, soutien pour l'achat des engrais des semences, des produits phytosanitaires et du matériel agricole). Sur ces terres, la stratégie adoptée est de faire revenir le plus souvent le blé dur afin de profiter de la prime « blé dur » de 1000 DA/qx en plus des 3500 DA/QX offert par les CCLS. Mais cette pratique n'est pas sans conséquences. Les sols s'épuisent et les cultures sont la proie de parasites spécifiques du blé dur: vers blancs, nématodes du sol lorsque ce n'est pas des infestation en mauvaises herbes telle le brome.

**Les sols s'épuisent et les cultures sont la proie de parasites spécifiques du blé**

**dur: vers blancs, nématodes du sol lorsque ce n'est pas des infestation en mauvaises herbes telle le brome.**

**LE QUOTIDIEN DE LA PETITE ET MOYENNE PAYSANNERIE**

Mais sur les terres à faible potentiel, celles à sol peu profond, il suffit d'un coup de sec à l'automne pour que les jeunes pousses de blé se dessèchent. Parfois, c'est au printemps que survient un manque de pluies ou une brusque hausse des températures. Les épis prometteurs se dessèchent alors et les grains ne se remplissent pas. Seules leurs enveloppes subsistent. Lors de ces années de sécheresse, les parcelles de céréales avortées sont laissées aux moutons et l'agriculteur tente tant que bien de rembourser le crédit de campagne à la banque. C'est qu'emblaver coûte cher. Pour les petits agriculteurs, il faut louer tracteur et charrue, acheter des engrais et des semences. Au labour succède la préparation du sol pour ensuite semer. Chacune de ses longues opérations se soldent en heures de location de tracteur avec la hantise de tout perdre si survient un coup de sec.

**Certes, il y a actuellement plus de tracteurs.** Il y les tracteurs Cirta témoins de la volonté du président Houari Boumédiène de développer une industrie locale. Il y a également les tracteurs Sonalika indhous issus d'un montage local suite à l'importation de pièces détachées par Famag. Mais même lorsqu'on possède un tracteur, il faut compter avec le coût des carburants et avec le risque de coup de sec.

**Mais pour le moment les CCLS rachètent** le quintal de blé dur 4500 DA et aux céréales est toujours adjoint un troupeau de moutons. Les moutons, cette assurance tout risque en cas de mauvais rendements...

Mais les prix proposés par les CCLS resteront-ils toujours à 4500 DA le quintal ? Les producteurs de maïs d'Adrar vendant leur grains à l'ONAB de Bougtob ont vu la prime maïs non payée ces derniers mois. Lenteur administrative ou difficultés des caisses de l'Etat suite à la baisse des prix du pétrole?

**TRAVAILLER SANS TERRE ET SANS CARTE DE FELLAH**

Que ce soit pour le maraichage ou les céréales, nombreux sont les agriculteurs qui avouent ne pas posséder les terres qu'ils travaillent. Ils les louent

auprès de propriétaires privés, d'EAC ou d'EAI ou encore de titulaires de concessions. Cette situation qui apparaît injuste est pourtant la règle dans nombre de pays développés. Des lois instituant un droit de fermage définissent annuellement pour chaque région le loyer de la terre.

**Le fermage n'existe pas en Algérie.** De ce fait les agriculteurs sans terre sont obligés de travailler dans l'informel. C'est que pour obtenir des prêts, les banques exigent des titres de propriétés ou de concession. Il en est de même pour obtenir la carte de « fellah » véritable sésame auprès des organismes agricoles pour obtenir à prix réglementé les intrants agricoles indispensables pour produire du blé. Arezki Mekliche, enseignant chercheur à l'ENSA d'El-Harrach relève la patience des agriculteurs faisant la queue devant les guichets des services agricoles dans un froid glacial.

#### FAIRE QUE LE BLE RAPPORTE AUTANT QUE LE MOUTON

Afin que cesse la « grève des labours », il faudrait que la marge bénéficiaire à l'hectare augmente et que plus de valeur ajoutée soit tirée de ce genre de culture.

Pour augmenter la marge, seule une augmentation des rendements est envisageable. Cependant 90% des surfaces sont en sec et le dry-farming (culture en sec) n'a pas été revisité faute d'un réel effort de recherche. Par exemple, la pratique coloniale de la jachère reste encore en vigueur sur nombre d'hectares.

**Faute d'investissement dans la recherche** sur les cultures en sec, le MADR a choisi la fuite en avant. Ces dernières années, les services agricoles misent sur l'irrigation de complément et l'irrigation continue dans le grand sud. Irriguer donne l'espoir de pouvoir s'affranchir des conditions du milieu naturel et de pouvoir importer les techniques agronomiques des pays tempérés. Mais, dans le grand sud, c'est sans compter sans le peu de fertilité des sols, la salinité de l'eau et l'évaporation terrible du climat aride du sud où l'ETP atteint 2000 mm par an. Rentabiliser l'irrigation nécessite une approche de terrain. Des progrès durables sont enregistrés au Nord. Mais cela ne doit pas faire oublier les 90% non irrigués et qui ne pourrions pas l'être faute de disponibilités en eau et face à la terrible concurrence des villes et de l'industrie.

**A propos de l'élevage du mouton,** c'est l'activité par excellence des ruraux sans emplois. Faire baisser la concurrence de cet élevage sur la céréaliculture passe donc par le développement d'emplois ruraux hors secteur agricole.

#### REDUIRE LES COUTS DE REVIENT DU BLE

Pour rendre plus rémunérateur la culture du blé, il existe d'autres moyens que l'irrigation. Le premier concerne l'abandon du labour et son remplacement par le semis direct. Les coûts de mécanisation sont ainsi réduits de 40% et la vitesse d'exécution des chantiers nettement accélérés. Un autre avantage est de préserver

l'humidité du sol et de pouvoir localiser les engrais près de la ligne de semis ce qui permet de mieux les valoriser. Il est regrettable que cette option prometteuse actuellement généralisée dans un pays sec comme l'Australie ne soit que timidement envisagée par le MADR.

**Cela est d'autant plus regrettable** que le semis direct et notamment le sur-semis peut permettre de semer à peu de frais (car sans labour) les jachères pâturées à l'aide de mélanges fourragers. La pression de l'élevage ovin sur la céréaliculture pourrait ainsi être réduite.

#### UN PARTAGE INEGAL DE LA VALEUR AJOUTEE

Jusqu'à présent, concernant le blé dur, les pouvoirs publics ont pu proposer au céréalier algérien des prix à la production très rémunérateurs. Chaque année, quelque soit les variations du cours mondial du blé, le fellah est assuré de pouvoir écouler toute sa production auprès des CCLS. Ce système possède un vice caché. On pourrait même dire que le « vers est dans la pomme ». En effet, dès qu'il récolte, le fellah n'a qu'une hâte : se débarrasser de son grain dans la fosse de la CCLS. Ces grains sont ensuite moulus par des transformateurs privés qui produisent du couscous et des pâtes alimentaires et font ainsi de très belles marges bénéficiaires. Dans de nombreux pays développés les céréaliers ont créé des coopératives et se sont équipés de moulins. Ce sont eux qui engrangent de la valeur ajoutée et c'est ce qui permet de continuer à financer leur activité même les années où les cours mondiaux des céréales s'effondrent.

**En Algérie, à travers l'OAIC,** les pouvoirs publics délivrent ce message : « *khatikoum, nous sommes là pour vous soutenir* ». Les céréaliers algériens ont pris de ce fait l'habitude de se reposer sur la puissance publique. Qu'advient-il si un jour celle-ci avoue ne plus avoir les moyens de cet effort financier? La nature ayant horreur du vide, en absence d'organismes stockeurs coopératifs investissant dans la transformation, ce sont des moulins privés qui se sont emparés du marché. C'est le cas de Benamor, Dahra, SIM, Smid Tell, etc... La valeur ajoutée liée à la transformation des grains importés mais également celle liée aux grains produits par le fellah leur revient entièrement.

**Les céréaliers algériens ont pris l'habitude de se reposer sur la puissance publique.**

#### CCLS, UN APPUI TECHNIQUE LIMITE

Une véritable révolution technique s'opère silencieusement dans nos campagnes. Le niveau technique des céréaliers s'élève régulièrement. Les brusques risques climatiques empêchent de voir un net

progrès, cependant les moyennes de rendement en témoignent. Cette amélioration technique vient notamment des intrants agricoles employés en plus grand nombre et à meilleur escient. C'est le cas des semences certifiées produites par les CCLS, l'industrie locale des engrais mais également les produits phytosanitaires. Ces deux derniers types de produits sont vulgarisés par des technico-commerciaux de firmes privées locales ou étrangères. Leur rémunération étant liée au niveau des volumes vendus, ils déploient une vulgarisation très dynamique qu'on ne retrouve pas au niveau des CCLS.

#### UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LE SOLDAT BOUAZGUI

Sur quels leviers peut donc agir le ministre de l'agriculture. Le niveau du prix du pétrole étant ce que chacun sait, ne lui reste plus que faire ce que ce disait Staline à ses généraux lors des pires moments de l'avancée des troupes nazis : « ne me demandez pas plus de moyens, mais envisagez de faire mieux avec les troupes et l'armement à votre disposition ».

Concernant les fermes pilotes installées sur les meilleures terres, rien ne sert de vilipender leurs gestionnaires tel que cela a été rapporté par la presse nationale. Les gestionnaires de ces fermes font avec les moyens qui leur sont donnés et avec le carcan juridique qui est le leur. Leur action ne peut en aucune manière être comparée avec la liberté d'action d'investisseurs privés pour lesquels, pratiquement, tout est permis et le souvent grâce à des aides publiques non remboursables.

Concernant les secteurs des fruits et légumes, de la viande et des produits laitiers (dérivés et fromages) les investisseurs disposent d'une liberté de fixation des prix. On ne peut comparer ce secteur à celui de la production des céréales dont les prix sont encadrés. Par ailleurs, les producteurs de céréales n'ont pas voix au chapitre concernant la transformation de leurs produits. Toute proposition d'amélioration de la production des céréales doit donc tenir compte de cet aspect des choses.

Pour arriver à ce que plus de terres soient consacrées aux céréales le MADR dispose d'une politique de court et moyen terme. Par politique, nous entendons des leviers sur lesquels il peut jouer ou être entendu par les autres ministères.

A court, ne pouvant augmenter les prix à la production, il s'agit de jouer sur la baisse des charges des exploitations. Cela passe par une plus grande

disponibilité et moindre coût des approvisionnements (engrais, semences, produits phytosanitaires). Aux CCLS d'envisager les mesures à mettre en œuvre. Des groupements d'achat paysans sont également à encourager, cela pourrait constituer l'embryon de véritables coopératives.

En matière de charges de mécanisation et de carburants, cela passe par l'accélération de la mise à la disposition des agriculteurs de semoirs low-cost pour semis direct. Le projet « Boudour » de CMA-SOLA mais également les moyens des constructeurs locaux doivent être orientés vers cette priorité.

En matière de partage de la valeur ajoutée, les pouvoirs publics ne peuvent laisser les transformateurs privés s'accaparer de la totalité de celle-ci. Des arbitrages doivent permettre aux CCLS et regroupements de céréaliers (par exemple sous forme de GIE) de pouvoir transformer tout ou partie de leur production de céréales. Des partenariats publics-privés pourraient être imaginés (une CCLS devrait pouvoir s'associer à un moulin privé ou racheter des parts). Le partage de cette valeur ajoutée doit permettre de rendre plus rémunérateur la pratique de la céréaliculture. Ce partage peut également se faire par le financement, par les transformateurs, de services d'appui technique aux céréaliers de leur bassin d'approvisionnement (comme le font certaines laiteries).

Enfin, il y a le statut du fermage à créer. Sortir l'informel de la situation actuelle peut permettre de contrôler des masses monétaires incontrôlées issues du secteur agricole, mais également en attirer d'autres actuellement thésaurisées.

Il apparaît ainsi, que l'encouragement à l'investissement dans la culture des céréales passe moins dans l'augmentation des enveloppes financières actuelles que dans une ré-affectation des moyens engagés. Le Ministre de l'agriculture aura-t-il les épaules assez larges pour impulser cette dynamique et s'opposer à certains lobby? Certes elle est plus difficile que celle consistant à vilipender les cadres des fermes pilotes ou à faire accoster dans nos ports des cargos aux flancs chargés de grains étrangers ; mais elle est la voie du patriotisme économique.

# Des produits « refoulés de l'étranger ».

## La difficulté de l'export algérien en matière agricole.

### PESTICIDES, des produits agricoles algériens « refoulés de l'étranger ».

Djamel BELAID 11/06/2018

Ces dernières semaines plusieurs produits agricoles exportés ont été refoulés par les autorités sanitaires de pays étrangers. Le motif concernerait une non-conformité avec les normes sanitaires locales. Ces produits agricoles recèleraient des teneurs en pesticides au-delà des normes admises. Comment arriver à exporter sans risque de voir la marchandise retournée à l'expéditeur ? Mais au-delà de ces péripéties, le consommateur algérien mange-t-il des produits sains ?

### DES INSTITUTIONS LOCALES GARANTISSANT LA SANTÉ DU CITOYEN

En Algérie, différents organismes publics contrôlent l'emploi des produits phytosanitaires. C'est le cas de l'Institut National de la Protection Végétale (INPV). Sur la base d'études scientifiques, il délivre les autorisations de mise sur le marché local des produits phytosanitaires. Sur présentation d'un dossier scientifique, tout fabricant algérien ou étranger doit demander une homologation à cet institut technique dépendant du ministère de l'Agriculture. Il est ainsi établie une liste des produits autorisés à la vente sur tout le territoire national. Tout produit ne figurant pas sur cette liste est interdit à la vente et il peut donc être immédiatement saisi par les autorités compétentes.

### DES FAILLES DANS LE DISPOSITIF

**Il peut exister des failles dans ce dispositif.** Cela peut être, par exemple, le cas d'importations frauduleuses. Ces dernières années, l'augmentation du volume du transit au niveau des ports ont pu permettre de telles importations. Il est toujours possible de dissimuler des matières actives au sein des marchandises d'un conteneur ou de tricher en modifiant l'étiquette figurant sur l'emballage. Ce type de fraude vise à importer des matières actives déclassées par certains pays et donc moins chères.

**Un autre type de faille** peut venir de la méconnaissance des effets d'une nouvelle classe de matières actives. Généralement, des tests pharmacologiques sont réalisés par les laboratoires des géants de l'agro-chimie. Les dangers de certaines familles de phytosanitaires commencent à être bien

connus. C'est le cas des organo-chlorés longtemps utilisés comme insecticides et qui commencent à être interdits un peu partout dans le monde. Longtemps utilisés durant les années 70 en Guadeloupe contre un charançon des bananiers, le chlordécone qui appartient à cette famille s'est avéré être très toxique pour l'homme. La Guadeloupe détient en effet un triste record mondial : celui du plus grand nombre de cancer de la prostate.

En Algérie, les services compétents tiennent compte bien entendu des informations les plus récentes afin d'actualiser la liste des produits autorisés à la vente.

**Actuellement dans le monde,** les craintes se portent sur les perturbateurs endocriniens. Ces substances englobent les produits phytosanitaires mais également un grand nombre de produits de l'industrie chimique. En Europe, une partie de bras de fer se joue actuellement entre l'Union Européenne et l'industrie chimique afin d'établir la liste des produits pouvant être considérés comme des perturbateurs endocriniens.

### DEVELOPPER LA LUTTE BIOLOGIQUE

**En Algérie, la tendance actuelle** est à l'utilisation accrue de pesticides ou produits phytosanitaires. Il s'agit d'insecticides, fongicides et herbicides. Cette utilisation reste encore en deçà de l'utilisation observée dans les pays à agriculture intensive. Mais sous l'effet des actions de vulgarisation des services agricoles et des firmes étrangères et locales, cette utilisation progresse.

**Il existe cependant des exemples** de lutte biologique contre les ravageurs des cultures. Dès les années 80, les Pr DOUMANDJI de l'ENSA d'El-Harrach ont testé contre les parasites des dattes le lâcher d'insectes auxiliaires. Ceux-ci s'attaquent prioritairement aux ravageurs.

**L'INPV vulgarise actuellement** contre des parasites des cultures maraîchères l'emploi de phéromones permettant une « confusion sexuelle ». De petites capsules renfermant des doses minimales des substances dégagées par les femelles de certains parasites sont disposées dans les serres ou les vergers. Ces substances fabriquées par synthèse indiquent aux mâles la présence éventuelle d'une femelle. Les mâles peuvent ainsi être piégés sur des supports collants ou désorientés.

## INSTAURER UN CERTIFICAT POUR TOUT UTILISATEUR DE PHYTOSANITAIRES

Ces dernières années, que ce soit au nord ou au sud du pays, les cultures sous serres ont connu un fort développement. Ce type de culture intensive nécessite de nombreux traitements contre les maladies et les insectes. Dans le cas de la tomate, une chenille (*Tuta absoluta*) s'attaque aux feuilles et terrasse les plants en quelques semaines. C'est ce qui s'est passé en 2008. Les agriculteurs ont testé produits chimiques sans résultats. Puis l'INPV s'est saisi de la question et a proposé aux agriculteurs une réponse faisant appel à la lutte biologique. L'élimination des mâles a été possible grâce à l'emploi de pièges à phéromone. Des lâchers d'insectes s'attaquant à ce ravageur ont permis de juguler les infestations. Aujourd'hui, les agriculteurs maîtrisent la situation, ils n'utilisent plus à tort et à travers toutes sortes d'insecticides.

**Dans ce cas précis** les progrès ont été possibles grâce à une rapide mobilisation des services agricoles qui ont formé les agriculteurs et leur ont fourni les solutions adéquates.

**Cependant, les ravageurs étant nombreux**, toutes les situations ne sont pas aussi bien maîtrisées que dans le cas de *Tuta absoluta*. Aussi, la formation à l'emploi des pesticides pourrait être obligatoire. Elle pourrait être sanctionnée par la délivrance par la délivrance d'un certificat telle le CertiPhyto que délivrent les Chambres d'Agriculture en France suite à un stage pratique de plusieurs demi-journées.

**L'emploi des phytosanitaires** en agriculture implique donc les agriculteurs mais également les revendeurs et les sociétés importatrices. Ces derniers devraient être regroupés dans une fédération afin de pouvoir discuter avec les pouvoirs publics.

## GLYPHOSATE ET DESHERBAGE MECANIQUE

Ces derniers temps, les médias ont abondamment traité du cas du glyphosate. Ce désherbant est potentiellement classé comme cancérigène. Il s'agit de préciser les choses. Cet herbicide est massivement utilisé par les agriculteurs cultivant des OGM. C'est le cas aux USA, Canada, Amérique latine ou Australie. Ce n'est pas le cas en Algérie puisque les OGM sont interdits. D'éventuelles cas de contaminations ne peuvent donc provenir que des cultures OGM importées : soja et maïs utilisées actuellement en alimentation du bétail ou huile de tournesol.

**Certaines pratiques étrangères** peuvent provoquer des contaminations. C'est le cas des agriculteurs étrangers pulvérisant du glyphosate juste avant la maturation complète de leur récolte de blé, lentille ou colza. Les mauvaises herbes présentes dans leur champs sont alors éliminées, elles ne formeront pas de graines. Mais également, en desséchant les plantes cultivées l'herbicide peut permettre une récolte

homogène.

Certains herbicides tel le paraquat sont considérés comme nocif pour la santé. Auparavant utilisés en Algérie, ces désherbants ne figurent plus dans la liste des produits autorisés. L'INPV met en ligne sur son site l'index des produits phytosanitaires à usage agricole autorisés en Algérie.

## Les solutions alternatives de l'agriculture bio

A la place des désherbants chimiques, l'agriculture bio a proposé en Europe des solutions alternatives. Il s'agit de l'emploi de bineuses, de herses étrilles et de houes rotatives. Ces engins peuvent être utilisés en maraîchage sur de petites surfaces mais également sur culture de céréales et légumes secs. Si des bineuses commencent à être fabriquées en Algérie, ce n'est pas encore le cas pour les herses étrilles et houes rotatives qui s'avère être des outils qui révolutionnent le désherbage mécanique même sur de grandes surfaces. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter sur you tube les vidéos de l'organisme français Arvalis.fr traitant du désherbage mécanique.

**Actuellement**, les services agricoles comme les concessionnaires de matériel agricole ne s'intéressent pas à ce type de matériel. Cela est regrettable car ce type de matériel est facile à fabriquer localement. Alors que de nombreuses petites exploitations céréalières ne sont pas encore passées au désherbage chimique, il serait bon de leur proposer ce type de matériel.

## REDUIRE L'EMPLOI DES ENGRAIS

**Selon les récentes déclarations** de Mr Ali Bey Nasri, président de l'Association nationale des exportateurs, les derniers refoulements de produits agricoles seraient également liés à l'emploi d'engrais interdits à l'étranger. Parfois décriés à travers le monde par les partisans du « bio », les engrais peuvent être une source de contaminants dans certains cas précis.

C'est le cas des engrais phosphatés qui peuvent contenir du cadmium.

**Ceci dit, les engrais azotés et phosphatés** sont plus connus comme polluants des nappes phréatiques et eaux superficielles. Ils concernent donc plus les populations résidant dans les zones de production que les populations vers lesquelles sont exportées les produits agricoles.

**En Algérie, le département agronomie** de l'Université de Batna a récemment mis au point une méthode pratique d'utilisation de doses d'azote adaptées aux besoins des cultures. Cette méthode simple a été adoptée avec succès par des agriculteurs de la région de Sétif<sup>1</sup>.

1 Cette méthode développée par le Pr Nadia BOULELOUAH est visible à l'adresse : <https://youtu.be/PpzzUnd0n-Q>

Une autre solution consiste également en la localisation des engrais. Cette technique permet d'apporter une quantité d'engrais à proximité des semences au semis. Les doses d'engrais à utiliser sont donc réduites. Cette technique nécessite l'utilisation de semoirs spécifiques permettant un semis direct. Cependant, en Algérie, les services du MADRP ne s'intéressent pas à cette technique.

**L'utilisation des fientes de volailles** est courante en maraîchage, elles apportent notamment de l'azote. Ces fientes sont indispensables aux cultures. Cependant, il s'agit de procéder régulièrement à des analyses de reliquats azotés et des eaux des nappes phréatiques pour éviter toute pollution aux nitrates. Enfin, il y a un risque de propagation de salmonelles. Des mesures appropriées permettent de gérer cette question.

#### MANGER BIO EN ALGERIE

Afin de se prémunir contre les risques sanitaires liés à la consommation de produits agricoles contaminés par des pesticides, la solution consiste à consommer des produits « bio ». Cette pratique est peu développée en Algérie. Elle nécessite des exploitations « bio » certifiées par des organismes agréés par les pouvoirs publics. En Europe ce type d'agriculture est subventionnée. On pourrait imaginer une aide publique accordée par le MADR aux agriculteurs s'engageant à produire « bio »

A petite échelle, il est possible de s'adresser à une AMAP comme le développe l'association Torba.dz. Il est également possible de créer des potagers collectifs (jardins partagés) en ville en bas des immeubles avec l'aide des offices HLM et des municipalités.

**Il apparaît que les pouvoirs publics** ont développé des moyens afin que les produits phytosanitaires utilisés en Algérie soient contrôlés et autorisés en fonction de leur efficacité sur les cultures et leur moindre effet sur la santé humaine. Les failles dans le schéma ainsi établi peuvent provenir d'éventuelles importations illicites – il s'agirait dans ce cas d'étudier leur ampleur – ou d'une mauvaise utilisation de ces produits (non respect des doses ou des période d'utilisation). Aussi, formation des agriculteurs, fédération du négoce et des firmes de phytosanitaires sont indispensables.

Reste, que comme ailleurs dans le monde, le développement d'une agriculture raisonnée et d'une agriculture « bio » peut permettre de réduire l'utilisation des produits chimiques et les risques éventuels de contamination.



## EXPORTATIONS AGRICOLES

# Algérie, l'illusion des exportations.

Faire croire que l'agriculture va remplacer le pétrole est un non-sens dangereux.

### ALGERIE, L'ILLUSION DES EXPORTATIONS AGRICOLES.

Djamel BELAID 25.07.2018

Récemment invité par « Maghreb Emergent », Mr BENBITOUR rappelait que le montant actuel de la rente provenant de la vente des hydrocarbures rapportait actuellement à peine une trentaine de milliards de dollars/an. Quant aux exportations de produits agricoles, elles auraient rapporté 57 millions de dollars. L'agriculture pourra-t-elle un jour se substituer à la rente pétrolière comme en rêvent décideurs et opinion publique? Les chiffres sont cruels pour les tenants de cette lubie. Ils sont nettement en défaveur des partisans de l'exportation tout azimut.

### LES DATTES, MOTEUR DES EXPORTATIONS AGRICOLES

**Qu'avons nous à exporter?** Nous qui importons 70% des calories que nous consommons. Selon l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal) nous exportons 45 types de produits dont dattes, truffes, caroubes, pommes de terre, tomates, oranges, melons, citrons, piments, figues sèches, oranges, haricots, carottes et navets, aubergines, châtaignes et marrons, abricots, olives, raisins, vin, épinards et prunes. Les dattes constituent la grande majorité de nos exportations. Le reste constitue des opportunités : vins, primeurs, plantes aromatiques, caroube.

**En 2017, le montant de ces exportations** a été de 57 millions de dollars. Près de 90% de ce montant a été constitué par les dattes. Viennent ensuite les truffes (4,26 millions de dollars), les oignons et échalotes (600 000 dollars), les pommes de terre primeur (347 000 dollars), truffes sèches (235 000 dollars) et tomates (146 000 dollars).

### UN MILIEU NATUREL FRAGILE

Cette volonté affichée du secteur privé et du MADR de vouloir nourrir les Européens est étonnante de la part d'un pays semi-aride et aride. L'image coloniale de l'Algérie « grenier de Rome » reste vivace dans les esprits. Mais comment comparer deux époques ? L'une avec à peine 4 millions de bouches à nourrir et l'autre avec 40 millions d'habitants. Deux époques, une où l'araire n'avait pas épuisé les sols contrairement à la

charrue en acier introduite avec la colonisation.

Pourtant, la réalité est là : nos sols sont rongés par l'érosion, la désertification et la salinisation. En une cinquantaine d'années, avec le réchauffement climatique, certaines de nos zones céréalière ont perdu jusqu'à 100 mm de pluviométrie annuelle. En juillet, cette année, des pics de température ont atteint 51°C dans les villes du sud. Du jamais vu.

Quant à nos zones agricoles, qu'en est-il ? D'étroites plaines côtières rongées par l'urbanisation. Des hauts-plateaux fertiles mais seulement arrosés par les pluies d'octobre à avril. Une steppe d'une trentaine de millions d'hectares surexploitée par l'élevage ovin et minée par la désertification.

### EAU, LA CONCURRENCE DES VILLES

Certes, nous dira-t-on, avec de l'eau on peut faire tout pousser en plein désert. Mais l'agriculture doit être durable. Elle doit laisser intact la fertilité des sols ainsi que le niveau et la qualité des réserves d'eau. Nous ne pouvons consommer le capital des générations à venir. Or, quelle est la situation en matière d'hydraulique ? Les nappes phréatiques du sud ne se renouvellent pratiquement pas. Pire, l'eau est parfois chargée en sel, et au fur et à mesure des campagnes d'irrigation, le sol se charge en sels et devient stérile.

**Quant à nos barrages,** financés avec un baril de pétrole à 154 dollars, ils s'ensavent. Pour certains, leur durée de vie est estimée à dix ans. Aux coûteuses opérations de dragage, il faudrait protéger les bassins versants en interdisant le labour et le pâturage sauvage des moutons. Par ailleurs, avec le réchauffement climatique l'eau de surface va se réduire. Pour la rive sud de la Méditerranée, les prévisionnistes le pire pour les années à venir. La situation est telle, que déjà nos grandes villes sont alimentées grâce au dessalement de l'eau de mer. Or, ce procédé est coûteux en énergie.

**Au Maroc,** dans les zones de production intensive de fruits et légumes pour l'export, le niveau des nappes phréatiques est dans une situation alarmante.

**Avec le réchauffement climatique l'eau de surface va se réduire.**

**En Palestine occupée,** le lobby des kibboutz a longtemps milité en faveur de l'exportation des fruits et



légumes. Mais avec le manque d'eau structurel de la région, le secteur agricole est dorénavant sur la sellette. En effet, ce secteur mobilise la plupart des ressources en eau pour un apport minime au PIB. Le high-tech est préférée à l'agriculture, secteur dévoreur d'eau.

**Techniquement, pour les pays en déficit structurel** de ressources hydriques, la nano-irrigation pourrait apporter un sursis à certaines cultures. Il s'agit de tubes poreux enterrés distribuant que l'eau dont ont besoin les racines. Ce système est nettement plus performant que le goutte à goutte, il permet 70% d'économie de l'eau d'irrigation. En effet, l'eau ne percole pas, elle va directement entièrement aux racines.

#### AGRICULTURE, L'INVESTISSEMENT PRIVE SOURCE D'EMPLOIS

Cependant, si un facteur peut militer en faveur d'une politique d'exportations de produits agricoles, il s'agit de l'emploi. Chaque année, ce sont 300 000 diplômés qui sortent de nos universités. Sans compter les jeunes exclus du système scolaire.

**Certes, à lui seul, le secteur agricole** ne pourra pas seul cette main d'oeuvre. Mais une chose est à considérer, à part la construction des barrages, l'investissement agricole mobilise surtout des investissements privés. Or, ce type d'investissement représente la condition *sine qua none* pour tout développement économique.

A ce titre, le mirage de l'exportation peut drainer les sommes venues du secteur informel, les drainer, vers de l'investissement créateur d'emplois. Certes, des investissements dans le secteur de l'agro-alimentaire local peut être également induire la création d'emplois. C'est par exemple le cas des conserveries de tomates industrielles ou de fruits. De telles unités ont pour effet de stimuler l'activité agricole dans leur bassin d'approvisionnement. Mais face à l'impérative nécessité de création annuelle de dizaines de milliers d'emplois, rien ne saurait être négligé.

A ce propos, on peut noter la récente augmentation du taux de natalité du pays. Entre 2000 et 2016, la population a augmenté de 10 millions. Si cette augmentation indique un mieux être de la population algérienne, on ne saurait rester sans réagir. En la matière, plus que jamais, une dynamique politique d'espacement des naissances est indispensable. Pilules normo-dosée, pilule du lendemain, implants stériles doivent être disponibles sur le marché.

#### REDUCTIONS DES IMPORTATIONS, UN MOYEN D'ECONOMISER DES DEVICES

L'argument en faveur du développement des exportations agricoles est de procurer des rentrées financières au pays. Mais pour cela, il s'agit également de réduire la facture de nos importations de blé dur, lait en poudre et aliments pour bétail. Les sommes consacrées à ces importations stratégiques se chiffrent

en milliards de dollars et leur croissance est continue.

Selon Omar Bessaoud (El Watan 01.08.2016) « dans les dépenses alimentaires annuelles d'un algérien (ONS, 2011), la fraction importée représente 308 dollars/habit/an : le blé dur (pâtes, couscous, galette) représente 122 dollars de cette «allocation-devises alimentation», le blé tendre (pain...) 77 dollars et le lait 60 dollars. Réduire les importations de blé dur et de lait signifie que l'on peut réduire à terme de 60% la facture alimentaire du pays, réduction qui pourra profiter au secteur productif national. » C'est à ce niveau que doivent porter les efforts (qu'on multiplie 308 \$ par 40 millions d'habitants). Pour rappel, l'ambition du MADR est de porter ces exportation à 500-600 millions de dollars à l'horizon 2020-2022.

**Or, les moyens techniques existent** afin d'augmenter les rendements de ces cultures. Outre l'irrigation, il est possible d'améliorer les techniques de culture en sec. Rappelons que la majorité des surfaces agricoles sont cultivées en sec. Ces techniques concernent les rotations des cultures, le désherbage chimique et mécanique, le semis direct, la localisation des engrais au semis... Chacune de ces techniques est porteuse de gains de rendements et de réduction des coûts de culture. Or, très peu est fait pour vulgariser ces techniques et les rendre disponibles sur le terrain.

Mais apporter le progrès technique au plus profond des campagnes ne peut être le rôle des fonctionnaires des services agricoles. Ce rôle doit être dévolu à des techniciens de coopératives agricoles, aux technico-commerciaux de l'agro-fourmiture, aux réseaux de soutien technique des agro-industriels impliqués dans la transformation des produits agricoles (minoteries, laiteries, huileries d'olives et de trituration de graines d'oléagineux, usines de conserves et de sodas). C'est aux pouvoirs publics de leur imposer un minimum d'incorporation de matières premières agricoles locales. Enfin, encourager les investisseurs (petits et grands) nécessite de sécuriser l'accès à la terre. La politique actuelle de concessions agricoles est une bonne mesure. Elle doit être accompagnée d'une législation nouvelle instituant le fermage (location des terres) comme cela existe à l'étranger. Nulle besoin d'être propriétaire pour travailler la terre, en être locataire sur une longue durée suffit à sécuriser l'investissement privé.

Enfin, afin d'encourager les agriculteurs à produire, il s'agit également de mieux répartir la valeur ajoutée liée à la transformation des produits agricoles. Les agriculteurs doivent pouvoir accéder à ce juteux secteur. Cela passe par un encouragement public (réglementation, fiscalité) à la création de Groupement d'Intérêt Economique paysans ou de coopératives. Il est inconcevable qu'un céréalier ne puisse pas moulin son grain et vendre de la semoule ou du couscous. Cela lui est actuellement économiquement interdit.

## POUR UN BILAN DES OPERATIONS D'EXPORTATION

Une politique d'exportation de produits agricoles mérite d'être réfléchi. Elle doit tenir de différents exigences.

-L'une d'entre elle est de se faire à partir d'une agriculture durable. Si la région d'Oued-Souf doit devenir exportatrice mais au prix d'une pollution de sa nappe phréatique en nitrates et pesticides, on peut se demander si « le jeu en vaut la chandelle ». A se propos, si les populations du sud ont su se mobiliser contre l'exploitation du gaz de schiste, elles doivent aussi être vigilantes sur le niveau de pollution de leurs réserves en eau.

-Une autre exigence est de tenir compte des coûts induits par une telle politique. La presse nationale s'est récemment alarmée de ses « exportateurs » de pâtes alimentaires et de sodas qui profitent des subventions sur le blé dur ou le sucre. Quant au coût des barrages et des forages publics permettant de disposer en quantité d'eau d'irrigation, il serait intéressant de l'intégrer dans le prix de vente de nos produits. Seraient-ils alors concurrentiels ? Et cela sans parler des subventions en tout genre et exemption des impôts dont bénéficie le secteur agricole

-Un aspect négligé des partisans de l'exportation concerne l'accès aux marchés européens. Ceux-ci sont la chasse gardée des pays méditerranéens de la rive nord. Une politique drastique de quota limite les importations des pays non CEE. Le Maroc en a fait la triste expérience. Pour l'exportation de ses agrumes, il a d'ailleurs vu d'un très bon œil les mesures européennes de boycott du marché russe suite à la question ukrainienne. Cela a permis une lueur d'espoir.

-Certaines productions locales constituent incontestablement des niches pour l'export : dattes, vin, primeurs. Ces secteurs méritent toute l'attention des autorités agricoles. Rappelons que la vigne offre 7 emplois par hectare contre un seul pour les céréales.

-Reste l'emploi. Face au trop faible encouragement de l'investissement privé industriel de la part des pouvoirs publics, de par son dynamisme, le secteur agricole peut constituer un secteur offrant de nombreux emplois. Dans la région d'Oued Souf, dans le grand sud mais aussi sur le littoral l'extraordinaire développement de la plasticulture a créé un nombre considérable d'emplois.

-Un point positif concernant l'exportation concerne la rigueur en matière de production de masse et de qualité, en matière de packaging. Se frotter au marché international et aux normes en vigueur ne peut être que profitable.

Le constat que nous dressons peut paraître sévère. Mais, s'il s'agit d'essayer de copier le Maroc, où l'agriculture familiale est abandonnée et où l'agriculture tournée vers l'exportation exploite une main d'oeuvre bon marché et dilapide les maigres ressources naturelles du pays, l'export devient alors plus un mal qu'un bien.

# PRENEZ AUTANT SOIN DE VOS OLIVIERS QUE DE VOS EPOUSES.

## Tailler les gourmands.

### PRENEZ AUTANT SOIN DE VOS OLIVIERS QUE DE VOS EPOUSES

Djamel BELAID. 15/07/2018

On pense parfois qu'en juillet, il n'y a rien à faire sous les oliviers. Cela est faux. Les oliviers demandent beaucoup de soins. Il y a toujours quelque chose à leur apporter.

#### TAILLER LES GOURMANDS

Il faut éliminer les gourmands. Il s'agit de branches qui poussent verticalement et qui ne portent pas d'olives. Ces rameaux volent la sève des branches qui portent les olives. Ils ne produisent que des feuilles, ce qui accroît le besoin en eau de vos arbres. Il faut leur faire une lutte impitoyable en les coupant le plus tôt possible. De plus, pour faciliter la récolte, il ne faut pas laisser vos oliviers pousser en hauteur.

#### ARROSER VOS OLIVIERS

Si vous n'avez pas d'irrigation au goutte à goutte, avec une citerne apportez un peu d'eau à chaque arbre. Des études montrent que même si on n'apporte que 60% des besoins en eau, cela suffit pour se rapprocher du rendement potentiel. En sol en pente, réalisez des cuvettes en demi-lune autour de vos oliviers. Ainsi lorsqu'il y a des orages d'été l'eau est piégée et s'infiltre au pied de vos arbres.

#### FABRIQUER DES PIEGES CONTRE LA MOUCHE DE L'OLIVE

Contre la mouche de l'olivier, l'idéal est de traiter chimiquement avec un produit homologué. Une autre façon de se débarrasser de la mouche de l'olive est de la piéger. Dans une bouteille en plastique peinte en jaune (cette couleur attire les insectes), diluez un peu d'engrais DAP (di-ammonium de phosphate) dans de l'eau. Cet engrais attire les mouches. Au milieu de la bouteille percez des trous et accrochez une à deux bouteilles par arbres (sur you tube, il existe de nombreuses vidéos expliquant ce système, voir aussi le site Afidol.fr).

#### LUTTEZ CONTRE LES MAUVAISES HERBES

Un chêne adulte peut absorber 500 litres d'eau par jour. Les mauvaises herbes également absorbent beaucoup d'eau. Donc luttiez contre ces mauvaises herbes qui poussent sous vos oliviers. Elles pompent l'eau du sol au détriment de vos arbres. Afin d'éviter l'érosion, fauchez l'herbe ou faites pâturer des moutons mais ne retournez pas le sol.

#### DES SUBVENTIONS POUR LA PLANTATION D'OLIVIERS

Les pouvoirs publics doivent attribuer des subventions à la plantation d'oliviers en zone montagneuse. Car on voit que la culture des oliviers demande de la main d'oeuvre. C'est donc l'occasion de procurer un revenu aux populations et de réduire le chômage en zone rurale.

# DESERTIFICATION, VERS UN NOUVEAU BARRAGE VERT ?

## Encore une fausse bonne idée

---

### DESERTIFICATION, VERS UN NOUVEAU BARRAGE VERT ?

Juin 2018

En visite à Naama, le Ministre de l'agriculture s'est penché sur la question de la désertification. On ne peut que se féliciter de la volonté des autorités agricoles de se pencher sur ces questions. En la matière, l'expérience du HCDS montre que la gestion scientifique des parcours permet de nettement réduire les processus de dégradation.

#### PARCOURS TOURNANTS

Qu'on protège les végétaux de la dent des moutons et arbustes et herbes repoussent. Le tout est d'organiser avec les populations locales un programme local de rotation. Il faut également proposer de l'emploi aux chômeurs de ces zones fragiles. La steppe ne peut recevoir autant de moutons en extensif. Une remarque pour soulager la steppe: de l'urée 46% ajoutée à l'orge grain assure un excellent complément azoté pour les moutons et bovins.

#### ADOPTER LE SEMIS DIRECT

Nos agriculteurs ne connaissent que le cover-crop. A qui incombe la faute? A nous, cadres de l'agriculture qui ne vulgarisons pas assez l'emploi de semoirs pour

semis direct. Prenons exemple sur l'ICARDA d'Alep. Montrons à des soudeurs locaux comment fabriquer des engins low-cost. La doc est disponible en langue arabe et anglaise sur le site de l'ICARDA.

#### LIMOGEAGE DU GENERAL-MAJOR HAMEL

En tant qu'observateur de la scène politique, on peut noter les qualités professionnelles du Général-Major HAMEL. Il a notamment introduit la notion de « gestion démocratique des foules » et à ce titre, on lui doit une « fière chandelle ». Nombre de manifestations de rues n'ont jamais dégénérées grâce à cette volonté des force de sécurité.

Ceci dit, face au grand professionnalisme de ce monsieur et les criants besoins du machinisme agricole local, on pourrait rêver de voir ce secteur coiffé par un tel personnage. Le secteur du machinisme agricole a besoin d'un cluster avec un bon chef d'équipe.

Djamel BELAID (Ingénieur agronome) .

#### **nb:**

- réduisons le pâturage sauvage des moutons, chèvres et dromadaires et la steppe ainsi que les zones désertiques se porterons mieux.

# ALGERIE, PREPARER L'APRES-MOISSON.

## C'est en juillet-août que se gagne la prochaine campagne !

### ALGERIE, PREPARER L'APRES-MOISSON C'est en juillet-août que se gagne la prochaine campagne !

D.BELAID 1.06.2014 Réactualisé le 25.07.2018

La moisson de céréales a déjà commencé. Pour les zones les plus tardives, les dernières interventions concernent l'irrigation d'appoint. Mais, pour les techniciens, déjà la prochaine campagne céréalière est à préparer. Comment ? Par la pratique de l'enregistrement des performances ou « l'enquête culture » trop peu utilisée en Algérie.

#### L'ENQUETE CULTURE, COMMENT ?

L'enquête culture consiste à enregistrer les pratiques agronomiques des agriculteurs sur leurs parcelles. Elle concerne tout type de cultures. Elle est réalisée par un technicien sur une petite région. Dans le cas des céréales (mais aussi pour de nombreuses cultures), il s'agit de faire remplir par des agriculteurs un formulaire avec différentes rubriques et cela pour plusieurs de ses parcelles.

**Le sol.** On demandera la profondeur du sol et sa nature (limoneux, argileux), la pente. On demandera également la nature du précédent cultural.

**Le travail du sol.** On demandera le type et date de labour, le type et nombre de façons superficielles.

**Fertilisation.** Pour chaque engrais on demandera le type, la dose et la date d'apport. On questionnera sur les éventuels apports d'amendements organiques, la dose et la date d'apport. Demander également si les chaumes sont enfouis.

**Le semis.** On demandera le mode, la dose, la variété, la date de semis et la nature des semences (de ferme non traitées ou certifiées).

**La protection phytosanitaire.** On demandera pour la lutte contre les adventices, les maladies à champignons et les insectes la nature des produits apportés, la dose et la date d'apport. Pour faciliter le traitement ultérieur des données on peut proposer quelques grandes catégories de produits qu'on sait être utilisés localement.

**L'irrigation.** On demandera le type d'irrigation, le nombre, les dates et les doses.

**Rendement.** On demandera le rendement de la parcelle et le poids spécifique. Quand il y a une analyse du taux de protéine, il est intéressant de le demander.

Il est évident que selon les spécificités locales, on peut développer certaines rubriques. Il nous est arrivé de demander le coût des postes fertilisation, herbicides, fongicides, insecticides. Il devient alors possible de procéder à des calculs de marges brutes. Une autre fois, nous avons axé une enquête sur l'aspect fertilisation. Il avait été demandé aux agriculteurs qui avaient des analyses de sols de les indiquer. Imaginez le plaisir technique d'avoir des analyses de sol et d'avoir les rendements obtenus sur ces parcelles.

#### L'ENQUETE CULTURE, POURQUOI, POUR QUI ?

L'enquête n'est pas destinée à tous les agriculteurs, même si le maximum est convié à y participer. On doit viser les agriculteurs leaders et ceux en contact avec les techniciens afin de viser le maximum de retour de questionnaires.

Le formulaire d'enquête peut être publié sur un site, dans un bulletin agricole ou envoyé par courrier aux adhérents d'un groupe suivi par un technicien (DSA, Vulgarisateur, agent INPV ou ITGC, de CCLS, d'une société d'agro-fourriture, ...).

Le formulaire peut également être rempli lors d'une réunion. Certes, si les agriculteurs n'ont pas sur eux tous leurs chiffres, les renseignements risquent d'être approximatifs (ils peuvent être prévenus à l'avance). Cette façon de faire à l'avantage de forcer un maximum d'agriculteurs à participer et à aider ceux qui sont analphabètes. Il est également possible de faire appel à un stagiaire qui aidera à remplir les questionnaires tout au long de la campagne. Il est intéressant d'imprimer des « carnets de plaine » où l'agriculteur consigne au cours de l'année toutes les interventions sur ses parcelles (aux firmes d'agro-fourriture et autres organismes d'éditer de tels carnets).

Pourquoi tant d'efforts pourrait-on me demander ? Pour avoir personnellement pratiqué cette façon de faire durant 4 années dans une Chambre d'Agriculture en France, il nous est possible d'affirmer qu'il s'agit là d'un moyen extraordinaire pour avoir des références

techniques. Cette façon de faire est la meilleure façon pour être efficace, pour peser sur les façons de faire des agriculteurs. Tout technicien sérieux engagé dans des actions de vulgarisation se doit de développer ce type de méthode. Il peut ainsi se construire des références et pouvoir ensuite diffuser des préconisations. Cette méthode peut également être utilisée par un chef de service de DSA ou un chef de silo de CCLS.

Pour qui ce genre d'enquêtes ? Évidemment pour les agriculteurs me direz-vous. Cela semble évident. Pourtant, je connais au moins un cas en Algérie, où des animateurs d'un réseau céréales ont demandé aux agriculteurs de remplir de tels questionnaires sans que ceux-ci soient exploités et que des conclusions soient restituées immédiatement aux agriculteurs.

Car, disons le tout de suite : s'il n'y a pas de retour aux agriculteurs sous forme de résultats pratiques, le nombre de réponses aux questionnaires chutera les années suivantes.

Dans la pratique, les questionnaires sont à envoyer aux agriculteurs avant la récolte. Ils devront être récupérés après la récolte. Ainsi, en juillet-août les données seront enregistrées sur un tableur type Excel. Des « tris » pourront être réalisés, des conclusions tirées et une réunion « bilan de campagne » organisée fin août-début septembre. Un document bilan sera également remis à l'agriculteur.

#### ENQUETE CULTURE, DES RESULTATS

La méthode d'enquête culture est intéressante à plus d'un titre :

-des références provenant des parcelles agriculteurs. Une fois que la méthode est comprise par les agriculteurs, il y a une adhésion totale<sup>[1]</sup> de leur part. L'explication vient du fait qu'il s'agit de données qui viennent de leurs propres parcelles. Il ne s'agit pas de résultats venant de stations d'essais. Ils comprennent qu'il s'agit d'analyser leurs propres pratiques par rapport au « peloton » de tête. C'est un moyen puissant d'évolution technique.

-des références multiples. Un autre avantage est la quantité de références obtenues. Il y a ainsi des informations qui donnent une photographie. Ainsi, on peut connaître les précédents culturaux les plus représentés ou les variétés les plus utilisées. Mais le fait de connaître le rendement des parcelles permet de savoir quel précédent cultural ou quelle variété est le plus intéressant. Idem quant à l'emploi d'un herbicide, d'une date de semis ou du fractionnement ou non des apports d'azote. Nous avons eu l'occasion de réaliser une enquête où nous avons demandé le taux de protéines du grain, l'analyse du sol en azote et la quantité d'engrais azotés apportés. Les agriculteurs avaient été ravis du rendu des résultats. Certains avaient pu voir comment en mettant trop d'azote, ils avaient pénalisé leur rendement.

Nous espérons vous avoir convaincu de ce type d'approche. Il est possible de commencer avec 50 parcelles. Cela ne signifie par qu'il faut toucher 50 agriculteurs puisque chaque participant peut renseigner sur la fiche l'itinéraire technique de plusieurs de ses parcelles. Pour tout technicien qui croit en son métier, l'enregistrement de performances ou l'enquête culture est l'outil de base.

Bon courage...

[1] L'idéal est quand même d'avoir plus de 100 parcelles et de réaliser des analyses statistiques de type AFC. Cependant, il faut le réaffirmer, avec un simple tableur, on peut tirer des conclusions très intéressantes.

# «Khalih yrabi rich»

## CAMPAGNE DE BOYCOTT DE LA VOLAILLE

### «Khalih yrabi rich»

#### CAMPAGNE DE BOYCOTT DE LA VOLAILLE

Août 2018 Djamel BELAID

Une campagne de boycott de la volaille est lancée par l'Association de protection et d'orientation du consommateur (Apoce). Le slogan «Khalih yrabi rich» (Laissez-le se faire pousser des plumes) risque de faire mouche. Il faut dire que le kilo de poulet a atteint 450 et parfois 500 DA.

#### DEPENDANCE ACCRUE AU SOJA ET MAÏS IMPORTE

Il semble que l'équation d'assurer des protéines animales à une population de 40 millions de consommateurs devient intenable. Qu'on en juge. L'élevage des volailles est basé sur le modèle de l'importation de maïs et de tourteau de soja. Les montants annuels de ces importations s'élèvent en moyenne à 1,4 milliards \$. Or, le taux de natalité a récemment augmenté. Quant à la rente des hydrocarbures, elle est en nette diminution. L'ex premier Ministre Ahmed Benchitour explique même, chiffres à l'appui, que cette diminution est structurelle dans la mesure où nos puits de pétrole s'épuisent et que sur le marché européen nous devons affronter la concurrence du gaz russe et qatari.

Or, ce qui est dramatique c'est que les pouvoirs publics n'encouragent pas la transition vers une production progressive de substituts locaux de maïs et de tourteaux de soja. En effet, si les forts besoins en eau font que ces deux dernières cultures ne sont pas adaptées aux conditions locales, il est cependant possible de produire localement de l'orge, des triticales, de la féverole et du colza. Ces graines peuvent entrer dans la fabrication des aliments pour volailles et réduire, en partie, le montant des importations en la matière.

#### DES MERGUEZ ET DU CASHIR A BASE DE POIS CHICHE

Dans ces conditions, afin d'assurer les besoins

journaliers des consommateurs en protéines, la seule solution serait de devenir en partie végétarien. Cela peut prêter à sourire. Mais si on considère le plat national, il apparaît que le couscous aux pois chiches est un plat qui apporte une part non négligeable de protéines sous forme végétale. En effet, la ration journalière de protéines peut être satisfaite par des protéines animales ou végétales. Puisque sous notre climat, il nous est difficile de produire de la viande, mangeons des protéines végétales sous forme de légumineuses ou légumes secs: lentilles, pois-chiche, fèves, haricots...

Il ne s'agit pas de consommer tous les jours des lentilles ou des pois-chiche mais de demander à nos industriels de l'agro-alimentaire de s'inspirer des us et coutumes de nos régions et de ce qui se fait à travers le monde pour nous proposer des steacks, merguez et cashir comportant une proportion de légumes secs.

Dans cette optique, des cubes Maggi (condensés de sauce à base de viande), les sauces bolognaises à base de concentré de tomates et de viande sont des produits stratégiques. En apportant un minimum de viande dans la sauce, ils permettent de relever la saveur des plats cuisinés. Il y a là un domaine pour investisseurs avertis, mais également un domaine stratégique dont les décideurs devraient se préoccuper.

Il est à espérer que les formations universitaires dédiées au secteur de l'agro-alimentaire formeront assez vite des spécialistes algériens. Il permettront d'épauler les investisseurs afin de remédier au déficit structurel en protéines animales et en leur remplacement par des protéines végétales plus facilement produites localement.



# ALIMENTS DU BETAIL, LA FAUSSE SOLUTION DE LA BAISSSE DE LA TVA

Les privés doivent encadrer les fellahs pour produire local.

## ALIMENTS DU BETAIL, LA FAUSSE SOLUTION DE LA BAISSSE DE LA TVA

Djamel BELAID 7.08.2018

La presse annonce que « l'Etat supprime la TVA pour le maïs et le soja destinés à la filière avicole ». Il s'agit là d'une mesure prise dans l'affolement, la précipitation. Il s'agit d'un terrible aveu d'incompétence. Cette mesure de court terme en dit long sur la capacité des décideurs à gérer le secteur agricole. Cela révèle la gravité de la situation et la mauvaise gestion de la filière avicole. Les pouvoirs publics n'ont pas su obliger les fabricants d'aliments du bétail à remplacer une partie de la matière première importée (1,4 milliards de \$/an) par des produits algériens: orge, triticales, féverole, pois protéagineux, tourteau de colza, sous-produits de l'industrie agro-alimentaire, ... Ceux-ci se complaisent dans l'import et tiennent aujourd'hui en otages l'Etat en menaçant les pouvoirs publics de non approvisionnement des éleveurs en cas de réduction des importations. La bourgeoisie compradore, celle de l'aliment du bétail, a dorénavant pris le pouvoir en Algérie, sur ce secteur de l'activité agricole.

Rien n'est fait par cette industrie des aliments du bétail pour aider les agriculteurs à intensifier les cultures locales de remplacement. Certes, il ne s'agit pas de demander à utiliser 100% de produits locaux. Cela est impossible. Il s'agit d'exiger du secteur privé (et aussi public) d'utiliser progressivement au moins 5 à 10% de grains made in Algeria. Après tout, le secteur privé local bénéficie bien d'un marché captif de 40 millions de consommateurs. Un marché isolé de la concurrence internationale.

Certes l'OAIC et l'ONAB encouragent les agriculteurs à produire du maïs. Mais que fait le privé ? Que font ces grands groupes privés qui se sont accaparés une partie du marché national de l'aliment du bétail ?

## ALIMENTS DU BETAIL, DEVELOPPER LA CONTRACTUALISATION

Incorporer 5 à 10% de matière première locale est possible à condition de s'en donner les moyens. De tels pourcentages d'incorporation sont possibles. Et, au fur et à mesure du temps, ils peuvent aller en croissant. Il s'agit pour cela de procéder à ce que les spécialistes appellent de la "contractualisation". C'est déjà le cas de

certaines laiteries et conserveries de tomates industrielles. Ces industries aident le fellah par différents moyens: génisses, soins vétérinaires, aide pour l'aliment du bétail, aide à la récolte des fourrages... Chez les agro-industriels du poulet, rien de tout cela. On se contente d'empocher de juteux bénéfices en faisant des marges sur la revente du maïs et soja importés. Est ce qu'un jour ces industriels ont essayé d'incorporer des grains et sous-produits de l'industrie agro-alimentaire locale? Non! Or, de nombreux travaux universitaires algériens montrent qu'on peut réduire, en partie, la dépendance aux produits importés.

## MANQUE DE STRATEGIE DES POUVOIRS PUBLICS

Il faut que l'Etat joue son rôle régalien d'organisateur et d'animateur de l'agriculture. Non pas en essayant lui même de produire à la place des agriculteurs, mais en développant réglementation et incitations diverses. A ce propos, il serait nécessaire que l'action des groupes publics soit mieux contrôlée. Qu'ont fait, depuis 40 ans, ces groupes pour réduire l'importation de matière première étrangère ? Pendant des années, nous avons importé des compléments minéraux, c'est à dire un simple mélange de sel de cuisine, de poudre de marbre et de phosphate. Pourquoi ce n'est que récemment que ces importations honteuses ont cessé ? Le contrôle de ces groupes publics devrait dorénavant être mesuré à l'aune de la réduction des intrants importés.

La situation actuelle est grave et se traduit par une facture de plus de 1.4 milliards de \$ par an. L'Etat est démissionnaire dans ses fonctions réelles. Dans les rouages de l'Etat, certains font prendre aux services des douanes des décisions précipitées. Ce qui attendu des pouvoirs publics c'est qu'ils imposent aux opérateurs privés de ne plus se contenter de « l'import-import », mais de s'investir dans un réel geste de production de matières premières locales (grains et tourteaux de plantes adaptées à notre climat).

## LE PRIVE PLUS A L'AISE DANS LE DOMAINE EQUESTRE

C'est également aux fabricants d'aliments du bétail de développer la formation des aviculteurs. Ils doivent les former à l'hygiène des élevages, à la distribution

rationnelle de l'alimentation, à la conduite des élevages en conditions de fortes températures. La mauvaise formation de nos éleveurs avicoles est une source de gaspillage de l'aliment. Pourquoi ne pas demander une attestation de formation de base à tout acheteur d'aliment ? Ces industriels devraient avoir obligation (comme c'est le cas à l'étranger) de recruter des vétérinaires et des techniciens afin de réaliser des visites dans les élevages. Ils devraient avoir obligation de former les éleveurs. Or que font nos nouveaux riches issus des industries agro-alimentaires ? Certains se complaisent dans des dépenses d'apparat, des investissements dans le domaine équestre quand ce n'est pas dans l'achat d'immobilier à l'étranger. Qu'ils fassent au moins correctement le job dans les secteurs qu'ils se sont accaparés ! Certains lorgnent même sur les volumes des importations revenant aux rescapés du secteur public. Que leurs rejets témoignent par leur action concrète sur le terrain des formations universitaires acquises au Canada, USA ou en France dont ils se prévalent.

#### FAIRE APPEL AUX COMPETENCES LOCALES

Assurer l'approvisionnement alimentaire de la population, cela se prépare. Dans les ministères concernés on ne doit pas attendre des hausses de prix sur le marché mondial pour se réveiller un matin et

décider de baisses de TVA. Essayer de régler les problèmes organisationnels en sortant le carnet de chèques à pétro-dinars est dans le contexte actuel une aberration. Cela ne doit plus être de mise aujourd'hui. Car c'est choisir la facilité. Mais les disponibilités financières du pays le permettent-elles ? Il est temps de faire fructifier l'investissement humain de ces quarante dernières années dans la formation universitaire. Ce sont des solutions locales qui doivent être trouvées en mettant en place les processus adaptés à même de sortir le pays d'une trop grande dépendance alimentaire. Rappelons que près de 50% des terres agricoles du pays sont laissées en jachère. Ces terres pourraient produire les grains de féverole, de triticale et d'orge à même de remplacer partiellement les 1,4 milliards \$ de maïs et soja importés.

#### **ZOOM**

.Nous trouvons anormal qu'en 2017 plus de 22 000 tonnes de mélasse DZ ait été exportée vers l'UE alors qu'il s'agit d'un aliment du bétail. Où est l'esprit patriotique des patrons Algériens?

# CEREALES DZ 2018 : UNE RECOLTE EXCEPTIONNELLE.

## Mais des problèmes récurrents.

### CEREALES DZ 2018 : UNE RECOLTE EXCEPTIONNELLE.

Djamel BELAID 5.08.2018

En Algérie, la récolte 2018 de céréales s'annonce exceptionnelle. Sous pivot, dans le sud, les rendements flirtent ou dépassent les 50 qx/ha. Au nord, la moisson s'achève et les déclarations des agriculteurs témoignent de rendements rarement atteints. Ce résultat est-il seulement lié à une météo favorable?

2018, PLUIES PRINTANIERES AU RENDEZ VOUS  
La campagne céréalière aura été marquée par une pluviométrie exceptionnelle. Que ce soit au printemps ou lors des semis d'automne, à chaque fois les pluies ont été favorables. A l'automne, cela s'est traduit par des semis réalisés à temps. Au printemps, l'eau emmagasinée dans le sol a permis la formation des épis puis le remplissage des grains. Début juin, il pleuvait encore. Du jamais vu. En 24 heures, il est tombé 30 mm à Alger, 27 mm à Médéa et 13 mm à Bordj Bou Arreridj.

Cette pluviométrie favorable a permis de gommer les dysfonctionnements récurrents de la céréaliculture locale.

Arpentant une parcelle de blé en ce début de mois de juin, Djoudi FANOUN, directeur des services agricoles de la wilaya de Bouira, notait déjà la qualité de la récolte à venir.

Maintenant qu'à travers le pays la récolte est terminée, sur les réseaux sociaux fleurissent les commentaires d'agriculteurs. Des pointes à 60 qx/ha sont parfois atteintes.

Manifestement, il existe de nettes réserves de productivité. Il y a deux ans, de passage à Alger, un expert australien avait déjà noté que la céréaliculture locale était parfois en retard de 30 ans sur ce qui se faisait dans son pays. Invité sur les ondes de la Chaîne III, le professeur Areki Mekliche, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie a indiqué que « pour assurer ses besoins en produits céréaliers, l'Algérie devrait pouvoir produire environ 100 millions de quintaux par an ».

Il s'agit d'attendre les chiffres officiels de la récolte. Atteindront-ils les 60 millions de quintaux ? Les

dépasseront-ils ? Il s'agit d'être prudent, l'agro-économiste Slimane Bedrani a souvent fait remarquer l'approximation des statistiques des services agricoles.

### AMELIORATION DES CONDITIONS MATERIELLES

A ces conditions climatiques favorables, il faut noter un environnement technique qui progresse. Grâce à la production locale et à l'importation, tracteurs, semoirs, pulvérisateurs et moissonneuses-batteuses sont de plus en plus disponibles.

En matière de semences certifiées, la mise en service au niveau des CCLS de matériel de la société turque Akyurek a permis de moderniser 17 stations de semences. Ainsi, la CCLS de Khemis-Milliana a bénéficié de matériel permettant de conditionner 450 quintaux de semences par jour.

Pour la première fois, des semences certifiées, c'est à dire triées et traitées ont pu être disponibles en très grande quantité. Elément appréciable, ces semences ont pu être produites à temps et être disponibles même dans le grand sud à Adrar.

La constitution de réseaux d'agriculteurs multiplicateurs de semences (encouragés par une généreuse politique de primes à la qualité) a permis d'alimenter ces stations de semences.

En matière d'engrais, outre la disponibilité, il faut tenir compte de la variété nouvelle de la gamme des fertilisants aujourd'hui proposée aux agriculteurs. Chose que n'a pas manqué de mettre en avant Mohamed Belabdi, DG de l'OAIC. Dans un contexte de sols calcaires, au traditionnel superphosphate 46% est venu s'ajouter, par exemple, le Di-Ammonium de Phosphate bien plus profitable aux plantes. Il reste cependant un point noir : la spéculation sur les engrais organisée par des intermédiaires peu scrupuleux.

Dans la région de Sétif, aidés par des universitaires, des céréaliers innovent en réalisant des analyses annuelles d'azote afin de déterminer la dose exacte d'engrais azoté à apporter sur leurs parcelles.

Concernant les herbicides, bien qu'encore largement peu utilisés, un nombre croissant d'exploitants se tournent adoptent ce mode de protection des cultures.

ROLE ACCRU DE L'AGRO-FOURNITURE

Et le secteur de l'agro-fourmiture devient de plus en plus présent pour vulgariser leur emploi. C'est le cas des firmes Profert ou Syngenta-Algérie. Cette dernière s'est particulièrement illustrée cette année en organisant de nombreuses journées de vulgarisation en salle mais également sur le terrain. C'est le cas avec l'opération Saba-Plus Initiative Céréales « Dépenser Moins et Gagner Plus » qui a mobilisé des centaines de participants à travers les différentes zones céréalières. A cette occasion a été mis l'accent sur des produits nouveaux tels l'herbicide, dont Traxos One. Ainsi, à Relizane, Chlef, Tiaret, Tlemcen, Constantine ou Aïn Defla de nombreuses animations de terrain ont eu lieu. Les technico-commerciaux de cette firme ont déployé des opérations de vulgarisation comme n'en avaient jamais vu les céréaliers algériens. Depuis quelques années, il est devenu courant de voir dans les champs agriculteurs, techniciens et étudiants avec sur la tête une casquette avec le logo d'un fournisseur d'intrants agricole.

Malgré une disponibilité fluctuante, l'irrigation d'appoint fait des progrès. Dans bon nombre de wilaya, des sessions de formation sont organisées afin de vulgariser l'utilisation d'enrouleurs ou de kit d'aspersion.

A cela, vient s'ajouter un encadrement technique, qui bien qu'encore sous-exploité, vient irriguer de connaissances la filière céréale. Nombre de minoteries (Groupe Benamor, Moulins du Tell, ...) développent des réseaux techniques de suivi des agriculteurs.

Ainsi, progressivement apparaît un nouveau type de céréaliers algériens. Provenant du secteur privé ou des EAC, EAI ou fermes pilotes, ces agri-managers utilisent les techniques les plus récentes : variétés à haut rendement, fertilisation adaptée, lutte chimique contre les mauvaises herbes et utilisation de fongicides. Mais le succès de l'augmentation de la production revient ces dernières années à la politique de prix avantageux des pouvoirs publics. Actuellement, les céréaliers sont assurés de vendre leurs grains au dessus des prix mondiaux et cela quelque soient les quantités apportées au niveau des silos de l'OAIC.

#### DES PROBLEMES RECURRENTS

Est ce dire que la production locale de céréales a atteint un niveau qui permet d'utiliser pleinement le potentiel naturel et de dépasser à jamais le niveau des 60 millions de quintaux ? La réalité du terrain est cruelle : à la moindre sécheresse la production nationale pourrait baisser de 10 à 20 millions de quintaux. Cela est d'autant plus inquiétant dans un contexte marqué par le réchauffement climatique, un brusque réveil de la natalité et une baisse des rentrées issue de la vente des hydrocarbures.

Le défi de la céréaliculture algérienne est de s'affranchir, au moins en partie, des aléas climatiques. Cela est en partie possible grâce à l'irrigation de complément et à l'irrigation en continue (sud).

Cependant, la majeure partie de la céréaliculture étant non irrigable, il s'agit donc de parer aux risques de déficit hydrique par d'autres moyens.

Ces moyens concernent les variétés adaptées, le désherbage chimique ou mécanique, une fertilisation adéquate mais surtout un mode de travail du sol (non labour avec semis direct) qui valorise l'humidité du sol. Le non-labour est actuellement adopté par l'agriculture moderne des pays se situant en climat semi-aride. Or, force est de constater que les céréaliculteurs ne disposent actuellement de ce type d'outils.

Malgré une production croissante de tracteurs, bon nombre des modèles proposés sont de faible puissance. Par ailleurs, semoirs et pulvérisateurs sont de faibles largeurs. Cette situation oblige à des passages répétés dans les champs.

#### CEREALES, CONCURRENCE DES MOUTONS ET APPETIT DES TRANSFORMATEURS

En Algérie, les céréales n'intéressent pas seulement l'alimentation humaine. L'élevage ovin (activité bien plus rémunératrice) consomme de l'orge sous toute ses formes : grains, paille et chaumes. Or, pour favoriser l'infiltration des pluies et limiter l'évaporation, de récents travaux australiens ont montré qu'au moins 70% des chaumes doivent rester sur les parcelles. L'idéal serait également de maintenir au sol une fraction des pailles. Actuellement celle-ci sont entièrement exportées hors des parcelles. Il suffit de voir dans les champs les botteleuses qui suivent immédiatement le passage des moissonneuses-batteuses. Prélever la totalité de la paille et des chaumes est caractéristique d'une « agriculture minière ».

Une autre tare de la céréaliculture algérienne provient de l'organisation de la transformation. Contrairement à ce qui se fait à l'étranger sous forme de coopératives paysannes, les minoteries locales sont détenues par des non-agriculteurs (Groupe Benamor, Groupe Metidji, SIM, ...). De ce fait, la valeur ajoutée tirée de cette activité ne peut venir renforcer le revenu des exploitations céréalières. Les petites et moyennes exploitations compensent alors la faible rentabilité des céréales par de l'élevage ovin, véritable roue de secours de la céréaliculture. On se trouve ainsi dans un cercle vicieux.

#### POUR PRODUIRE PLUS, RESORBER LA JACHERE

Produire plus de céréales en Algérie, implique également d'ensemencer les terres actuellement en jachère. Au delà de pseudo arguments agronomiques largement dépassés, cultiver la totalité de la SAU implique de lever des obstacles de tout ordre (techniques, organisationnels, juridiques). Nombre d'agriculteurs louent leurs terres. En l'absence d'un statut du fermage – que ne cesse de dénoncer l'agro-économiste Omar Bessaoud – ils restent donc cantonnés dans l'informel sans visibilité sur le long terme et n'ont pas accès aux avantages et subventions publiques.

Cultiver plus de terres nécessite aussi un matériel adapté permettant de semer plus vite et à moindre coût (cas du semis direct).

Cultiver plus de surface en blé nécessite également de trouver des solutions techniques aux besoins grandissant en fourrages. Il s'agit également de proposer de nouvelles cultures (légumes secs, oléagineux, ...). On peut noter le frémissement actuel concernant les surfaces consacrées aux légumes secs.

Si ces handicaps ne sont pas levés – s'il n'y a pas une protection des marges bénéficiaires des céréaliers – on continuera à assister encore longtemps à ce qui s'apparente à une « grève des labours ».

#### UNE FILIERE GEREE ADMINISTRATIVEMENT

L'augmentation de la production locale de céréales est liée à des phénomènes tendanciellement favorables : prix particulièrement rémunérateurs, prêts bonifiés, meilleure disponibilité en moyens matériels et en conseil privé dynamique.

En 2018, la pluviométrie favorable a servi de catalyseur

à une récolte qui s'annonce exceptionnelle. Cependant, la production de céréales reste marquée par des problèmes récurrents qui pourraient avoir un effet négatif en cas de baisse des aides publiques. La filière reste gérée par des entités administratives : les CCLS. Celles-ci ne peuvent se substituer à de véritables coopératives paysannes dirigées par des fellahs possédant des parts sociales. Coopératives, seules à permettre un conseil dynamique, une politique de transformation des produits céréaliers...

Techniquement, le plus grave est que la céréaliculture locale n'a pas su revisiter les pratiques héritées d'une agriculture coloniale minière. Dans ces conditions, les céréaliers ukrainiens, russes, canadiens et français peuvent être rassurés. Le marché algérien leur restera toujours grandement ouvert.

Une lueur d'espoir, l'agro-fourmiture qui, de par ses actions de vulgarisation, compense la faiblesse du conseil agricole public.

# L'agro-écologie en Algérie.

## Une agriculture respectant le milieu naturel.

### L'agroécologie en Algérie

Djamel BELAID Septembre 2018

En Algérie, le milieu naturel est fragile. A une pluviométrie insuffisante et irrégulière les sols sont sujet à des processus d'érosion, de désertification et de salinisation. Par ailleurs, la population augmente rapidement. En 1962, à chaque Algérien correspondait un hectare de terre agricole, ce ratio est passé à 0,5 dans les années 70 et il est actuellement estimé à 0,25 hectare. Notre agriculture doit donc revêtir un aspect durable.

Belaid Djamel, ingénieur agronome travaille inlassablement au développement de l'agriculture durable en Algérie (voir son site web très complet : <http://www.djamel-belaid.fr/> ). Il propose quelques pistes innovantes pour les grandes cultures.

#### Des labours qui fragilisent les sols

- Abandonner le labour qui fragilise les sols et le remplacer par des techniques culturales superficielles ou de semis direct. Outre sa rapidité d'exécution, le semis direct permet de réduire les coûts de mécanisation. Il permet de mieux valoriser l'humidité du sol et constitue donc une alternative à l'irrigation.

#### Utilisation de mélanges fourragers

- Sur les surfaces de jachère pâturée, semer des mélanges fourragers. A la traditionnelle association vesce-avoine, il s'agit de vulgariser de nouvelles associations telle le pois fourrager et triticale qui sont plus productives. En Tunisie, l'ONG Fert teste avec succès l'utilisation de mélanges fourragers (météil).

#### Des chaumes à préserver de la dent du mouton

- L'élevage du mouton concurrence actuellement la céréaliculture à travers la consommation de chaumes et de paille par les animaux. Or, afin d'enrichir le sol en matière organique et surtout de favoriser l'infiltration de l'eau de pluie, les chaumes devraient être préservés de la dent des moutons. Les résidus de culture permettent également de nourrir les vers de terre.

#### Mise en défens des parcours steppiques

- En zone steppique, le HCDS a montré que la mise en défens des parcours durant 4 années, permet une régénération de la végétation dégradée suite au sur-

pâturage. L'établissement de gabions à travers le lit des oueds permet l'épandage des crues et ainsi la production de fourrages steppiques. Cette technique permet également la recharge des nappes phréatiques.

#### Des haies multi-services

Le paysage des grandes plaines algériennes est constitué de véritables déserts biologiques : nul îlots forestiers ou haies. Pourtant, après la moisson, des haies pourrait permettre d'abriter les insectes auxiliaires des cultures et les oiseaux s'attaquant aux hannetons (vers blancs) et aux rongeurs. Dans certains pays, la plantation de haies est subventionnées par les pouvoirs publics.

#### Des engrais localisés près des semences

- La localisation des engrais au semis permet de réduire les doses utilisées. Cela est particulièrement intéressant dans le cas des engrais phosphatés locaux riches en métaux lourds (cadmium). Si des analyses de sols sont nécessaires tous les 4-5 ans, dans le cas des engrais azotés, l'expérience récente des céréaliers de la région de Sétif montre que des analyses annuelles permettent d'ajuster les doses épandues. La pollution de l'eau par les nitrates s'en trouve réduite.

#### Cap sur le désherbage mécanique

- Développer la production de matériel de désherbage mécanique (herse étrille, houe rotative), afin de ne plus dépendre des seuls herbicides. A la différence des traditionnelles bineuses produites localement par le groupe PMAT, ces engins encore inconnus en Algérie, permettent de désherber entre le rang et sur le rang. Issu de l'agriculture bio suisse et allemande ce matériel commence à être utilisé à plus grande échelle en Europe.

#### Rotations, casser le cycle des parasites

- Améliorer la rotation des cultures afin de réduire le retour trop fréquent des céréales à paille sur les parcelles. Les pratiques actuelles favorisent le développement des mauvaises herbes (brome), parasites (nématodes) et ravageurs (vers blancs). Le colza peut permettre de produire de l'huile et des tourteaux pour nourrir les animaux. Les nodosités des racines des féveroles enrichissent le sol en azote. C'est également le cas des lentilles et pois-chiche dont les surfaces progressent depuis peu.

### **Semences de ferme et patrimoine génétique local**

- Encourager la production de semences certifiées par les CCLS, mais également aider les fellahs à améliorer la qualité de leurs semences de ferme. De petites unités mobiles circulant entre les exploitations pourraient permettre de trier et traiter les semences. Outre, la réduction des coûts, cela permet de pérenniser le patrimoine génétique local.

### **Moulins paysans et paysans boulangers**

- La céréaliculture en sec étant souvent déficitaire, elle

est largement subventionnée par la puissance publique. Il s'agit donc de favoriser la création de plus de valeur ajoutée en permettant aux céréaliers de transformer eux-mêmes leur production et ainsi valoriser les produits du terroir. Des moulins paysans pourraient permettre la production de semoule bio, couscous, pâtes alimentaires ou galettes. A ce titre, ils devraient recevoir les mêmes compensations financières que les grandes minoteries.



# RETARD DANS LA VULGARISATION DU SEMIS DIRECT.

## Reproduire la succes story de Oued Souf?

### ALGERIE, RETARD DANS LA VULGARISATION DU SEMIS DIRECT

Djamel BELAID 30.9.2018

**Dans de nombreux pays** pratiquant la céréaliculture en conditions de déficit hydrique, l'abandon du labour et l'adoption du semis direct est devenue une évidence. C'est le cas de l'Australie, ou en Espagne. En conditions sèches, cette nouvelle façon de faire permet de produire plus et à moindre coût.

**De façon étonnante**, en Algérie, l'abandon de la pratique des labours ne semble pas la priorité des services agricoles. Nous nous proposons d'analyser les causes du faible développement du semis direct en Algérie.

### SEMIS DIRECT, UNE DIZAINE DE MILLIERS D'HECTARES

**Il n'existe pas de statistiques nationales** précises sur les surfaces cultivées en semis direct. Lors, du dernier séminaire consacré à cette pratique, les surfaces étaient estimées à 6500 hectares. Actuellement, sur les 3 millions d'hectares réservés aux grandes cultures, ces surfaces peuvent être estimées à 10 000 hectares.

Certains concessionnaires importent des semoirs turcs ou indiens. Quelques grosses exploitations sont équipées de semoirs brésiliens Semeato. On note également quelques engins de marque Sola, Kuhn, Gaspardo, John Deer, ou John Shearer.

**Les constructeurs locaux** de semoirs SD ont produit des prototypes, c'est le cas des établissements Refoufi de Mezloug (Sétif) et Sola-CMA de Sidi bel-Abbès. L'ITGC et le HCDS ont procédé à des essais de SD chez des agriculteurs. Ceux-ci ont favorablement accueilli cette façon d'implanter les cultures.

Les unités motoculture des CCLS disposent de 1500 semoirs conventionnels qu'ils louent aux agriculteurs. Ces engins sont conçus par l'usine SOLA-CMA de Sidi Bel-Abbès. Ces dernières années, un partenariat a été signé entre CMA et l'entreprise portugaise Galucho pour la fabrication de charrues.

Nombreux sont les investisseurs locaux qui importent ou fabriquent des charrues et autres engins de travail du sol.

### SOLA, LE MAUVAIS CHOIX DE CMA ?

On peut s'étonner du choix de CMA. Cette entreprise a choisi l'entreprise espagnole SOLA comme partenaire pour développer des semoirs à céréales à Sidi Bel Abbès. En effet, si cette entreprise fabrique en Espagne des semoirs pour semis direct, elle ne brille pas par la qualité de certains de ses matériels. Ainsi, SOLA a livré à l'OAIC 24 semoirs pour semis direct. Or, pour la majorité des constructeurs étrangers, les modèles de semoirs SD comprennent une trémie pour les semences et une autre pour les engrais. En effet, lorsqu'on sème sans labour, il est impératif que les engrais dits « de fonds » soient enfouis en même temps que les semences. Or, les 24 semoirs SD livrés à l'Algérie ne comportent pas de trémie pour les engrais.

**C'est également le cas** pour les semoirs conventionnels fabriqués à Sidi Bel Abbès conjointement par les deux entreprises. Certes, une deuxième trémie pour les engrais n'est pas obligatoire sur des semoirs conventionnels. Cependant, cette disposition aurait pu permettre de développer la fertilisation localisée qui constitue une voie d'avenir en zone semi-aride. Par ailleurs, une telle disposition aurait pu permettre une polyvalence des semoirs. En effet, le modèle de semoir à double spires du partenaire espagnol de CMA peut être utilisé en semis direct ; cela moyennant quelques adaptations<sup>2</sup>. Cela est si vrai, que dans la région espagnole de la Rioja, il n'est pas rare de voir des céréaliers détourner des semoirs conventionnels SOLA de leur usage premier et de les utiliser comme semoir SD.

**On l'aura compris**, SOLA n'est pas une entreprise ou polyvalence et adaptivité est le maître mot. Mais le faible intérêt manifesté par le groupe CMA est d'autant plus étonnant que certains de ses cadres ont démarré leur carrière en travaillant sur des projets de développement de semoirs SD.

<sup>2</sup> Il s'agit de retirer quelques dents, d'espacer les dents de 17 à 22 cm (afin d'éviter d'éventuels risques de bourrages avec les résidus de récolte tels que la paille) et de remplacer les pointes situés à l'extrémité des dents par des points plus étroites.

## LE SUCCES DU SEMIS DIRECT EN SYRIE

Ce retard de la production de semoirs SD en Algérie est d'autant plus préoccupant que d'autres pays ont réussi leur mue vers cette nouvelle technique adaptée à l'agriculture en sec. Et un des pays les plus emblématiques en la matière est la Syrie.

**Dès 2005 et jusqu'en 2011**, le centre ICARDA d'aridoculture situé à Alep a bénéficié d'une aide technique australienne. A travers une équipe d'experts qualifiés et motivés, la partie australienne a opéré un transfert de technologie. En effet, la partie australienne n'a pas essayé de faire acheter aux agriculteurs locaux les lourds semoirs SD de marque John Shearer produit au pays des kangourous. Les ingénieurs australiens ont préféré se rapprocher de petits ateliers de soudure et leur montrer comment fabriquer des semoirs low-cost pour SD. Durant la période du projet, 7 ateliers syriens ont produit 92 semoirs (dont un exemplaire a été importé en Algérie et se trouve à la station ITGC de Sétif).

**On peut se demander** quel motif a poussé l'Australie à tant de générosité. La réponse est simple. Comme les kangourous qui n'existent qu'en Australie, les variétés originelles de blé n'existent qu'au Proche-Orient et sur le pourtour méditerranéen. Aussi, bien que non écrit, le deal a été technologie des semoirs contre variétés de blé<sup>3</sup>.

**A travers l'Icarda**, les experts australiens ont également opéré un transfert de technologie à l'Irak et à la Jordanie. En Irak, cela s'est traduit par une transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD ; cela par l'importation de certaines pièces de Turquie. Des ingénieurs de Mousoul ont par la suite fabriqué leurs propres semoirs. En Jordanie, c'est l'entreprise privée RAMA spécialisée en matériel agricole qui a immédiatement décidé la production en série de semoirs SD basés sur la technologie australienne.

## MATERIEL AGRICOLE, LE SUCCES DES PIVOTS MADE IN OUED SOUF

Comment ce qui est possible en Syrie, Irak et Jordanie est-il si difficile à réaliser en Algérie ? Serions nous l'objet d'une quelconque malédiction qui touche nos capacités à fabriquer du matériel agricole ? Si on considère l'extraordinaire succes story du pivot artisanal Made in Oued, il est évident que nous pouvons faire aussi bien que nos lointains voisins qui, en leur temps, avaient accueilli l'Emir Abdel Kader lors de son exil forcé.

**En effet, en une dizaine d'années** les agriculteurs et soudeurs de Oued Souf ont développé un modèle

3 L'importation d'une variété de blé par un pays peut viser deux buts : la cultiver telle qu'elle ou bien la croiser avec une variété locale afin d'enrichir celle-ci de gènes de résistance à la sécheresse ou à des maladies.

original de pivot qui permet à cette région d'être aujourd'hui la première région d'Algérie pour la production de pomme de terre. Tout a commencé lorsque les pouvoirs publics ont tenté de vulgariser la culture des céréales sous pivot. Les premiers projets ont mobilisé de grands pivots à l'image de ce qui se faisait en Arabie saoudite. Les premières tentatives ont parfois amenés à de cuisants échecs<sup>4</sup>. Les pivots ont été parfois abandonnés à la rouille en plein désert.

**Mais un jeune agriculteur de Guemar** a récupéré un des gigantesques éléments et a tenté de le faire pivoter sur un axe. Cette première réalisation a été observée avec intérêt par ses voisins. Ce modèle de pivot a été amélioré par un soudeur qui avait travaillé en Allemagne. Plusieurs améliorations ont été faites en fabriquant sur place certaines pièces et en récupérant d'autres dans des casses automobiles. Les premiers pivots ont permis de produire du blé mais surtout des pommes de terres sur de petites surfaces : un hectare.

**Développer un projet agricole** devenait ainsi à la portée d'agriculteurs et d'investisseurs disposant de peu de moyens. Le contexte d'abandon des traditionnels ghouts gagnés par la remontée de la nappe phréatique a permis à bon nombre de petits agriculteurs de se reconverter. Les températures et le sol sableux de la région convenaient particulièrement bien à la culture de la pomme de terre – devenue progressivement deuxième aliment après les céréales. Progressivement des artisans soudeurs ont développé un réseau pour la fourniture des pièces entrant dans la confection des pivots. Aux premiers réducteurs de vitesse importés de Chine sont venus s'ajouter ceux produits localement par des tourneurs locaux. Progressivement c'est toute une industrie locale qui s'est mise en place. Les ateliers ont ainsi recruté des jeunes formés par des centres de formation professionnelle. Aujourd'hui ce sont 350000 pivots qui ont été produits localement.

## SEMOIRS SD, REPRODUIRE LA SUCCES STORY DE OUED SOUF ?

Que ce soit à Alep ou à Oued Souf, c'est un contexte particulier qui a permis le succès des innovations (semoirs et pivots).

**Par exemple, en Syrie**, les agriculteurs et artisans soudeurs ont bénéficié d'une aide technique d'experts de haut niveau et très motivés. L'un de ces experts possède « une double casquette », il conjugue le métier de céréalier et d'universitaire.

**Autour d'Alep**, la Syrie possède toute une série de petites entreprises très dynamiques. Les traditions

4 Voir sur internet l'étude « Bilan spatialisé de la mise en valeur agricole au Sahara algérien Mythes, réalisations et impacts dans le Touat-Gourara-Tidikelt ». <https://journals.openedition.org/cyberge/25732>

industrielles<sup>5</sup> sont anciennes, en témoignent les entreprises de fabrication de savon d'Alep et de textile. Certains céréaliers syriens indiquent que c'est la difficulté à se procurer du carburants qui les a fait se tourner vers l'abandon du labour.

**Enfin, dans le cas de Oued Souf**, c'est également un contexte particulier qui a permis le développement des pivots : présence d'artisans soudeurs, réseau de fabricants et de fournisseurs de pièces, conditions favorables liées au sol et au climat, forte demande nationale en pomme de terre.

Sur les hautes plaines céréalières algériennes, est-il possible de réunir les moyens permettant, comme autour d'Alep ou de Oued Souf, le succès d'une innovation telle que le semis-direct ?

### **RAPPROCHER LA CONCEPTION DU SEMOIR DES UTILISATEURS POTENTIELS**

On pourra objecter que le non développement d'une production locale de semoirs low-cost vient du fait que nous n'avons pas bénéficié du séjour des experts australiens en Algérie. En fait, l'un des meilleurs éléments de l'équipe australienne s'est déplacé plusieurs fois en Algérie. Son rapport de mission<sup>6</sup> est même consultable en ligne. Y figurent des conseils pour la partie algérienne ainsi qu'un programme de travail avec répartition des tâches entre les différents partenaires. Par ailleurs, plusieurs ingénieurs algériens ont approché, en Algérie ou en Syrie, ces experts et ont accès à la technologie australienne<sup>7</sup>.

Serait-ce le matériel de découpe de l'acier et de soudure qui fait défaut localement ? La simple observation des moyens dont disposent de grands groupes publics ou des sociétés privées de fabrication de matériel agricole montre le bon niveau d'équipement dont ils disposent. Il suffit de visiter les atelier de l'entreprise FAMAG.

Il faut peut-être rechercher la cause dans le fait que le projet de conception d'un semoir low-cost a été confié à un groupe public noyé dans la bureaucratie. Ainsi, le premier prototype « Boudour » de SOLA-CMA est à l'essai depuis plusieurs années. Or, dans le cas des semoirs syriens et des pivots de Oued Souf, la conception et la mise en place du matériel s'est faite de façon concomitante. Les imperfections étaient alors

progressivement corrigées par les artisans qui étaient en étroits lien avec les agriculteurs. « Les artisans et les agriculteurs du Souf ont fait preuve d'une capacité de dialogue continue avec des référentiels multiples pour concevoir un dispositif d'irrigation de plus petite taille qui réponde aux objectifs des agriculteurs<sup>8</sup>. »

**Là réside certainement la clé du succès.** Certes, disposer de semoirs SD ne garantira pas automatiquement de hauts rendements. Cette façon de faire nécessite un désherbage impeccable. Il s'agit également de laisser un minimum de chaume sur le sol afin de favoriser l'infiltration des eaux de pluie et réduire l'évaporation.

**Gros céréaliers**, vous avez tout intérêt à vous intéresser à ce type de technique. Vous pouvez ainsi réduire vos coûts, multiplier par 6 la vitesse de vos chantiers de semis et donc dégager du temps pour vous agrandir en travaillant d'autres terres. En Espagne, l'adoption de ce type d'engins s'est traduit par un net agrandissement des surfaces emblavées par les grandes et moyennes exploitations.

5 Plus près de nous la guerre imposée au peuple syrien a montré la capacité de l'armée syrienne à assurer la maintenance d'un matériel datant parfois des années 70. Des réfugiés syriens installés en Algérie développent des procédés simples et astucieux tels la fabrication de tuyaux plastiques d'irrigation pour l'agriculture.

6 <http://www.cana-project.org/medias/files/Notes-Visit-Algeria-8-14Dec12-FINAL.pdf>

7 Les principes de construction de ces semoirs a été mis en libre accès sur le site de l'ICARDA.org en langue anglaise et arabe.

8 Une innovation incrémentielle : la conception et la diffusion d'un pivot d'irrigation artisanal dans le Souf (Sahara algérien). <http://agritrop.cirad.fr/584602/>

## VULGARISATION

### CEREALES, RENOUVEAU DE LA VULGARISATION AGRICOLE.

#### Syngenta, mieux que INVA ?

#### CEREALES, RENOUVEAU DE LA VULGARISATION AGRICOLE SYNGENTA, MIEUX QUE INVA ?

Djamel BELAID 11.08.2018

En cette fin mai, à Aïn Defla, debout au bord d'une parcelle de blé, l'ingénieur agronome montre à une vingtaine d'agriculteurs la mer d'épis. Se tournant vers une autre parcelle voisine, il désigne les fleurs de « ben naamane » coquelicots qui viennent se mêler aux épis. « Vous voyez cette parcelle a été désherbée avec un autre désherbant que Traxos One et le résultat n'est pas aussi bon ». Cet ingénieur est un technico-commercial de la firme Syngenta-Algérie. Avec l'opération SABA-plus, cette entreprise a été beaucoup plus présente sur le terrain que les agents des services agricoles dont l'INVA. L'agro-fourmiture en Algérie va-t-elle révolutionner la vulgarisation agricole ?

#### LES CEREALISERS AUPARAVANT A L'ECCART DU PROGRES AGRONOMIQUE

Longtemps la céréaliculture algérienne a été le parent pauvre du progrès technique. Durant les années 70 et 80 les agriculteurs connaissaient peu les herbicides. Certes, il y avait le 2-4 D, plus tard sont apparus des produits contre la folle-avoine tel le Suffix. Mais beaucoup d'exploitations publiques ou privées n'avaient pas de pulvérisateurs. Aussi, utiliser des herbicides s'avérait mission impossible. Lorsque un pulvérisateur était présent sur l'exploitation, il arrivait qu'il soit surtout utilisé à la moisson comme réservoir d'eau en cas d'incendie.

Ne pas lutter contre les mauvaises herbes est une erreur. Celles-ci peuvent réduire de plus de 50% le rendement des céréales.

Que ce soit concernant les variétés utilisées, les engrais et l'implantation des cultures, les mêmes retards pouvaient être observés. Il le sont également encore dans certaines exploitations. Cependant, le travail de vulgarisation de firmes comme Syngenta-Algérie, Profert, AgrichemDZ, Timac-Agro et bien d'autres petites ou grandes permettent progressivement de combler le gap existant entre les pratiques actuelles et celles d'agricultures modernes telles celle en zone semi-aride en Australie.

#### LA VULGARISATION MADE IN BLADI

En Algérie, la vulgarisation agricole est le ressort de l'INVA. Cet institut dépendant du ministère de l'agriculture a pour rôle de promouvoir les techniques

modernes en agriculture. En fait, le travail de vulgarisation est pris en charge par les différents instituts techniques dépendant de ce ministère. Ainsi, par exemple, l'INPV réalise des formations locales contre certains prédateurs des cultures, l'ITGC organise des sessions sur le réglage des semoirs. Ce même institut organise depuis peu des opérations « porte-ouvertes » au niveau de ses stations d'essais. Celles-ci sont très courues par les agriculteurs, techniciens et étudiants en agronomie. Elles sont l'occasion de visites des essais sur pieds organisé par ces stations.

**Cependant, les actions des instituts techniques** sont ponctuelles et ne touchent parfois qu'un nombre restreint d'agriculteurs. Elles peuvent être sujettes à un manque de moyen : véhicule, bons d'essence... Aux actions de terrain vient s'ajouter l'édition de guides pratiques, brochures et dépliants. Depuis peu, des conseils sont diffusés sur les ondes des radios régionales. Ces instituts investissent également le net mais avec des moyens réduits, une faible régularité et un réel manque de savoir-faire. Des initiatives spontanées de cadres dynamiques pallient parfois à ces dysfonctionnements. C'est le cas de Kirouani Hassane, ingénieur de l'ITGC, qui a créé sur you tube la chaîne « Essemboula ».

#### DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-FOURNITURE PRIVEE

**Au lendemain de l'indépendance**, le secteur de l'agro-fourmiture était représenté essentiellement par les SAP. Puis, dans les années 70 sont venues s'ajouter les CAPCS et les coopératives de services. Au niveau de ces structures, l'encadrement technique a toujours dépendu du MADR.

**C'est au début des années 80** que des délégués de firmes étrangères ont commencé à être plus actif : participation à des séminaires agricoles ou à des journées de formation sur de nouveaux produits de traitement.

En parallèle, de petites entreprises privées locales ont commencé à investir le secteur en vendant des semences de produits maraîchers mais également des produits phytosanitaires et vétérinaires. Pour la plupart, il s'agissait de petits investisseurs qui n'étaient pas spécialisés et dont la formation s'est faite « sur le tas ».

Par la suite, progressivement les politiques d'importation ont permis au secteur privé de commercialiser de plus grandes quantités de produits phytosanitaires et vétérinaires ; les arrivages se faisant par conteneurs.

**De grandes firmes étrangères** ont parallèlement développé des réseaux de technico-commerciaux et/ou signé des partenariats avec des investisseurs privés locaux disposant de connaissances techniques.

#### LE SUCCES DE L'AGRO-FOURNITURE PRIVEE

Aujourd'hui, l'action des firmes de l'agro-fourniture se développe tout azimut : journées nationales ou régionales de formation, animation de terrain, essais en parcelle d'agriculteurs et depuis peu plate-formes de démonstration. A cela s'ajoute une dynamique présence sur le net dont you tube et réseaux sociaux.

L'opération SABA-plus de Syngenta-Algérie est à cet égard parlante. Cette action de vulgarisation démarrée en 2017 est nationale. Elle ne concerne pas seulement en la promotion des produits phytosanitaires de la firme, mais de la totalité de la façon de produire des céréales. A ce propos le slogan est « plus de céréales en dépensant moins ».

Cette action a commencé par des rassemblements régionaux où étaient conviés agriculteurs mais également responsables professionnels (dont des présidents de Chambre d'Agriculture). Du côté Syngenta, le représentant pour le Maghreb s'est même déplacé en Algérie.

**Le plus spectaculaire** dans l'opération est le maillage des régions céréalières. Les technico-commerciaux faisant la promotion du nouvel herbicide Traxos One ont par exemple suivi tout au long de la campagne des céréaliers de Relizane, Chlef, Tiaret, Tlemcen, Constantine ou Aïn Defla (liste non-exhaustive). Et lorsque une brève période de baisse des températures a été accompagnée d'un léger jaunissement du bout des feuilles des parcelles traitées avec ce nouvel herbicide – ce qui pouvait faire craindre le pire aux céréaliers utilisateurs – les technico-commerciaux n'ont pas ménagé leur peine pour expliquer qu'il s'agissait d'un effet passager sans conséquences sur le rendement futur. A nouveau en juin, alors que les champs se couvraient de lourds épis, le personnel de Syngenta était dans les champs pour des visites de parcelles mobilisant de nombreux céréaliers.

Ces visites de parcelles, représentent le nec plus ultra en matière de vulgarisation. Et cette façon nouvelle de procéder ne manquera pas de rester dans les mémoires. Elle ne pourra que stimuler cette action aboutie de la vulgarisation agricole : des agriculteurs se réunissant par groupe local et confrontant entre eux leur expérience.

**Concernant les plate-formes d'essais**, outre les visites en saison, la récolte des micro-parcelles permettra des références locales. Outre, herbicides et fongicides, les essais ont également concerné des variétés dont le nom commence à être familiers des céréaliers. Lors des visites, ceux-ci avaient pu observer les épis de chacune d'entre elles et se faire une première idée.

#### UNE MULTITUDE D'INTERVENANTS PRIVES

En matière de vulgarisation agricole les intervenants privés sont divers. A côté des fournisseurs de produits phytosanitaires, il y a également des concessionnaires de matériel agricole, des minoteries ou des fabricants d'engrais (Fertial). Et leur contribution au progrès agricole est loin d'être négligeable. La société Axium Spa de Constantine a beaucoup contribué dans la conservation des fourrages en important des enrubanneuses. Cette société encourage la production de graines fourragères dont la vesce. Pour cela Axium vulgarise l'association de vesce avec de la féverole. Celle-ci servant de tuteur lors de la récolte. De son côté Fertial soutien la réalisation d'analyse de sols et le groupe Benamor a initié le suivi d'un réseau d'agriculteurs. Analyses biochimiques en main, les techniciens de la minoterie expliquent aux céréaliers les meilleurs variétés à semer.

**Dans le domaine des engrais** la société Profert a introduit de nouveaux types d'engrais plus adaptés à la nature locale du sol. Ses équipes réalisent un large travail d'explication sur le terrain auprès des techniciens et agriculteurs.

#### CONCLUSION

En Algérie, vue leur efficacité, faut-il confier la vulgarisation agricole aux firmes de l'agro-fourniture ? Il est évident que les services agricoles publics ont également un rôle éminent à jouer. Cependant, face au déficit céréalier du pays, il s'agit de bâtir des programmes de travail communs à ces deux types d'acteurs.

**La vulgarisation publique** peut être le cadre où se développe préférentiellement « l'agriculture raisonnée ». Ainsi, par exemple dans le cas du désherbage des céréales, aux côtés du désherbage chimique, l'expérience de l'agriculture bio européenne (et notamment allemande et suisse) montre tout l'intérêt du désherbage mécanique (utilisation de herse étrilles et de houes rotatives).

**Lors des exportations de produits agricoles** qui auraient été refoulées pour cause de contamination aux fortes doses de pesticides, la presse nationale a rapporté un témoignage d'agriculteurs selon lequel les vulgarisateurs toucheraient de l'argent lorsqu'ils font utiliser par les agriculteurs ce type de produits. Il est évident que quelque soit le secteur, tout technico-commercial, touche des primes indexées aux volumes écoulés. C'est là un puissant moyen de diffusion de techniques nouvelles. Dans le cas des produits phytosanitaires, il existe une réglementation locale (INPV) qui homologue les seuls produits déclarés non nocifs pour la santé humaine.

**Certaines de ces sociétés** s'intéressent aux semences. N'y a-t-il pas là un risque sur les semences locales ? Les

services agricoles spécialisés possèdent des banques de gènes. Par ailleurs, afin de mieux valoriser le patrimoine semencier local, il serait intéressant d'aider les candidats à la fonction d'obteneurs de variétés.

Il apparaît qu'avec sa campagne Saba-Plus, la société Syngenta-Algérie a marqué un grand coup. Rarement en Algérie, on avait observé un tel développement de

moyens pour encadrer les agriculteurs. Son action a permis une meilleure notoriété à cette entreprise et à de futures ventes de la gamme de ses produits phytosanitaires. Elle a également permis une lutte efficace contre les ennemis des cultures ce qui aura permis de produire plus de grains sur le sol national.

## PAILLES

# APRES LA RECOLTE, LA GESTION DES PAILLES.

Maintenir au moins 70% des chaumes.

### APRES LA RECOLTE, LA GESTION DES PAILLES

Djamel BELAID 11.07.2018

La récolte de céréales terminée, il est de tradition de laisser les parcelles aux moutons. Ceux-ci pâturent les chaumes ce qui leur permet de reprendre du poids. Si le céréalier n'a pas de moutons sur son exploitation, les chaumes sont alors loués à prix d'or. Cette pratique présente cependant un inconvénient, elle réduit la fertilité du sol.

#### DES PRATIQUES AUSTRALIENNES

Dans le même type de situation, les agriculteurs australiens développent une « gestion des paille » (summer fallow) remarquables.

#### *Pâturage des chaumes, pas plus de 30%*

Suite à des études détaillées, le pâturage des chaumes n'est pas déconseillé par l'encadrement agricole. Il est cependant proposé aux agriculteurs de gérer le chargement ovin. Ainsi, seulement 30% des chaumes peut être consommé par les bêtes. Au delà de ce seuil, l'infiltration des pluies et la préservation de l'humidité du sol se trouve compromise.

#### *Pour éviter le bourrage, semer dans les chaumes*

Selon les situations, les quantités de chaumes peuvent être plus ou moins importantes. Il peut être alors difficile de semer sans labourer avec de telles quantités de résidus de récolte. La solution proposée est donc de

semer entre les rangs de chaumes. Cette technique est facilitée par l'usage du GPS ; il permet de guider finement les tracteurs.

#### *Avec les chaumes, plus de mobilisation de l'azote*

La présence des chaumes n'est pas sans conséquence sur la mobilisation de l'azote dans la culture qui suit. Aussi, selon les situations, des doses complémentaires d'azote sont conseillées.

#### *Lutte contre les mauvaises herbes*

Les orages d'été permettent d'apporter quelques millimètres d'eau supplémentaires au sol. Ils ont malheureusement pour effet de favoriser les mauvaises herbes estivales. Aussi afin de préserver l'humidité du sol, il est devenu courant de désherber les chaumes. En effet, de par leur effet « mèche », les mauvaises herbes estivales sont capables de réduire l'humidité et l'azote du sol.

Aussi, en fonction des herbicides utilisés, les agronomes locaux, proposent les doses les mieux adaptées dans un environnement de sol présentant des résidus de récolte (chaumes).

**En conclusion**, dans un environnement semi-aride, les agronomes et agriculteurs australiens montrent la voie afin d'optimiser les rendements de céréales tout en se rapprochant de pratiques vers une agriculture durable.



# COLLECTE DU BLE PAR L'OAIC

## Des quintaux de blé harragas ?

### COLLECTE DU BLE PAR L'OAIC Des quintaux de blé harragas ?

Djamel BELAID 2.09.2018

Dans sa conférence de presse du 1er septembre, Mr BOUAZGUI Ministre de l'agriculture, a annoncé que pour 2018 la récolte de céréales s'élevait à 60,5 millions de quintaux. La valeur de cette récolte est estimée à 220 milliards de DA. L'OAIC aurait collecté 27 millions de quintaux soit moins de la moitié de la production. L'Etat ayant le monopole de la collecte des céréales, on peut se demander où sont passés les 33 millions de quintaux manquants.

#### Des quintaux pour « el-awoula »

Chez les agriculteurs, il est une tradition tenace : garder du blé dur pour sa consommation personnelle. Cette tradition millénaire persiste. Certainement en souvenir des famines passées. L'auto-consommation ou aawoula peut s'expliquer également par la bonne qualité semoulière des variétés paysannes de blé dur. Refusant de consommer les variétés étrangères, nombreux sont les agriculteurs qui se réservent quelques hectares de variétés anciennes à cette fin. Comme pour le vin algérien qui dans les années 60 servait à couper « le gros rouge » des viticulteurs français, les variétés locales de blé dur présentent des qualités semoulières exceptionnelles. Et, lorsqu'elles reçoivent une fertilisation correcte en azote, elles peuvent exprimer toute leur potentiel.

Mais même si les agriculteurs et leur famille représentent 11% de la population algérienne, on peut douter qu'ils consomment les 33 millions de quintaux de blé dur qui se sont évanouis dans la nature.

#### Des quintaux harragas

Alors serait-il possible que ces quintaux de blé se soient évaporés à travers les frontières ? Des quintaux harragas en quelque sorte. Mais, on n'a jamais vu dans les embarcations des candidats au départ de quelconques sacs de blé.

Il faut bien entendu également tenir compte des frontières terrestres. Or, en la matière l'Algérie est servie. Il faut en effet compter avec les frontières de la Tunisie, du Maroc, de la Libye, du Mali, du Niger, du Sahara Occidental et de la Mauritanie. Et la contrebande aux frontières est loin d'être une lubie. Il suffit pour cela de considérer les saisies effectuées par

les patrouilles frontalières de l'ANP. Avec le Maroc, le phénomène est tel, qu'au niveau des points les plus sensibles des frontières, des tranchées ont été creusées au bulldozer. Parfois des habitations-entrepôts à cheval sur la frontière ont été détruites par les autorités. Elles étaient le point de passage commode pour diverses marchandises. Parmi celles-ci le carburant a la préférence de nos voisins marocains. Il serait intéressant d'estimer les quintaux harragas qui transitent par ce biais là.

Une telle estimation a déjà été réalisée dans le cas des céréales produites sous pivot dans la région d'Adrar. A l'aide d'images prises par satellite, deux universitaires ont comptabilisé le nombre de pivots en activité et donc la production potentielle attendue. Or, il est apparu<sup>9</sup> que les quantités de céréales livrées à la CCLS locale étaient bien en deçà de la production attendue. Or, à partir de cette ville, on est plus proche du Mali que les grands centres de consommation de céréales du nord de l'Algérie. Dans un récent dossier relatif aux minoteries du Nord du Mali, l'hebdomadaire Jeune-Afrique a relaté qu'il est de notoriété publique que certaines d'entre-elles écrasent du blé provenant des frontières algériennes. Blé produit sous les pivots d'Adrar ou issus des cargos accostant dans le port d'Alger ? Seuls les services des douanes pourraient trancher.

#### ENCADRE :

En matière de production, la Coopérative des céréales et des légumes secs d'Adrar (CCLS) a récolté 66 810 quintaux durant la saison 2002/2003. Cette quantité est équivalente au rendement d'une cinquantaine de pivots. Ce qui ne correspond qu'aux deux tiers du nombre de pivots recensés à l'aide de l'image satellitaire du Touat et du Gourara à la même date (80 rampes-pivots). En effet, un rendement moyen\* de 45 qx/ha rapporté à la superficie identifiée à partir de cette image (2 970 ha au Touat et au Gourara) donne une quantité deux fois supérieure à celle récoltée par la Coopérative. Cela implique qu'une part non négligeable de la production ne transite pas par la coopérative, échappe à la

9 Tayeb Otmane et Yaël Kouzmine, « Bilan spatialisé de la mise en valeur agricole au Sahara algérien », Cybergeo : European Journal of Geography [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 632, mis en ligne le 19 février 2013, consulté le 02 septembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/25732> ; DOI : 10.4000/cybergeo.25732

statistique et se trouve commercialisée directement sur le marché local et national, voire international (Mali)\*\*.

(\*) D'après les agriculteurs enquêtés, le rendement en blé dur a atteint 60 et 70 qx/ha.

(\*\*) Des agriculteurs interviewés en mars 2008 commercialisent une part de leurs productions de blé et de fourrages vers le Mali de façon directe ou par des mandataires du commerce transsaharien.

### **Des quintaux livrés aux transformateurs privés**

Si la totalité de ces quintaux ne sont pas consommés par ni par nos fellahs, ni par nos voisins marocains, tunisiens, maliens ou nigériens, peut-être le sont-ils localement sous forme de couscous et de pâtes alimentaires. Hypothèse, étant donné le nombre croissant d'installations de nouvelles minoteries et la faiblesse des quotas de grains d'importation qui leur est attribué, des transformateurs contourneraient l'OAIC en s'approvisionnant directement chez les céréaliers.

Ces dernières années le nombre de nouvelles minoteries est tel que les pouvoirs publics ont gelé toute nouvelle installation. Pour les minoteries nouvellement installées, la situation est parfois délicate. Face à la réduction des quotas livrés par l'OAIC, certains de ces nouveaux transformateurs sont « pris à la gorge » et n'arriveraient plus à rembourser les emprunts contractés pour l'achat de leurs machines.

Conscients des effets de cette réduction des quotas sur la situation financière et l'avenir des minoteries, les pouvoirs publics ont donc proposé aux transformateurs de leur allouer des concessions de terres que ce soit au sud sous pivot ou sur les hauts-plateaux.

Cette politique de concessions de terres s'avère être un succès. Bénéficiant de nombreuses subventions, nombreux sont les investisseurs qui se sont rués vers ce nouvel eldorado. Lors de sa conférence de presse, le Ministre a d'ailleurs évoqué le cas d'un de ces nouveaux investisseurs qui a lui seul aurait produit plusieurs milliers de quintaux de blé. Ce chiffre est si étonnant que, lors de la conférence de presse, le ministre a dû s'y reprendre à deux fois, demandant confirmation à un collaborateur assis près de lui.

L'engouement des investisseurs privés pour la transformation des céréales s'explique par le côté très rémunérateur de cette activité. Il y a quelques années, relatant son parcours devant un parterre d'étudiants, le PDG de SIM s'était écrié qu'au premier temps de son activité, au vu des bénéfices engrangés, il s'était demandé s'il ne volait pas. Il faut dire que les mécanismes de compensations liés au soutien des prix à la consommation sont avantageux pour les transformateurs. Les meuniers produisant à la fois semoule et également couscous et pâtes alimentaires se trouveraient avantagés fiscalement par rapport aux purs players spécialisés dans la seule production de couscous et de pâtes alimentaires.

La presse s'est faite l'écho de quelques transformateurs peu scrupuleux qui revendraient aux CCLS une partie du blé importé qui leur était alloué. Jouant sur le différentiel de prix, une telle pratique permettrait de juteuses marges bénéficiaires.

Si l'activité de deuxième transformation des céréales, c'est à dire la production de couscous et de pâtes alimentaires est rémunératrice, c'est également dû à la récente augmentation de la consommation de ces produits par la population.

### **Des quintaux peu rémunérateurs ?**

La non livraison aux CCLS par les agriculteurs de la totalité de leur production de blé signifie qu'ils trouvent un avantage ailleurs. C'est à dire que le prix à la production (4 500 DA le quintal) offert aux producteurs ne suffit pas. Un peu comme dans cette ancienne publicité « pas assez cher mon fils ».

Si les pouvoirs publics souhaitent améliorer la collecte de cette matière stratégique, il semblerait nécessaire de surenchérir. C'est à dire proposer aux producteurs plus que les actuels 4500 DA/quintal. Mais le budget de l'Etat en a-t-il les moyens ?

Une autre possibilité moins coûteuse pour le budget de l'Etat pourrait être :

- d'améliorer les conditions de la collecte en réduisant les temps d'attente devant les silos, en multipliant les points de collecte et en élargissant la durée de la collecte en octroyant une prime aux livraisons automnales et hivernales comme cela se pratique à l'étranger,
- d'attribuer aux agents collecteurs des CCLS des primes indexées sur les volumes collectés,
- de revoir le barème qualité afin d'encourager les céréaliers produisant des blés de meilleure qualité semoulière et pastière.

Concernant les meuniers, s'il s'avère exact que certains écrasent des grains échappant aux CCLS, il serait intéressant de connaître les prix proposés aux producteurs et également la marge réalisée lorsque ces mêmes meuniers fabriquent pâtes et couscous. En effet, à l'heure actuelle les concessions de terre sont octroyées gratuitement. Il n'y a pas de droit de fermage à payer à l'Etat. Par ailleurs, l'eau d'irrigation est cédée gratuitement.

Les énormes quantités de blé dur qui échappent à la collecte des CCLS montre également la nécessité d'améliorer les conditions du stockage des céréales à la ferme. Aux anciens matmora creusés dans la roche calcaire sont venus aujourd'hui s'ajouter le stockage en sacs, en big-bag ou en cellules métalliques. Par ailleurs, dès la récolte les grains de céréales sont sujets aux attaques d'une foule d'espèces d'insectes « es-soussa » comme les appelle les fellahs. Éviter la détérioration

des récoltes stockées nécessite des opérations complexes de ventilation. En effet, tout échauffement des grains favorise la multiplication des insectes. Viennent ensuite des opérations de fumigation. Bref, stocker du grain ne s'improvise pas. Quid des moyens de stockage adéquats dont disposent les fellahs pour conserver un volume de grains estimé à 110 milliards de DA. Les seuls silos modernes du pays sont ceux de l'OAIC. Sauf erreur de notre part, il n'y a actuellement aucune politique de vulgarisation des moyens de stockage moderne des grains à la ferme.

### **Paysans boulangers**

Cette masse de grains qui échappe à la collecte des CCLS montre le potentiel des fellahs désirant créer plus de valeur ajoutée. Ils ont entre leurs mains une matière première qu'il est possible de transformer une première fois en semoule puis une deuxième fois en couscous ou pâtes alimentaires. Du matériel italien, français (le groupe Clextral a ouvert un bureau à Alger) ou chinois peut permettre d'ouvrir des ateliers de transformation du grain. Afin d'être compétitifs en absence des compensations financières publiques – qu'il s'agit de réclamer - les céréaliers qui souhaitent transformer leurs grains peuvent tester des niches : produits du terroir, produits bio. Ils peuvent également passer par l'installation d'ateliers communs à plusieurs exploitations dans le cadre de Groupements d'Intérêt Economique. Les agriculteurs ont été habitués au centralisme administratif qui a toujours prévalu dans le secteur agricole. Une telle démarche novatrice devra

trouver son chemin. Nul doute que les élites rurales locales pourraient contribuer à de nouvelles façons de faire. C'est le chemin qui a été suivi par nombre de filières céréales à travers le monde.

### **CONCLUSION**

Ce rapide tour d'horizon sur le devenir de la production de céréales nécessite de plus larges investigations. Il ne nous semble pas que les chiffres fournis par le MADR soient erronés. Il est évident que nous avons assisté à une des plus fastes campagne céréalière. Il est à espérer que des universitaires se penchent sur la question de la collecte des céréales. Il en va de la compréhension des circuits de commercialisation relatifs à un produit de première consommation.

Certains journalistes se complaisent à aborder le sujet de la campagne céréalière en se contentant de reprendre les chiffres communiqués par le MADR. Le vrai journalisme d'investigation est d'essayer d'analyser les chiffres de la campagne et d'aller sur le terrain afin de comprendre l'attitude des fellahs et des divers opérateurs. Car plusieurs questions restent en suspens. Quid du désamour des fellahs pour le blé tendre ? Les prix à la production pour le blé dur restent-ils rémunérateurs ? Et bien sûr comment expliquer cette relative faible collecte par les CCLS ?

# LANCEMENT DE LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES A SETIF.

## LE WALI PRONE UNE MEILLEURE ATTRACTIVITE DE LA CCLS.

### LANCEMENT DE LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES A SETIF

#### LE WALI PRONE UNE MEILLEURE ATTRACTIVITE DE LA CCLS

Djamel BELAID 9.10.2018

Le site de la wilaya de Sétif met en ligne une vidéo relative au lancement de la campagne « labours-semailles ». Avec ses cheveux blancs et sa cravate rouge, le wali était bien reconnaissable parmi les responsables locaux se pressant sous une tente pour écouter les responsables du secteur agricole. Les échanges entre les participants était particulièrement intéressant. Mais, Mr le wali pose-t-il les bonnes questions ? Et lui donne-t-on les bonnes informations ?

### Mais, Mr le wali pose-t-il les bonnes questions ? Et lui donne-t-on les bonnes informations ?

#### *Le wali de Sétif, un innovateur*

Apparemment le wali de Sétif est un innovateur. Accueilli avec des fleurs, pour cette inauguration, il a eu l'élégance de les offrir à la dame qui était chargée de les lui remettre. Mais, c'est surtout au niveau des échanges avec les responsables agricoles que les propos du wali sont détonants.

#### LE WALI : DEVELOPPER L'ATTRACTIVITE DE LA CCLS DE SETIF

Répondant aux chiffres sur les progrès de la collecte de céréales de la CCLS, le wali n'a pas manqué de noter la meilleure attractivité que représente cet organisme pour les céréaliers. « Nous sommes dans une économie de marché ».

#### *Des livraisons frauduleuses aux CCLS*

Il a conseillé à la CCLS de ne plus avoir une position attentiste. Et pour mieux illustrer son propos, le wali a abordé les livraisons frauduleuses de blé importé. L'évocation de ce sujet a suscité la stupeur de son interlocuteur qui a répondu qu'il y avait eu quelques

tentatives minimales. Le responsable de la CCLS a cru un instant que cela lui était reproché.

#### *Des tentatives minimales*

Revenant à la charge, le wali a repris les propos : « ces tentatives, elles sont minimales, el-hamdoulah. Mais cela montre que vous êtes devenus attractifs ». Puis généralisant aux cas les plus généraux, le wali a ajouté « le fait que les gens viennent vous voir [pour livrer des céréales] montre que vous êtes devenus plus attractifs ». Avec le responsable de la CCLS, il a insisté sur la nécessité d'aller au devant des fellahs.

#### LES QUESTIONS A POSER AU DSA ET A LA CCLS

On ne peut que se réjouir du souci d'un wali de contribuer au développement de la production de céréales. Afin d'aider ces responsables de l'exécutif de wilaya ou de daïra, il nous semble que d'autres questions devraient être posées.

#### *Des questions à poser*

Par exemple l'évolution des livraisons de matériel d'irrigation et les surfaces effectivement irriguées, l'évolution des surfaces emblavées par semis direct, l'évolution des livraisons de semences certifiées, l'évolution des surfaces recevant des fertilisants<sup>10</sup> et désherbées. Mais pourquoi n'aborder que des questions relatives au matériel ? Les questions devraient également porter sur la gouvernance des hommes au niveau des CCLS. Quid du rôle des élus paysans de la CCLS ? Quid de l'émulation salariale des agents chargés de la vente des intrants agricole ou de la collecte ? Revenons sur ces différents points.

#### *L'irrigation d'appoint, oui mais...*

Concernant l'irrigation, si celle-ci mérite toute l'attention, il ne faut pas perdre de vue que la majorité des surfaces sont en sec et le resteront. L'attention doit donc porter également sur l'innovation technique en culture pluviale. Cette innovation est d'autant plus fondamentale que les importations de céréales se

<sup>10</sup> A ce propos, il suffit de considérer le rapport entre les surfaces céréalieres et les quantités d'engrais utilisées. En prenant comme postulat qu'il faut en moyenne un quintal d'engrais par hectares, on s'aperçoit immédiatement que peu de surfaces reçoivent des engrais.

chiffrent en centaines de milliers de dollars et que pour les fellahs le réchauffement climatique est devenu une réalité.

## **LA QUESTION CENTRALE : PRODUIRE A SETIF DES SEMOIRS POUR SEMIS DIRECT**

Concernant le semis-direct. Il s'agit d'une technique d'avenir aujourd'hui adoptée par les agricultures modernes des pays connaissant des conditions semi-arides (Australie, Espagne...). Or, force est d'observer que nous sommes à la traîne en Algérie. Et la vidéo mise en ligne par la wilaya de Sétif en témoigne pour qui sait décrypter les faits. Ce sont trois semoirs conventionnels qui ont symboliquement inauguré le déclenchement de la campagne « labours-semilles ».

### ***Le semoir Boudour, seulement en photo***

Le seul semoir moderne capable d'un semis direct était bien présent. Mais il était en photo ! Mr le wali, à l'avenir, demandez pourquoi ce semoir ne vous est présenté seulement en photo. Demandez pourquoi cette technique plébiscitée par plusieurs gros céréaliers algériens du groupe des 50 quintaux n'est pas mise en avant par la DSA et la CCLS de Sétif ? Ce sont là les questions décisives, les questions qui dérangent. L'urgence de la situation oblige à être plus exigeant.

### ***SOLA-CMA Sidi Bel-Abbès., trop loin de Sétif***

Certes, il ne s'agit pas d'accabler des responsables locaux pour un matériel développé par l'entreprise SOLA-CMA de Sidi Bel-Abbès. Mais, la question qu'on se doit de poser est la suivante : dans une des principales wilaya céréalière d'Algérie, comment se fait-il que les semoirs utilisés soient si peu performants ?

## **Mr LE WALI DE SETIF, REITEREZ LE SUCCES DES PIVOTS DE OUED SOUF**

En effet, les trois semoirs alignés sous les yeux du wali ne permettent ni de réaliser un semis direct<sup>11</sup> ni de localiser les engrais près des semences<sup>12</sup>.

**Mais que pourraient faire** des directeurs dynamiques de CCLS et de DSA ? Ils pourraient, en liaison avec l'ITGC, des agriculteurs et artisans soudeurs, contribuer à modifier les semoirs locaux et notamment ceux du parc des CCLS. Ils pourraient également faire appel à des artisans soudeurs pour les aider à produire des semoirs pour semis direct. La technologie relative à la construction de ces semoirs est simple. Elle est même mise en ligne sur le net en langue arabe<sup>13</sup>. A Mezloug,

11 Voir dans nos précédents articles l'intérêt de ce matériel.

12 Dans nos conditions une bonne partie des engrais utilisés de façon conventionnels sont bloqués par le calcaire ou se perdent sous forme de gaz.

13 [https://apps.icarda.org/wsInternet/wsInternet.aspx/DownloadFileToLocal?filePath=Tools\\_and\\_guidelines/Practical\\_Implementation\\_conservaion\\_agriculture.pdf&fileName=Practical\\_Implementation\\_c](https://apps.icarda.org/wsInternet/wsInternet.aspx/DownloadFileToLocal?filePath=Tools_and_guidelines/Practical_Implementation_conservaion_agriculture.pdf&fileName=Practical_Implementation_c)

Mr Refoufi s'est lancé dans cette aventure.

**Pourquoi, comme à Oued Souf**, dans le cas de la production de pivots artisanaux mieux adaptés aux conditions locales, ne pas essayer à Sétif, de réunir les conditions pour la fabrication et la modification du matériel local (up-grading) ? Les semoirs pour semis direct permettent d'économiser l'eau du sol et de restaurer la fertilité des sols. Seuls ces engins permettront, en cas d'année sèche à venir (et elles viendront), de s'adapter au manque de pluie.

### ***Produire des semoirs sétifiens***

Il y a là un combat dont pourrait s'emparer Mr le wali de Sétif : arriver à produire localement des semoirs low-cost pour semis direct. A Sétif, il y a sur place les hommes (céréaliers, universitaires, artisans soudeurs, investisseurs) et le matériel (découpe et pliage de l'acier, soudure). Il manque seulement un leader capable de fédérer les nombreuses énergies locales. Trop souvent nous avons négligé l'initiative privée. Les pivots de Oued Souf sont là pour nous montrer « l'Algérie des possibles ». Fédérer les hommes autour de l'adaptation et la fabrication locale de semoirs pour le semis-direct, Mr le wali de Sétif pourrait être cette personne.

**Fédérer les hommes autour de l'adaptation et la fabrication locale de semoirs pour le semis-direct, Mr le wali de Sétif pourrait être cette personne.**

## **POUR UN SEMOIR MADE IN SETIF**

Les conseils de Mr le wali de Sétif concernant la nécessaire attractivité de la CCLS lors de la collecte des céréales, pourraient s'appliquer à la modernisation du parc de semoirs de cet organisme.

**Avec l'aide des moyens humains** dont dispose la wilaya, dans un premier temps, il est possible d'envisager d'adapter les semoirs conventionnels. Ceux de ces engins disposant de dents en double spire ont la capacité de semer sans labour sur les sols les plus meubles. Pour arriver à cela, de légères modifications seraient à opérer sur les engins<sup>14</sup>. Rappelons le, l'intérêt de cette mesure est de semer plus vite et à moindre coût.

**Dans une seconde phase**, il s'agit d'arriver à produire un semoir low-cost pour semis direct Made In Sétif. L'enlisement actuel du projet de semoir Boudour par CMA-SOLA dans la lointaine usine de Sidi Bel-Abbès montre la nécessité que la wilaya de Sétif et les

[onservation\\_agriculture.pdf](#)

14 Il s'agit d'espacer les dents de 17 cm à 22 cm. Les pointes de ces dents doivent être remplacées par des pièces plus étroites.

céréaliers sétifiens s'emparent de ce dossier. Il s'agirait d'aider à copier le semoir syrien actuellement à la station ITGC. Mr Refoufi a ainsi produit un premier exemplaire.

### **PRODUCTION CEREALIERES, OBLIGATION DE RESULTATS**

**Nos propos peuvent sembler sévères.** Il ne s'agit d'accabler personne, mais de rappeler l'obligation de

résultats à laquelle nous sommes tous tenus : responsable d'exécutif, élu, universitaire, cadre de terrain ou fellah. Le niveau des importations de céréales et le réchauffement climatique nous poussent à toujours faire mieux. Mieux dans l'aspect quantitatif mais également qualitatif.



# WALI, CHEF DE DAÏRA, COMMENT AIDER LES CEREALIERES ?

## Manuel de survie pour superviser le secteur agricole.

### WALI, CHEF DE DAÏRA, COMMENT AIDER LES CEREALIERES ?

Manuel de survie pour superviser le secteur agricole.  
Djamel BELAID 4/10//2018

Que de plus réjouissant de voir des walis et chefs de daïra lancer officiellement la « campagne labours-semailles » dans leur secteur respectif. Drapeau en main, le plus souvent entourés d'une nuée de responsables locaux, ils agitent leur fanion déclenchant dans des nuages de fumées de pots d'échappement le départ d'une multitude de tracteurs tirant charrue, cover-crop ou semoirs. Au delà de ce geste symbolique, comment ces responsables locaux peuvent-ils aider des céréaliers à produire plus ?

#### AIDER A BANNIR LA CHARRUE

Messieurs, les walis et chefs de daïra le premier geste que vous pourriez faire serait de bannir les charrues de votre circonscription. En effet, il est prouvé que les labours favorisent l'érosion hydrique et éolienne des sols. Une érosion qui entraîne de la terre dans les barrages et provoque un envasement catastrophique.

Le traditionnel itinéraire labour, recroisement au cover-crop et passage de semoir est dépassé. Ces opérations, à laquelle il faut ajouter un passage de tracteurs pour épandre les engrais, coûtent trop cher et prennent trop de temps à être réalisées. Conséquence : des fellahs qui laissent plus de terres en jachère et des semis qui s'éternisent jusqu'en décembre. Donc, moins de grains produits dans votre secteur.

#### Mr LE DSA, COMBIEN DE SEMOIR SD.

Mais alors par quoi remplacer les charrues ? Par des semoirs pour semis direct. Ces semoirs spécifiques sont équipés de dents ou de disques qui permettent de travailler le sol sur quelques centimètres. Juste ce qu'il faut pour déposer semences et engrais.

On raconte que quand on lui parlait d'un pays qu'il ne connaissait pas, Staline demandait à son interlocuteur « combien de divisions compte leur armée ? ». Aujourd'hui, en Algérie, au lieu de se contenter d'agiter

un drapeau, tout wali ou chef de daïra devrait demander au directeur des services agricoles (DSA), « de combien de semoirs pour semis direct disposez vous ? ».

#### Equiper les fellahs de semoirs SD

Pour équiper les fellahs de semoirs SD, il est possible de compter sur les concessionnaires locaux, l'unité moto-culture de la CCLS locale et sur les artisans soudeurs. En effet, il existent deux catégories de semoirs SD. Des engins de grande capacité fabriqués au Brésil, Australie, USA ou en Europe ou des semoirs low-cost, moins chers à l'achat, qu'il est possible de fabriquer localement. Fabrication que pratiquent des artisans soudeurs de Syrie et d'Irak suite à une aide d'experts agricoles australiens.

Un spécimen de semoirs SD syriens est basé à la station ITGC de Sétif. Une piste serait d'essayer de proposer à des artisans soudeurs locaux et des céréaliers de copier ce type de matériel. Il s'agirait de reproduire la success story d'El Oued. Dans cette région ce sont de simples artisans soudeurs qui ont imaginé et construit les pivots qui ont permis le succès de la culture de la pomme de terre.

**Une piste serait d'essayer de proposer à des artisans soudeurs locaux et des céréaliers de copier ce type de matériel.**

Compter sur de petits ateliers, en attendant que l'entreprise CMA-SOLA daigne enfin produire des semoirs SD. Cette société a bien mis au point un prototype de semoir, mais le dossier traîne. Une autre solution serait de transformer les semoirs conventionnels produits par CMA-SOLA en semoirs SD. Sur sol meuble, quelques modifications toute simples permettraient de s'affranchir du labour.

#### TRAVAILLER AVEC LES MINOTERIES LOCALES

Semer n'est pas tout. Même avec le semis direct. Il



s'agit ensuite d'assurer un suivi de tout l'itinéraire technique. Et pour cela, Mr les walis et chefs de daïra, vous disposez d'alliés précieux : les minoteries. A Guelma, le groupe Benamor a recruté des techniciens agricoles pour encadrer les fellahs. Le but est de disposer plus de volumes de blé dur mais surtout de volumes de qualité. On pourrait penser que c'est aux services agricoles d'encadrer les agriculteurs. Mais croire qu'une administration puisse encadrer des fellahs est une erreur. Dans le secteur laitier, que ce soit dans le Haut Chéelif ou dans la Soumam, ce sont des techniciens des laiteries qui encadrent les éleveurs.

Et si, face aux minoteries qui réclament votre intervention au niveau de l'OAIC afin de disposer de plus gros quotas de céréales, vous teniez ce langage : « faites comme Amor Benamor ou Hammitouche, encadrez techniquement les fellahs de votre secteur! ». Un autre moyen pour produire plus serait d'encourager ces minoteries à acquérir des concessions agricoles.

### **TRAVAILLER AVEC LES FIRMES D'AGRO-FOURNITURE**

Mr les walis et chefs de daïra, parmi vos différents interlocuteurs, il y a une catégorie à ne pas négliger : les firmes d'agro-fourniture. Depuis plusieurs années, ces entreprises développent un réseau de technico-commerciaux qui parcourent les campagnes et sont présent dans les moindres foires agricoles. Ces firmes vulgarisent les techniques les plus modernes. Les services agricoles et les instituts techniques du MADR ne peuvent rivaliser. D'ailleurs, nombre de ces commerciaux sont d'anciens cadres des services agricoles. Ce personnel du secteur privé est généralement rémunéré à la commission. Plus ils vendent de produits aux fellahs, plus la partie variable de leur salaire augmente. Avec eux, plus de problèmes de voiture de service ou de bons d'essence. C'est l'obligation de résultats qui compte.

### **SORTIR DES SENTIERS BATTUS**

**En Algérie**, la législation est souvent kafkaïenne. Nombre de vos interventions peuvent être en limite de cette législation. L'idée est donc de trouver les failles, de pousser les limites, de trouver les bons interlocuteurs.

**Un directeur de CCLS dynamique** peut être un partenaire conséquent. Idem en cas de proximité avec un responsable local d'un réseau commercial lié à l'agro-fourniture.

Les situations étant différentes selon les régions et les hommes, il s'agit de s'adapter. Mais les principes agronomiques évoqués plus haut demeurent.

### **LAIT: QUELLES MESURES POUR REpondre A LA DEMANDE ? Djamel BELAID 10.11.2018**

Dans un pays à dominance aride et semi-aride c'est un défi pratiquement irréalisable d'assurer les besoins en produits laitiers d'une population obnubilée par le mode de consommation alimentaire occidentale. Des solutions existent pour tenter de réduire la dépendance à la poudre de lait importées.

#### **LA CONTRACTUALISATION**

Plusieurs laiteries privées offrent un bel exemple de partenariat avec les éleveurs. Afin de fidéliser les éleveurs, ces laiteries proposent des différents services : acquisition de génisses, vente d'aliment du bétail maison, aide à l'achat de matériel de récolte de fourrage, formation technique, visites vétérinaires gratuites, aide aux formalités administratives, ...

Les laiteries ne font pas cela par charité, mais simplement afin de capter « l'or blanc », ce lait frais qui permet la fabrication de meilleurs yaourts et fromages pour des consommateurs de plus en plus exigeants.

A ce titre, la réduction des quotas de poudre de lait attribués aux laiteries privées est salutaire. A ces laiteries de développer l'aide technique aux éleveurs afin de les aider à produire plus de lait. Une telle réduction des importations de poudre de lait doit cependant s'accompagner de la mise en place de moyens nouveaux permettant cette phase de transition.

#### **PAIN BLANC ET PAIN NOIR**

Il est illusoire de vouloir approvisionner la totalité de la populations en lait et produits laitiers de premier choix. Le climat aride et semi-aride de l'Algérie ne le permet pas. Il est illusoire de penser que de méga-fermes installées dans le sud du pays résoudre le problème. Par ailleurs la population croît à un rythme important. A cette augmentation de la population il faut tenir compte des exigences alimentaires liée à l'amélioration du niveau de vie. Les consommateurs recherchent plus de produits laitiers et de viande.

Aussi, tout en maintenant des qualités sanitaires et diététiques conformes aux normes internationales, il est possible de proposer aux consommateurs aux revenus les plus faibles des produits de second choix à un prix abordable.

#### **CAP SUR LES LAITS VEGETAUX**

En Europe, les consommateurs de produits végétariens sont à l'origine d'une demande à laquelle les industriels se sont adaptés. Aujourd'hui, ceux-ci produisent des laits végétaux, saucisses et steacks végétaux. Des laits végétaux peuvent être produits à base d'avoine, soja, amande ou riz. Ils sont plus faciles à produire. Du point de vue diététique, ces laits végétaux n'ont pas les mêmes propriétés que le lait de vache. Cependant, ils peuvent être enrichis en vitamines et éventuellement

être coupés de lait de vache. Une réflexion sur ce sujet mérite d'être menée.

Ces laits permettent également de produire des desserts lactés. De nombreuses firmes étrangères possèdent un savoir faire dans ce domaine. C'est le cas de Soja-Sun.fr ou Bjorg.fr par exemple.

Des investisseurs nationaux devraient saisir l'opportunité de ce marché et nouer des partenariats avec ces firmes. Par ailleurs, les diplômés nationaux en technologie alimentaire représentent une catégorie d'experts susceptibles de permettre la création de nouveaux produits adaptés au goût des consommateurs. Le développement de la charcuterie végétarienne et de celle relative à la fabrication de steacks végétaux pourrait permettre de soulager les surfaces fourragères en soustrayant la part des animaux d'engraissement.

#### DES MECANISMES COURT-CIRCUITANT LA SPECULATION SUR LA POUDRE DE LAIT

La poudre de lait subventionnée destinée à la fabrication de lait reconstitué serait, en partie, détournée par certaines laiteries afin de produire yaourts et fromages aux marges bénéficiaires plus intéressantes. Face à ce problème, il serait intéressant de réfléchir à des contre mesures. On peut penser à l'adjonction d'additifs ou à la commercialisation en détail de la poudre de lait directement au consommateur. En France, la poudre de lait est commercialisée en paquet cartonné de 300 grammes et en boîte métallique en Chine.

#### PRODUIRE PLUS DE FOURRAGES

La production d'une vache laitière est étroitement corrélée au niveau de son alimentation. Une priorité est donc d'améliorer la production fourragère. Cela passe par le développement de l'irrigation mais également par un choix judicieux d'espèces fourragères, d'itinéraires techniques de mode de récolte et de conservation.

En zone semi-aride, de grandes superficies restent consacrées à la jachère. Elles permettent actuellement le pâturage des ovins. Cependant, cette jachère pâturée qui repose sur des espèces spontanées reste peu productive. L'utilisation d'espèces fourragères sélectionnées implantées à coût modique grâce à la technique du semis directe pourrait permettre de décupler l'offre fourragère.

Le succès de l'utilisation récente de matériel de récolte pour balles rondes et d'enrubanneuses montre les gains de productivité réalisables. En permettant une plus longue conservation des fourrages récoltés en vert, les enrubanneuses ont révolutionné les modes de récolte. Ce mode de conservation permet également des échanges entre régions productrices de fourrages et bassins laitiers.

#### AMELIORATION DES RATIONS

Si l'amélioration des rations servies dans les étables dépendent des quantités de fourrages, elles dépendent également du mélange entre fourrages et additifs dont les compléments minéraux vitaminés CMV). Or, en la matière, cette pratique de mélanger différents aliments reste pratiquement inconnue en Algérie. Les bovins sont des animaux qui peuvent consommer différents types d'aliments dont des sous-produits de l'industrie agro-alimentaire.

La dotation des exploitations en distributeurs d'aliments pour bovins (DAB) peut permettre de tirer profit d'aliments de faible valeur alimentaire intrinsèque. Mais une fois combinés entre eux, et enrichis d'additifs tels les CMV et l'urée permettent la constitution de rations équilibrées.

Certains concessionnaires tels Motorest-Algérie ou Algerian-bovines importent ce type de matériel. On peut également citer l'importation de matériel d'abreuvement en continu des étables, chose essentielle lorsqu'on prétend produire du lait.

#### PETITES OU ETABLES MOYENNES ?

Il nous semble qu'il s'agit d'un faux débat. Les deux types de structures sont nécessaires. Les étables de petite taille peuvent avoir une rentabilité supérieure aux grandes structures. Par ailleurs, ce type de structure assure de l'emploi en zone rurale ; chose non négligeable étant donné le taux de chômage actuel. Ces petites étables permettent également le maintien d'une agriculture péri-urbaine qui assure un approvisionnement des urbains.

Les étables d'une cinquantaine de vaches laitières sont également un outil fondamental. A condition qu'elles disposent des superficies suffisantes pour la production de fourrages.

Cependant, la constitution de ranch en plein désert, tel que nous le font miroiter des américains est une illusion. Ce type de structures ne constitue pas une agriculture durable.

#### REDISTRIBUER LA PLUS VALUE

Actuellement ce sont essentiellement des laiteries privées et publiques qui collectent et transforment le lait frais. Depuis plusieurs années, les laiteries privées se sont lancées dans une course afin de collecter le maximum de lait frais. L'activité de transformation du lait est en effet très rentable.

Une des voies afin d'aider éleveurs à progresser est de leur permettre de mettre un pied dans la transformation de leurs produits. La plus value ainsi produite leur reviendrait et constituerait un puissant encouragement à l'amélioration de la production par l'acquisition de méthodes modernes. A la puissance publique de mettre en œuvre les outils financiers et juridiques afin de favoriser des laiteries paysannes.

# Mr BELABDI ENCORE UN PETIT EFFORT

Après les semences, développez des semoirs pour le semis-direct

## Mr BELABDI ENCORE UN PETIT EFFORT Après les semences, développez des semoirs pour le semis-direct

Djamel BELAID 18.10.2018

S'adressant à la chaîne de télévision ..... Mr Mohamed Belabdi a récemment annoncé que les stations de semences des CCLS allaient livrer 4,7 millions de quintaux de semences certifiées aux exploitations. Ces livraisons devraient se faire avec 50 jours d'avance sur le calendrier habituel.

### Mr BELABDI, DU BEAU BOULOT

Il n'est pas dans nos habitudes d'avoir des propos laudateurs, surtout concernant les CCLS. Mais force est de constater que concernant les semences, l'OAIC et son DG, font du bon boulot. L'acquisition récente de matériel de la société turque Aryurek a permis de moderniser plus de 22 stations de semences dépendant de l'office. Au matériel déjà présent, ce matériel moderne décuple les capacités des CCLS.

### UN MATERIEL DE QUALITE

Le matériel turc permet de nettoyer les semences de céréales de différentes impuretés : débris de paille mais surtout grains cassés et graines de mauvaises herbes. Jusque là, une bonne partie des exploitations utilisaient des semences non triées. D'où des semis de mauvaises herbes. Cela est notamment bien visible dans le grand sud sous pivot. L'utilisation au démarrage des pivots de semences mal triées en provenance des wilaya du nord du pays s'est accompagné d'une infestation en mauvaises herbes « nordiques ».

L'autre intérêt du matériel nouvellement installé est de pouvoir traiter les semences. Des injecteurs pulvérisent fongicides et colorants sur les semences permettant ainsi de les protéger contre un large spectre de maladies affectant les grains en germination.

Mais peu d'informations sont données par les CCLS concernant les traitements fongicides utilisés. En la matière, les programmes de traitement sont nombreux et doivent être impérativement adaptés aux risques de maladies présentés chez les céréaliers. Concernant les traitements insecticides, les mêmes interrogations subsistent.

Cela est d'autant plus préoccupant que dans le cadre de son opération Saba-Plus, la société Syngenta-Algérie a

récemment publié<sup>15</sup> des résultats d'essais qui montrent une moindre perte de pieds à la levée avec un programme de traitement de semence maison comparé au traitement de semences des CCLS. On est donc amené à se demander si les produits actuellement utilisés par les CCLS sont les plus adaptés. A moins que le lot utilisé n'ait été usiné avec du vieux matériel.

On peut également se demander si des entreprises locales de construction de matériel agricole et agro-alimentaire telles Bekaï et Djoudi Métal ne pourraient pas s'orienter vers la fabrication de pièces de rechange et voir certains composants du matériel turc. L'objectif étant à terme de couvrir une partie de nos besoins en matériel de tri et de traitement de semences par la production locale.

### APRES LES SEMENCES, LES SEMOIRS,

Mr Belabdi s'est félicité de pouvoir approvisionner les exploitations céréalières en semences de qualité avec 50 jours d'avance sur les délais habituels. C'est là un grand progrès. En effet, tout retard dans les opérations de semis se répercutent négativement sur les rendements. Ainsi, en Algérie, il n'est pas rare de voir des semis réalisés fin décembre. Cela est une hérésie. La plante n'a pas le temps de constituer un véritable réseau racinaire et est donc plus sensible aux risques de coups de sec au printemps.

Mais avoir des semences certifiées à temps ne garantit pas des semis à temps. En effet, les itinéraires techniques font encore la part belle au labour. Or, tous les céréaliers d'Espagne et d'Australie vous le diront, en conditions semi-arides, rien ne vaut le non-labour avec semis direct (SD).

Or, le semis technique nécessite des semoirs particuliers. Ils doivent posséder des disques ou des dents assez puissants afin de travailler le sol sur quelques centimètres et enterrer les semences de blé et apporter de l'engrais. L'intérêt de cette technique est de semer 6 fois plus vite que la technique traditionnelle avec labour.

Le drame est qu'en Algérie nous ne fabriquons pas ces semoirs. Les quelques gros céréaliers et CCLS qui utilisent cette technique le font avec de lourds semoirs importés d'Europe, USA ou Brésil. Des possibilités de production locale de semoirs SD existent ; non pas de lourds semoirs SD à la technologie sophistiquée, mais des semoirs low-cost adaptés à nos conditions. Cette

15 Voir le site you tube Syngenta Algérie Saba Plus.

démarche à notamment été suivie en Syrie, Irak et Jordanie.

#### UN CHALLENGE POUR Mr BELABDI

Pour L'OAIC et son DG Mr BELABDI, après le succès de l'augmentation de la production de semences certifiées, il s'agit de faire vulgariser le semoir Boudour de CMA-SOLA. Il s'agit de faire sortir ce semoir de sa tour d'ivoire. L'idéal serait de ré-éditer, l'expérience réussie de la mobilisation d'artisans à El-Oued qui a permis la construction locale de centaines de pivots rotatifs. Le plus difficile est de recréer cette synergie

qui a existé à El Oued entre différentes parties: agriculteurs, investisseurs et artisans soudeurs.

Un objectif intermédiaire pour être de modifier les semoirs conventionnels de CMA-SOLA pour les adapter au semis direct.

Il est évident qu'il existe des lourdeurs administratives, d'où l'intérêt de travailler en collaboration entre membres de la même filière.

# IMPORTATIONS DE BLE RUSSE.

Interview accordée à DZIRI.com le 25.10.2018.

## IMPORTATIONS DE BLE RUSSE

Interview accordée à DZIRI.com le 25.10.2018

### **1/Quelle est votre appréciation du bilan de la production céréalière de l'Algérie 2018?**

Incontestablement, cette récolte de 60 millions de quintaux de céréales montre les progrès de la filière. Certes, les pluies ont été abondantes mais elles n'ont fait que valoriser les efforts des céréaliers. La production locale de tracteurs n'a jamais aussi été élevée. Cette meilleure disponibilité en moyen de traction permet d'emblaver plus de surfaces. Grâce à la mise en service de nouveaux équipements fournis par la société turque Akyurek, l'OAIC, à travers ses CCLS, a contribué à couvrir les besoins en semences certifiées. Ce matériel moderne a considérablement renforcé les capacités déjà existantes. Outre, la qualité des semences, les CCLS ont été en mesure de fournir avec 50 jours d'avance les céréaliers. Cela a réduit les semis tardifs qui pénalisent fortement les rendements.

### ***L'apport des firmes d'agro-fournitures***

Un autre facteur, trop souvent oublié, est la présence sur le terrain des firmes d'agro-fournitures. Qu'il s'agisse d'investisseurs privés ou de grands groupes étrangers (Syngenta, Timac Agro filiale du Groupe Roullier), les campagnes sont aujourd'hui quadrillées par des réseaux de technico-commerciaux qui réalisent un véritable travail de vente et de vulgarisation. Cette année par exemple, à travers sa campagne Saba-Plus, Syngenta-Algérie a animé de nombreuses journées techniques en salle et sur le terrain à travers la visite de parcelles d'essais. Ainsi, aujourd'hui de nombreux céréaliers utilisent comme désherbants les mêmes molécules que les gros céréaliers du bassin parisien. En matière d'engrais au traditionnel super-phosphate, est venue s'ajouter une foule de formulations plus efficaces.

Concernant les surfaces irriguées, elles progressent que ce soit celles en irrigation de complément ou dans le sud les surfaces sous pivot.

### ***Meilleure maîtrise de l'itinéraire technique***

Nombre d'ingénieurs agronomes et de techniciens – voire d'universitaires investissant dans le secteur agricole – sont présents dans les exploitations. Nombreux sont ceux qui mettent en pratique des techniques modernes : semis direct à Sétif ou traitements fongicides à Constantine. Le non-labour

avec semis direct permet de réduire de 40% les coûts de mécanisation et de semer 6 fois plus vite. A Sétif, un groupe de céréaliers, conseillés par des universitaires, vont jusqu'à analyser chaque hiver l'azote du sol afin d'affiner les doses d'engrais azotés à apporter au printemps. Ainsi, aux côtés d'agriculteurs traditionnels, apparaît une nouvelle catégorie de céréaliers performants.

### **2/Comment jugez-vous la dépendance de l'Algérie à l'importation des céréales, autrement avons-nous les moyens de devenir indépendant à l'importation à moyen terme?**

Actuellement, l'autonomie en céréales est impossible. En effet, l'Algérie ne possède pas de vastes plaines avec du tchernoziom, ces sols noirs de Russie et d'Ukraine disposant de 3 à 10% de matière organique et profond de 1 à 6 mètres. En Algérie, les sols sont peu épais et n'ont, en moyenne, que 1 à 1,5% de matière organique. Ils reposent pour beaucoup sur une couche de calcaire peu favorable au développement des racines. Par ailleurs, la population algérienne augmente rapidement. Le consommateur désire plus de viandes et de produits laitiers. D'où les surfaces en orge consacrées à nourrir les animaux. L'objectif immédiat est donc avant tout de réduire les importations de blé tendre.

### ***Il existe de fortes réserves de productivité***

Pour cela, il existe de fortes réserves de productivité. Un expert australien a dit de l'Algérie que nous avons 30 ans de retard sur ce qui se fait aujourd'hui en Australie. S'il nous faut poursuivre les efforts en matière d'irrigation de complément, dans le cas des cultures non irriguées, il s'agit surtout de définir les itinéraires techniques les mieux adaptés à nos conditions. Ainsi, une grande majorité d'agriculteurs continuent à labourer le sol. Or, labourer prend du temps, coûte cher, assèche le sol et favorise l'érosion d'où un envasement des barrages. Concernant les engrais, le fort taux de calcaire et le déficit hydrique nous oblige à localiser les engrais au semis. Quant au désherbage, sous nos conditions, il est vital afin de réserver le peu d'eau du sol aux seuls plants de blé. Or, qu'il soit mécanique ou chimique, le désherbage reste encore non généralisé. Seuls des itinéraires techniques économes en eau et sobres en matériel et intrants nous permettrons d'intéresser les céréaliers à cultiver plus de blé.

### ***Pour un matériel et des formes d'organisation appropriées***

Il s'agit donc de mettre à leur disposition le matériel nécessaire et les formes d'organisation les plus appropriées. Nous ne produisons ni les semoirs qui permettraient de s'affranchir du labour et de localiser les engrais ni les herses étrilles et autres houes mécaniques qui permettraient aux petits fellahs de désherber mécaniquement à moindre frais. Pourtant, à Oued Souf, des artisans soudeurs ont su concevoir les pivots artisanaux qui ont permis le succès de la pomme de terre dans cette région. Il est à espérer que cette succes story soit réitérée dans le cas des céréales avec la fabrication locale de semoirs low-cost pour semis direct. Un cluster machinisme agricole mériterait d'être mis sur pied.

### ***Céréaliers, produire plus de valeur ajoutée***

Quant aux formes d'organisation, si les chambres d'agriculture sont encore à leur début, il doit y avoir à leurs côtés des coopératives céréalières paysannes. Comme dans les grands pays agricoles, indépendantes d'une bureaucratie tatillonne, elles doivent pouvoir recruter elles même directeur, ingénieurs et techniciens avec un seul mot d'ordre : « l'obligation de résultats ». Elles doivent pouvoir également transformer le grain en semoule, voire en pâtes alimentaires et ainsi produire plus de valeur ajoutée. C'est là le moyen de rendre plus attractif la culture des céréales et de pérenniser cette attractivité. Actuellement l'élevage du mouton reste très rémunérateur, et si ce n'étaient les subventions publiques, bon nombre de terres à blé seraient consacrées exclusivement au mouton. C'est dire l'urgence de revisiter nos façons de faire.

### ***Transformateurs, des réseaux d'appui technique aux céréaliers***

En attendant, il s'agit d'orienter les transformateurs vers la création de réseaux d'appui technique aux céréaliers comme le font groupe Benamor ou Smid Tell. Dans le cas de la tomate industrielle, ce sont des conserveries qui ont vulgarisé les techniques modernes permettant de tripler les rendements. Des laiteries privées ont également mis sur pied un tel appui technique.

Enfin, un statut du fermage permettrait de légaliser la location des terres agricoles et sortirait de l'informel bon nombre de céréaliers qui n'ont donc pas accès aux prêts de campagnes et subventions.

### ***3/Que pensez-vous de la décision de l'Algérie de diversifier ses fournisseurs en blé (Polémique concernant une possibilité d'achat de blé russe) ?***

Le blé russe bénéficie d'un avantage, il est moins cher de 20 dollars la tonne par rapport aux blés français. Ce différentiel est lié aux coûts de production : faibles salaires à l'Est et taille des exploitations : 150 hectares en moyenne en France contre 1000 à 2000 hectares en Russie. Nous avons donc tout intérêt à consommer,

comme les Egyptiens et les Marocains, du blé russe. C'est en 2016 que du fait d'une faible récolte, la France a perdu des parts de marché en Afrique au profit de la Russie.

### ***Russie et l'Ukraine, des terres fertiles***

La Russie et l'Ukraine ont des terres fertiles et une population qui n'augmente pas ou peu. De ce fait, ces pays de la mer Noire sont des exportateurs avec qui il faudra compter. Leur blé est naturellement riche en protéines, ce qui n'est pas le cas des blés français. Jusqu'à présent, les céréaliers français privilégiaient le rendement au détriment des protéines. Sans aucun état d'âme, ils versaient dans le trou du silo de la coopérative des remorques entières de blé fourragers. Il fallait faire du tonnage. De quoi remplir rapidement un train pour l'export via le port de Rouen. Par ailleurs, les opérations de nettoyage des grains n'étaient pas systématiques. « Papa, j'ai honte du blé français que j'ai vu débarquer en Egypte » m'a confié un jour un céréalier du bassin parisien dont la fille travaillait dans le négoce. Aujourd'hui sous l'impulsion, notamment de Rémi Haquin, président du conseil de FranceAgriMer, la filière française tente de conserver ses parts de marché en jouant la carte de la qualité. Ainsi, les silos sont aujourd'hui équipés d'analyseurs à infra-rouge permettant de déterminer de façon instantanée le taux de protéines de toute remorque de blé arrivant devant un silo.

### ***Protéines, contrainte des mesures environnementales***

Par ailleurs, la sélection s'oriente vers des variétés permettant de meilleurs taux de protéines et valorisant mieux les apports d'engrais azotés. Mais ce n'est pas chose facile, car les mesures environnementales visant à lutter contre la pollution des nappes phréatiques par les nitrates contraignent les céréaliers à réduire leurs apports d'azote. Les blés français sont également handicapés par les pluies d'été. Alors que les grains ne sont pas encore récoltés, le développement de moisissures sur les épis est à l'origine de la présence de mycotoxines (D.O.N) dangereuses pour la santé. En 2016, le phénomène était tel que lorsqu'on se promenait près d'un champs de blé, on pouvait être dérangé par une odeur de moisi.

### ***Blés de la mer Noire, sujets à des attaques de punaises***

De leur côté les blés de la mer Noire sont sujet à des attaques de punaises qui réduisent le poids spécifique et les propriétés de panification. Selon Pierre Duclos, président d'Agri Trade Consulting : « il y a une autorisation maximale de 0,10 % (de grains punaisés) dans le cahier des charges de l'OAIC et les blés russes sont en général entre 0,50 et 0,70 % alors qu'ils étaient par le passé plutôt entre 1 et 1,50 % », explique-t-il. L'OAIC a le choix de réduire son cahier des charges. On peut se demander si une telle décision pourrait être prise face à la sensibilité de l'opinion publique très

sensible sur la qualité sanitaire des cargaisons de blés déchargées au niveau du port d'Alger. De son côté, afin de conquérir de nouveaux marchés, le partenaire russe a tout intérêt à montrer qu'il est capable de nouveaux progrès.

#### ***Transport ferroviaire russe, un manque de wagons***

La volonté d'être présent sur le marché de l'export est tel que nul doute que la filière russe saura trouver la parade. D'autant plus que cette filière fait l'objet de lourds investissements dans les infrastructures portuaires. De grands groupes de négoce tels Louis Dreyfus Company ou Cargill investissent dans des terminaux céréaliers à Novorossiisk. Il est à espérer des progrès dans le transport ferroviaire russe qui a souvent été montré du doigt pour le manque de wagons.

Les récentes visites d'experts algériens dans les ports russes auront permis de vérifier des capacités locales d'exportations. Comme le port de Rouen, les ports russes disposent aujourd'hui de quais capables de recevoir des cargos de fort tonnage de type Panamax.

Si comme l'autorité égyptienne en charge des céréales (GASC), l'OAIC venait à choisir le blé russe, cela ne

passerait pas inaperçu. L'Algérie est en effet le plus gros client de la France. Selon France Export Céréales, près de 4,3 millions de tonnes de blé ont été exporté vers l'Algérie en 2017/2018. Un tel choix pourrait faire l'objet de fortes pressions de la part du partenaire français. En effet, avec la nouvelle mouture de la Politique Agricole Commune, les céréaliers vont voir se réduire le montant des aides. Le Brexit verra également une réduction du budget agricole du fait de la perte des contributions anglaises.

Le choix vers le blé russe obligerait les meuniers algériens à travailler des grains plus durs, d'où une nécessaire adaptation et des coûts de mouture quelque peu plus élevés. Mais ils y gagneront en taux de protéines. Selon les meuniers du Cameroun, Sénégal et Maroc qui l'utilisent depuis 2016, le blé russe permet de produire toute sorte de farine : ménagère, boulangère ou pâtisserie. Et ils en sont satisfait.



# 5 EME MANDAT, MEME LE LAIT CONCERNE ?

## Quand le débat sur la production de lait devient politique.

### 5 EME MANDAT, MEME LE LAIT CONCERNE ? Quand le débat sur la production de lait devient politique.

Djamel BELAID 2.11.2018

Un récent article<sup>16</sup> du site « Maghreb Emergent » concernant la filière lait en Algérie trace un bilan catastrophique de la situation de ce secteur. Certes, le montant des importations de poudre de lait est affolant. Ces importations nous coûtent de plus en plus cher. Cependant à ne voir que des aspects négatifs dans un secteur où nombre d'éleveurs laitiers, laiteries et entreprises déploient des trésors d'innovations techniques révèle d'une certaine myopie ; à moins que l'auteur ne soit utilisé à son insu pour de sombres desseins. La négation des réussites de ces dernières années est prégnante. C'est à se demander si le débat économique n'est pas contaminé par le débat politique.

#### L'ARTICLE EN QUESTION

Ce qui est troublant dans un tel article est la litanie des dysfonctionnements constatés. Nulle intention de notre part de les masquer. Mais analyser un problème, c'est déjà trouver la cause d'un dysfonctionnement. Donc, à tout problème, doit suivre des propositions de solutions. Mais, là nulle trace de propositions (si ce n'est pour « de grands élevages »). A part, parfois quelques rapides généralités : « mise en place de modules des grands élevages pour élever cette filière au rang d'un tissu industriel par l'acquisition de la technologie des conduites informatisées des cheptels ». Faut-il absolument passer par un ordinateur pour nourrir une vache ? Si une gestion rigoureuse d'un atelier bovin passe par l'outil informatique, l'urgence actuelle est de mieux valoriser les fourrages disponibles.

A ce petit jeu, c'est à se demander s'il ne s'agit pas là d'une tentative de réponse aux dernières assises de l'agriculture. C'est une hypothèse que nous soumettons à l'attention de chacun. En effet, selon certains observateurs, celles-ci n'auraient eu pour seul but d'établir par des laudateurs patentés un bilan positif du secteur agricole et ainsi apporter un soutien à l'idée d'un

cinquième mandat présidentiel.

Que ce soit de la part d'un camp ou de l'autre, l'agriculture doit rester loin des querelles de chapelles. Ce secteur a besoin d'analyses, de bilans, de perspectives constructives. L'enjeu de nourrir 40 millions d'habitants dans un pays à dominante semi-aride et aride est trop grand pour se prêter à des luttes d'influence ou à des constats béats sur une impuissance présumée de notre agriculture.

#### SUR LA RENTABILITE DES PETITES EXPLOITATIONS

Les petites exploitations sont raillées dans l'article. Or, il est établi que de petites exploitations agricoles peuvent avoir une rentabilité meilleure à de grands complexes. Par ailleurs, comme le note l'agro-économiste Omar Bessaoud, l'agriculture algérienne emploie un million de familles. Leur travail permet de satisfaire, en partie, les consommateurs. Leur travail leur permet ainsi d'avoir un revenu. Confier notre agriculture à de seules entreprises de grandes taille, c'est denier la contribution du secteur agricole à l'emploi. Par ailleurs, la politique de l'emploi en milieu agricole et rural est le seul moyen d'éviter l'exode rural. Nourrir encore plus de populations urbaines entassées dans des agglomérations, la plupart du temps situées sur les meilleures terres agricoles n'aurait pas de sens.

Quant aux grands complexes laitiers installés en plein désert que nous promettent des investisseurs américains, leur réussite est aléatoire. Les lobbyistes pro-américains sont à l'oeuvre. Mais à part des consortiums véreux venus des USA car attirés par le soutien que consentent les pouvoirs publics, nous n'avons pas vu de réalisations concrètes.

Par contre dans la région du M'Zab, des investisseurs locaux, installés sur des exploitations à taille humaine, ont su mobiliser des ressources fourragères pour développer la production locale de lait.

#### POUDRE DE LAIT, MIEUX MAITRISER LE MARCHE

Le montant de la facture liée aux importations de lait en poudre est de plus en plus élevée. Cette situation n'est pas tenable. Aux pouvoirs publics de réagir. Nous aurions aimé quelques suggestions de la part des

16 "La production algérienne de lait ne couvre que 15% des besoins locaux" (Akli Moussouni). Par Maghreb Émergent. 28 octobre 2018

contradicteurs.

Selon les potentialités climatiques et agricole, les pouvoirs publics doivent conditionner la délivrance aux laiteries de quota de poudre de lait par l'engagement de celle-ci dans la production locale – directe ou indirecte - de lait frais. Cette production pouvant se faire par l'investissement dans des fermes laitières, mais surtout par l'encadrement technique des éleveurs.

Quant à la distribution du lait en poudre, elle pourrait être revue. Actuellement, la méthode de reconditionnement par ajout d'eau est privilégiée. De nombreuses laiteries en profitent pour « faire leur beurre ». Elles détournent cette poudre pour faire du fromage et ainsi maximiser leurs marges bénéficiaires. Question : dans de nombreux pays, le lait en poudre est commercialisé sous forme de paquets de 300 grammes et ce sont les consommateurs qui rajoutent chez eux de l'eau pour en faire du lait. Pourquoi ne pas faire de même en Algérie ? Les livraisons de poudre de lait aux laiteries seraient alors réservées à la seule production de fromages et de desserts lactés et donc facturés comme il se doit.

#### PRODUCTION DE LAIT FRAIS, POUR ALLER DE L'AVANT

Les éleveurs et les professionnels de la filière ont certainement des suggestions afin de développer la production. A Sétif, la coopérative d'élevage Anfel produit du « mash fourrage », une sorte de mélange de différents aliments et fourrages qui améliore les performances des animaux. A Constantine, les éleveurs laitiers ont été aidés par laiterie Soummam pour bénéficier d'enrubanneuses et mieux conserver leur fourrage. Dans le Haut-Chélif, des laiteries recrutent des vétérinaires et les mettent à la disposition des éleveurs adhérents. Le centre national d'insémination animale propose des méthodes modernes pour améliorer la rentabilité des élevages.

Aux décideurs régionaux d'agir sur ces différents leviers. Il existe des solutions concrètes pour améliorer la production et répondre aux pleureuses qui ne voient que dysfonctionnements et font silence des réussites.

Parmi, toutes ces solutions techniques et organisationnelles, il nous semble que développer le soutien technique des éleveurs par les laiteries privées et publiques est d'une urgence nécessaire. Ces laiteries captent l'or blanc des éleveurs. A elles d'investir dans la production. Et d'ailleurs, certaines jouent le jeu. A cet égard l'analyse de leur expérience à des fins de généralisation s'avère urgente.

#### POUVOIRS PUBLICS, DIRE LA VERITE AUX ALGERIENS

Promettre à chaque consommateur algérien – 40

millions de consommateurs - du lait et des produits laitiers est une voie hasardeuse. Cette stratégie repose sur l'importation d'aliments concentrés pour bétail et de poudre de lait. Tôt ou tard, face à la chute des revenus pétroliers et à l'augmentation des besoins de la population, cette voie apparaîtra comme un échec. Aux pouvoirs publics d'informer les consommateurs de l'impossibilité pour nous de suivre le modèle de consommation occidentale.

Ainsi, il est impensable de songer à des steacks « Made in Algeria » pour tous. La filière d'engraissement de jeunes veaux localement peut être améliorée par l'importation de veaux des ex-pays de l'Est, par l'amélioration des disponibilités locales en fourrages et de la conduite. Mais les énormes besoins en eau qu'exige ce type de production ne pourra jamais en faire un produit de large consommation (sauf pour les hauts revenus). Mais proposer des steacks végétaux est une voie à explorer.

Dès aujourd'hui, il s'agit de proposer aux consommateurs locaux des produits de substitutions : laits végétaux ainsi que fromages et desserts lactés dérivés de ce type de lait. En la matière il s'agit de s'inspirer des innovations du secteur agro-alimentaire des firmes étrangères orientées vers la satisfaction des consommateurs européens végétariens.

A ce titre, il est indécent de voir des investisseurs locaux penser à exporter des produits laitiers en Mauritanie comme le propose Falait avec son fromage Tartino.

En définitive, face aux insuffisances et dysfonctionnements dont se gaussent les détracteurs, nous pensons qu'il existe des alternatives. Cependant, à différents niveaux des institutions, les pouvoirs publics restent dans une position attentiste par incompetence technique et organisationnelles et par effet des pressions de lobby. Mais pour notre part, surtout en ce début de mois de Novembre, nous sommes loin de tomber dans le défaitisme. Aux patriotes en tout point du territoire et à différents niveaux des filières animales de relever le défi. D'autres, avant nous en Novembre 1954 ont relevé des défis bien plus grands. La profession agricole en est capable. Encore faut-il que contrairement aux détracteurs et pleureuses de tout bord, nous soyons déterminés, après une analyse sans complaisance de la situation, à formuler des propositions constructives.

Nous en sommes capables.

# QUELLES MESURES POUR REpondre A LA DEMANDE?

## Développer la contractualisation.

### LAIT: QUELLES MESURES POUR REpondre A LA DEMANDE ?

**Djamel BELAID 10.11.2018**

Dans un pays à dominance aride et semi-aride c'est un défi pratiquement irréalisable d'assurer les besoins en produits laitiers d'une population obnubilée par le mode de consommation alimentaire occidental. Des solutions existent pour tenter de réduire la dépendance à la poudre de lait importées.

#### LA CONTRACTUALISATION

Plusieurs laiteries privées offrent un bel exemple de partenariat avec les éleveurs. Afin de fidéliser les éleveurs, ces laiteries proposent des différents services : acquisition de génisses, vente d'aliment du bétail maison, aide à l'achat de matériel de récolte de fourrage, formation technique, visites vétérinaires gratuites, aide aux formalités administratives, ...

Les laiteries ne font pas cela par charité, mais simplement afin de capter « l'or blanc », ce lait frais qui permet la fabrication de meilleurs yaourts et fromages pour des consommateurs de plus en plus exigeants.

A ce titre, la réduction des quotas de poudre de lait attribués aux laiteries privées est salutaire. A ces laiteries de développer l'aide technique aux éleveurs afin de les aider à produire plus de lait. Une telle réduction des importations de poudre de lait doit cependant s'accompagner de la mise en place de moyens nouveaux permettant cette phase de transition.

#### PAIN BLANC ET PAIN NOIR

Il est illusoire de vouloir approvisionner la totalité de la populations en lait et produits laitiers de premier choix. Le climat aride et semi-aride de l'Algérie ne le permet pas. Il est illusoire de penser que de méga-fermes installées dans le sud du pays résoudront le problème. Par ailleurs la population croît à un rythme important. A cette augmentation de la population il faut tenir compte des exigences alimentaires liée à l'amélioration du niveau de vie. Les consommateurs recherchent plus de produits laitiers et de viande.

Aussi, tout en maintenant des qualités sanitaires et diététiques conformes aux normes internationales, il est possible de proposer aux consommateurs aux revenus

les plus faibles des produits de second choix à un prix abordable.

#### CAP SUR LES LAITS VEGETAUX

En Europe, les consommateurs de produits végétariens sont à l'origine d'une demande à laquelle les industriels se sont adaptés. Aujourd'hui, ceux-ci produisent des laits végétaux, saucisses et steacks végétaux. Des laits végétaux peuvent être produits à base d'avoine, soja, amande ou riz. Ils sont plus faciles à produire. Du point de vue diététique, ces laits végétaux n'ont pas les mêmes propriétés que le lait de vache. Cependant, ils peuvent être enrichis en vitamines et éventuellement être coupés de lait de vache. Une réflexion sur ce sujet mérite d'être menée.

Ces laits permettent également de produire des desserts lactés. De nombreuses firmes étrangères possèdent un savoir faire dans ce domaine. C'est le cas de Soja-Sun.fr ou Bjorg.fr par exemple.

Des investisseurs nationaux devraient saisir l'opportunité de ce marché et nouer des partenariats avec ces firmes. Par ailleurs, les diplômés nationaux en technologie alimentaire représentent une catégorie d'experts susceptibles de permettre la création de nouveaux produits adaptés au goût des consommateurs. Le développement de la charcuterie végétarienne et de celle relative à la fabrication de steacks végétaux pourrait permettre de soulager les surfaces fourragères en soustrayant la part des animaux d'engraissement.

#### DES MECANISMES COURT-CIRCUITANT LA SPECULATION SUR LA POUdRE DE LAIT

La poudre de lait subventionnée destinée à la fabrication de lait reconstitué serait, en partie, détournée par certaines laiteries afin de produire yaourts et fromages aux marges bénéficiaires plus intéressantes. Face à ce problème, il serait intéressant de réfléchir à des contre mesures. On peut penser à l'adjonction d'additifs ou à la commercialisation en détail de la poudre de lait directement au consommateur. En France, la poudre de lait est commercialisée en paquet cartonné de 300 grammes et en boîte métallique en Chine.

#### PRODUIRE PLUS DE FOURRAGES

La production d'une vache laitière est étroitement

corrélée au niveau de son alimentation. Une priorité est donc d'améliorer la production fourragère. Cela passe par le développement de l'irrigation mais également par un choix judicieux d'espèces fourragères, d'itinéraires techniques de mode de récolte et de conservation.

En zone semi-aride, de grandes superficies restent consacrées à la jachère. Elles permettent actuellement le pâturage des ovins. Cependant, cette jachère pâturée qui repose sur des espèces spontanées reste peu productive. L'utilisation d'espèces fourragères sélectionnées implantées à coût modique grâce à la technique du semis direct pourrait permettre de décupler l'offre fourragère.

Le succès de l'utilisation récente de matériel de récolte pour balles rondes et d'enrubanneuses montre les gains de productivité réalisables. En permettant une plus longue conservation des fourrages récoltés en vert, les enrubanneuses ont révolutionné les modes de récolte. Ce mode de conservation permet également des échanges entre régions productrices de fourrages et bassins laitiers.

Outre les fourrages, il s'agit de développer le contrôle laitier et l'insémination artificielle.

#### AMELIORATION DES RATIONS

Si l'amélioration des rations servies dans les étables dépendent des quantités de fourrages, elles dépendent également du mélange entre fourrages et additifs dont les compléments minéraux vitaminés CMV). Or, en la matière, cette pratique de mélanger différents aliments reste pratiquement inconnue en Algérie. Les bovins sont des animaux qui peuvent consommer différents types d'aliments dont des sous-produits de l'industrie agro-alimentaire.

La dotation des exploitations en distributeurs d'aliments pour bovins (DAB) peut permettre de tirer profit d'aliments de faible valeur alimentaire intrinsèque. Mais une fois combinés entre eux, et enrichis d'additifs tels les CMV et l'urée permettent la constitution de rations équilibrées.

Certains concessionnaires tels Motorest-Algérie ou Algerian-bovines importent ce type de matériel. On peut également citer l'importation de matériel d'abreuvement en continu des étables, chose essentielle lorsqu'on prétend produire du lait.

#### PETITES OU ETABLES MOYENNES ?

Il nous semble qu'il s'agit d'un faux débat. Les deux types de structures sont nécessaires. Les étables de petite taille peuvent avoir une rentabilité supérieure aux grandes structures. Par ailleurs, ce type de structure assure de l'emploi en zone rurale ; chose non négligeable étant donné le taux de chômage actuel. Ces petites étables permettent également le maintien d'une agriculture péri-urbaine qui assure un approvisionnement des urbains.

Les étables d'une cinquantaine de vaches laitières sont également un outil fondamental. A condition qu'elles disposent des superficies suffisantes pour la production de fourrages. Les exploitations, petites ou grandes doivent aller vers plus d'autonomie fourragères et notamment améliorer la production de fourrages verts.

Cependant, la constitution de ranch en plein désert, tel que nous le font miroiter des américains est une illusion. Ce type de structures ne constitue pas une agriculture durable.

#### REDISTRIBUER LA PLUS VALUE

Actuellement ce sont essentiellement des laiteries privées et publiques qui collectent et transforment le lait frais. Depuis plusieurs années, les laiteries privées se sont lancées dans une course afin de collecter le maximum de lait frais. L'activité de transformation du lait est en effet très rentable.

Une des voies afin d'aider éleveurs à progresser est de leur permettre de mettre un pied dans la transformation de leurs produits. La plus-value ainsi produite leur reviendrait et constituerait un puissant encouragement à l'amélioration de la production par l'acquisition de méthodes modernes. A la puissance publique de mettre en œuvre les outils financiers et juridiques afin de favoriser des laiteries paysannes.

# ISSAD REBRAB, LE PDG QUI AIME LES SUBVENTIONS PUBLIQUES

**"Un tueur au visage d'ange".**

## ISSAD REBRAB, LE PDG QUI AIME LES SUBVENTIONS PUBLIQUES

Djamel BELAID 11.11.2018

Mr Issad REBRAB clame haut et fort que ses investissements dans la trituration des oléagineux sont bloqués. Au delà des motifs de ce « blocage », doit-on laisser entre les mains d'une seule entreprise privée le raffinage du sucre et la trituration des graines d'oléagineux ? La constitution d'un tel monopole n'est-il pas sans risque pour le consommateur ? Par ailleurs au lieu de de projeter l'importation de graines d'oléagineux ne faudrait-il pas comme nos voisins marocains en produire localement ? Face au « blocage » de son projet, Mr Rebrab a déclaré "Ils ne veulent pas qu'un Kabyle émerge, progresse et réussisse". A quel jeu joue le PDG de Cevital ?

### CEVITAL, CHAMPION DE L'IMPORT-IMPORT

Dans ses nombreuses interventions dans les médias, le PDG de Cevital n'hésite pas à se prévaloir du patriotisme économique : réduction des importations de produits alimentaires, création d'emplois. Mais en examinant son activité de transformateurs, il apparaît que l'activité de cette entreprise est principalement tournée vers l'import. Un fait concret le montre. Et les admirateurs du parcours de ce patron devraient à chaque fois avoir ce fait en tête : les ateliers de transformations de Cevital sont tous, sans exception, sur des ports : ateliers de raffinage du sucre brut brésilien, ateliers de raffinage des huiles brutes ukrainiennes.

Il est étonnant qu'aucune structure de transformation ne soit située en zone agricole. En effet, une telle situation indiquerait une volonté de transformer la matière première des agriculteurs. Mais avec Cevital, point d'une telle volonté. Des usines sur les ports et c'est tout. A ce titre, en la matière on peut dire que Mr Rebrab est le roi de l'import.

Il est à remarquer que les autres transformateurs ont des installations sur les ports ou à quelques kilomètres des bateaux qui déchargent la matière première étrangère.

MAROC, 50% DU SUCRE PRODUIT

### LOCALEMENT

On pourrait objecter qu'il n'est pas possible de produire des plantes sucrières et des oléagineux en Algérie. Or, rien n'est plus faux. Chacun sait qu'à l'époque du Président Houari Boumédiène l'Algérie produisait de la betterave à sucre. Depuis les années 70, la culture de la betterave à sucre a connu une révolution concernant l'itinéraire technique. Les semences monogermes, le désherbage chimique et les effeuilleuses-arracheuses permettent une totale mécanisation de cette culture. Par ailleurs, pour produire du sucre, il est possible d'utiliser l'amidon de la pomme de terre ou de l'orge. On obtient alors un sirop de glucose très utilisé par l'industrie agro-alimentaire. Les rébus de dattes offrent par ailleurs d'énormes possibilités de production de sucre.

### « UN TUEUR AU VISAGE D'ANGE »

Il est intéressant de reprendre les déclaration de la première fortune d'Algérie au quotidien « Temps d'Algérie<sup>17</sup> ». Ses propos vont systématiquement dans le sens du dénigrement des possibilités de production locale de sucre en Algérie.

Lorsque la journaliste Nassima Bensalem lui demande si l'Algérie pourra-t-elle un jour produire le sucre, à partir notamment de la betterave sucrière et de la canne à sucre, d'un geste de la main, il balaie cette possibilité en déclarant « L'Algérie ayant un grand déficit hydrique aura difficilement la possibilité de produire de la canne à sucre ou de la betterave sucrière qui sont des cultures grandes consommatrices d'eau. » Ces propos sont étonnant lorsqu'on sait qu'au Maroc 50% des besoins en sucre sont produits localement justement grâce à ces deux cultures.

Pour enfoncer le clou, il n'hésite pas à rajouter : « Il est plus rentable pour notre pays d'importer du sucre brut, de le raffiner pour créer de la valeur ajoutée, plutôt que de produire de la canne ou de la betterave. » Et à qui confier cette mission ? A Cevital, bien sûr !

Et pour être tout a fait sûr d'éviter une quelconque concurrence il n'hésite pas à faire mentir l'histoire : « D'ailleurs, notre pays en a fait l'expérience dans les

années 70 à travers les sucreries de l'Enasucré de Guelma et de Khemis Miliana et les pouvoirs publics ont décidé d'arrêter la culture de la betterave. » Or, plusieurs études montrent que les dysfonctionnements de la filière de l'époque étaient plus dues à un mauvais management qu'à une impossibilité climatique ou agronomique. Pour se prononcer sur le sujet, Mr Rebrab aurait dû se renseigner au lieu d'affirmer des sottises. Depuis les années 70, les techniques de culture de la betterave ont évolué.

Et comme si cela ne suffisait pas, le PDG millionnaire assène : « Quant à la canne à sucre, elle n'est rentable que dans des pays tropicaux. Nous n'avons pas ce climat en Algérie. La valeur des quantités d'eau nécessaires pour la production d'un kilogramme de sucre est bien supérieure au coût d'un kilogramme de sucre roux importé. » C'est oublier les techniques modernes d'irrigation et la nécessité de se couvrir des risques de la spéculation internationale sur le sucre en garantissant un minimum de production locale. Il est à remarquer qu'à Guelma, le Groupe Benamor a contribué à multiplier par trois le rendement d'un produit plus fragile que la betterave à sucre : la tomate industrielle. Pourquoi déclarer que nos agriculteurs ne seraient pas capable de produire de la betterave quand on voit les excédents actuels de pomme de terre ?

La conclusion des propos partiels et partiaux de Mr Rebrab est alors de dire : « Il est donc préférable de préserver nos ressources en eau, produire des cultures maraîchères ou autres produits agricoles qui consomment moins d'eau et dont la valeur sur le marché mondial est supérieure à celle du sucre. » Or, si la canne à sucre est consommatrice d'eau, cela est moins le cas pour la betterave à sucre. Mais cela Mr Rebrab ne nous le dit pas. Par contre le message caché est de le laisser faire un business juteux en continuant à importer du sucre roux brésilien.

#### OLEAGINEUX, UNE POSITION PLUS NUANCEE

Toujours dans le même entretien avec la journaliste Nassima Bensalem, le PDG de Cevital a une position plus nuancée concernant les oléagineux. Il entrevoit la possibilité de leur culture localement : « Par contre, il serait intéressant pour notre pays d'encourager la culture des graines oléagineuses à la place de la jachère une année sur deux après la culture des céréales. »

Il ajoute : « De plus, il faut savoir que les graines oléagineuses sont des légumineuses qui enrichissent les terres en azote. » On notera au passage sa confusion entre oléagineux et légumineuses. En effet, les oléagineux n'enrichissent pas le sol en azote. Et sa conclusion est fautive : « Elles permettent ainsi aux agriculteurs d'économiser des engrais et d'avoir une récolte annuelle au lieu d'une tous les deux ans, d'autant plus que les graines oléagineuses sont plus chères sur le marché mondial que les céréales. »

Au delà de cette confusion entre deux espèces, les

oléagineux possèdent des avantages agronomiques évidents. Mais, ce n'est pas au niveau des économies d'engrais qu'il faut aller les chercher ; c'est surtout au niveau de la rotation des cultures. En intercalant une culture d'oléagineux entre des céréales, on casse le cycle des ennemis des céréales et de certaines espèces de mauvaises herbes.

Cependant quant à affirmer « Ce qui permettra non seulement une autosuffisance à notre pays en oléagineux et en tourteaux mais lui permettra de devenir un net exportateur de ces produits et créer plus de 100 000 emplois dans le secteur agricole » nul doute que le PDG de Cevital affabule. Il nous serait possible de cultiver des oléagineux tel que le colza, le tournesol, le carthame et l'arachide et arriver à une meilleure couverture des besoins. Mais quant à affirmer qu'il existerait des possibilités d'exportations, cela est totalement infondé. Quant à la promesse de création de 100 000 emplois, cela reste également à prouver.

Mais l'argument des ressources humaines ne vaut pas pour le nouveau site de trituration. Selon un connaisseur du dossier<sup>18</sup> « *L'usine de Béjaïa est déjà en sureffectif. Ce n'est pas la trituration, avec des process fortement automatisés, qui va permettre à Cevital de créer le plus de postes.* »

#### ADMIRATION BEATE DES JOURNALISTES ET D'UNE PARTIE DE L'OPINION PUBLIQUE

Dans les médias et sur les réseaux sociaux on peu remarquer une nette sympathie pour le PDG de Cevital suite à l'affaire du « blocage » du projet trituration. C'est que le PDG sait jouer de la victimisation. Selon un homme d'affaire algérien cité par l'hebdomadaire Jeune-Afrique<sup>19</sup> « *Son positionnement a toujours été la victimisation* », affirme un homme politique qui eut un différent avec lui. « *Il se plaint aujourd'hui du sabotage de ses projets, mais il faisait de même avec ses concurrents du temps où ses alliés étaient au pouvoir* ».

Durant un temps, il a même été conseillé par le célèbre cabinet publicitaire Publicis<sup>20</sup> qui l'a aidé à améliorer son image de marque.

On peut se demander comment une activité commerciale basée sur l'import et souvent raillée en Algérie par l'expression populaire « d'import-import » puisse être autant plébiscitée par une partie de l'opinion public. Même une partie des employés de CEVITAL qui, il y a quelques années, s'étaient mis un temps en grève pour obtenir des augmentations de salaires

18 Jeune Afrique *Op.cit.*

19 <https://www.jeuneafrique.com/mag/562667/politique/algerie-issad-rebrab-un-patron-frondeur-face-au-pouvoir/>

20 Le groupe Publicis a été développé par les parents de la très pro-Israélienne Mme Elisabeth Badinter. Elle est la 67ème fortune de France, cela grâce, en partie, à sa position comme actionnaire principale du groupe avec 13% des droits de vote.

soutiennent aujourd'hui la direction. Plusieurs manifestations de soutien à la direction ont eu lieu à Bejaïa. On peut expliquer cette popularité actuelle par le fait qu'en cette période de restriction des investissements publics, Cevital est le seul gros employeur de la région.

Face à un manque de clarification de la part des pouvoirs publics, l'affaire du « blocage » apparaît comme une lutte entre un « petit » et l'Etat.

Et en la matière, le détenteur de la plus grosse fortune d'Algérie sait se faire entendre de la presse. Il n'hésite pas à utiliser des arguments régionalistes en déclarant à la presse "ils ne veulent pas qu'un Kabyle émerge, progresse et réussisse". Une telle utilisation du sentiment régionaliste n'est pas sans risque de menaces sur l'ordre public.

On peut s'étonner du silence assourdissant des pouvoirs publics sur la question. Une nette clarification des

raisons des blocages dont serait victime CEVITAL devient urgente. D'autant plus que, rappelons le, Mr Rebrab joue au pompier pyromane.

#### DES REUSSITES INDUSTRIELLES CERTAINES

Hors secteur agricole, les réalisations du groupe Cevital sont réelles. Le site en ligne Maghreb Emergent notait récemment que "*Cevital a, il est vrai pendant ce temps, largement continué à se développer dans les différentes filières du groupe et le PDG a marqué les esprits en novembre 2016 en inaugurant la deuxième ligne de verre à plat de MFG à Larba près d'Alger.*"

MAROC, RELANCE DES OLEAGINEUX  
(A suivre...).



LAIT

# APAB, L'ALLIANCE DU LAIT ET DES SODAS

## Patrons de toutes wilaya, unissez vous !

### APAB, L'ALLIANCE DU LAIT ET DES SODAS Patrons de toutes wilaya, unissez vous !

Djamel BELAID 26.11.2018

Les patrons algériens ont réellement le sens de l'innovation. Surtout ceux du secteur des sodas et du lait. Non pas qu'ils aient créé un moyen afin de réduire leurs coûteuses importations de poudre de lait et de sucre. Ces deux catégories de patrons se sont unis au sein d'une même association patronale pour mieux peser sur les décisions de pouvoirs publics pris à la gorge par la baisse des cours du prix du pétrole.

#### UNE INITIATIVE POSITIVE

En un sens, cette initiative est positive. Les pouvoirs publics ont ainsi face à eux des interlocuteurs, certes plus forts, mais identifiés. Cela peut permettre d'établir le dialogue si nécessaire avec les opérateurs économiques. Qu'on en juge : face au secteur de l'informel, l'Etat n'a pas d'interlocuteurs et à part des mesures coercitives, il n'a pas prise sur ce secteur de l'économie.

Sur certains points, l'APAB-Soda présente un bilan positif. En effet, il s'agit de l'une des seules filières qui se soit structurée de façon indépendante. Dans le cas des minoteries ou des mandataires en fruits et légumes cela n'est pas le cas. Son bilan positif concerne surtout la réduction des discussions avec les services de l'Etat sur la réduction du taux de sucre dans les boissons. L'APAB mène également un combat interne à la filière afin de normaliser les produits de la filière ainsi que les normes d'hygiène. Si cela permet de rehausser la confiance des consommateurs vis à vis de ce type de boissons, c'est également un moyen d'écarter des concurrents qui pourraient leur faire de l'ombre. On se rappelle les propos dédaigneux de Mr Othmani, PDG de NCA Rouiba, à l'encontre des petits limonadiers informels préparant des boissons dans des baignoires. On aurait pu s'attendre à ce que l'APAB tende la main à ces jeunes investisseurs pour les guider vers de meilleures pratiques.

Au delà de l'injonction concernant la baisse des taux de sucre, les pouvoirs publics devraient inciter les limonadiers à une substitution, même partielle, des

importations de concentrés de jus et de sucre. Ces patrons devraient être encouragés, voire incités, à aider les agriculteurs à produire des extraits de fruits ou des produits sucrant (sucre de dattes, sirop de glucose obtenu à partir de pomme de terre, stevia, ...).

#### LAIT, LA BATAILLE POUR L'OR BLANC

Mais ce qui a motivé cette soudaine alliance du lait et du soda réside dans la baisse des quotas de poudre de lait attribués aux laiteries privées. Le montant de importations de cette matière atteint aujourd'hui des montants faramineux. La situation devient intenable dans un contexte de baisse des prix du pétrole. Les patrons des laiteries privées se plaignent également du mode d'attribution de ces quotas et de la non possibilité de réceptionner cette marchandise dans le port de leur choix.

Il est à espérer que réunis dans une même structure professionnelle, les patrons des laiteries privées essayent d'innover. Ils disposent de moyens modernes dont ceux de l'emballage. Au delà du lait de vache, il existe des « laits » dit végétaux. Ces laits sont en fort développement à l'étranger. Ils sont le fait de plusieurs sociétés : SojaSun.fr ou Bjorg.fr pour n'en citer que les plus connues. Il serait intéressant que l'Apab-lait se dote d'un laboratoire de recherche afin de mettre au point de tels laits végétaux. Ceux-ci sont à base de soja, de riz, d'orge ou d'amandes. Il y a tout un pan de l'industrie laitière à développer. On pourrait penser à des laits mixtes : lait de vache coupé au lait végétal, lait végétal aromatisé au chocolat, à la fraise ou à la vanille. De telles produits pourraient soulager les finances publiques, créer de l'emploi local et soutenir la production agricole. Ainsi, auparavant, du fait de sa faible taille, la production locale d'amandes était confidentielle. Or, grâce aux subventions du PNDA, par exemple à Djelfa, des investisseurs commencent à produire des quantités phénoménales d'amandes. Il y aurait ainsi de quoi tester la production de lait d'amandes.

#### LAITERIES, DES PATRONS ENCORE TROP HITTISTES

Si les patrons des usines de boissons sont totalement liés aux importations de leur matière première

(concentré de jus, sucre, malt, ...), ceux des laiteries le sont un peu moins globalement. En effet, cette catégorie de patrons peut s'enorgueillir de contribuer à la productions de lait frais local. C'est le cas des laiteries Soummam, Djurdjura-Danone et d'une kyrielle de petits établissements. Cette aide se fait le plus souvent par l'aide aux éleveurs dans l'acquisition de génisses, d'aliments de bétail, de matériel de récolte des fourrages, de soins vétérinaires voire d'avances sur revenu. Mais la situation est telle, que ce mouvement doit être amplifié et étendu à l'ensemble des laiteries privées et publiques. Il est regrettable que des laiteries coopératives ne soient pas encouragées. La valeur ajoutée des activités qu'elles pourraient créer irait dans la poche des éleveurs et pourrait contribuer à rendre l'élevage laitier plus rémunérateur. Actuellement, l'or blanc va uniquement dans les poches d'urbains ayant investi dans la collecte et transformation du lait : éleveurs, consommateurs et pouvoirs publics sont les grands perdants d'une telle organisation de la filière.

POUDRE DE LAIT, REVOIR LE MODE DE COMMERCIALISATION

L'Algérie est l'un des seul pays au monde à utiliser des sachets plastique pour le lait . Il s'agit de revoir le mode de commercialisation de la poudre de lait. Pourquoi la faire reconditionner par des industriels qui, au passage, en détourne une partie pour faire des yaourts et du fromage ? Il serait plus logique, comme en Chine et en France, de commercialiser la poudre de lait au détail directement vers le consommateur. Cela, par exemple sous forme de paquets de 300 grammes.

Ces deux secteurs lait et sodas sont très consommateurs en intrants importés de l'étranger. La constitution d'unions professionnelles dédiées à ces activités constituent une bonne nouvelle. A condition que cela permettent la concertation entre industriels afin d'innover techniquement et non pas seulement comme moyen de pression contre les pouvoirs publics. Quant à ceux-ci, ils ne seront que plus respectés par ces industriels et les consommateurs en favorisant transparence et incitation à l'innovation.

# ALGERIE, LA REVOLUTION OLEICOLE

## Le renouveau de la culture des oliviers

### ALGERIE, LA REVOLUTION OLEICOLE

#### Le renouveau de la culture des oliviers

Djamel BELAID 19 décembre 2018

A la mi-décembre, réunissant les cadres du secteur agricole, Mr BENTOUATI, wali de Tiaret a félicité les investisseurs. Etrangement, ce ne sont pas des céréaliers comme on aurait pu le croire pour cette région aux fortes traditions céréalières. Ces félicitation s'adressaient à de nouveaux oléiculteurs. Partout, en Algérie, des plantations sont créées, des huileries ouvertes. Les Algériens redécouvrent l'olivier.

#### DES OLIVIERS DANS LA STEPPE ET A BECHAR

Traditionnellement, en Algérie, la steppe est le domaine des moutons. Ils y règnent en maître. Les quelques cultures concernent l'orge qui sert à compléter les rations des animaux. Mais comme en Tunisie, la steppe algérienne se couvre d'oliviers. Alignés en rangées interminables, ils sont le fruit des subventions du PNDA. Si par manque de connaissance et par volonté de détourner la manne étatique, certaines plantations ont connues des déboires ou n'ont existé que sur du papier, d'autres sont aujourd'hui en production.

Et c'est à ce type d'oléiculteur que faisait allusion dernièrement le wali de Tiaret : « il y a plus de trois ans des investisseurs ont planté des oliviers et aujourd'hui, ils produisent de l'huile qu'ils peuvent vendre à 800 DA le litre ».

A Saïda, la société Orus a planté des centaines d'oliviers. Bénéficiant de l'aide technique étrangère, les arbres ont été planté à forte densité. Ils bénéficient d'une irrigation et d'une fertilisation grâce au goutte à goutte et sont récoltés par une immense machine directement importée de l'étranger.

Les plantations se sont même étendues au Sud du pays. Ainsi à Béchar des centaines d'hectares d'oliviers ont été plantées. Dans cette région aride, ces plantations sont possibles grâce à une irrigation moderne par goutte à goutte. Les rendements ont progressivement augmenté de 20 à 30 kilo par arbres ce qui est éloquent pour de nouveaux venus dans ce genre de productions. Parfois c'est l'absence d'huilerie qui a posé problème, obligeant les producteurs à s'adresser à des tritrateurs de Tlemcen et d'Oran.

Dans la région d'Oran, on compte pas moins de 8000 hectares. Certains producteurs se targuent d'arriver à 40 kilo d'olives par arbre. Mais seulement une petite partie des superficies est irriguée de façon moderne. Quant à la récolte, elle reste manuelle. Les ouvriers agricoles étant rémunéré selon le nombre de caisses d'olives récoltées.

#### RECOLTE LA REVOLUTION DES SECOUEURS MECANIKES

Traditionnellement, la récolte est manuelle. Femmes et enfants sont mobilisés à l'occasion. Si pour les quelques oliveries menées en intensif, la récolte est entièrement mécanisée, pour les exploitations menées en conduite conventionnelle, la récolte s'est vite traduite par un fort besoin de main d'oeuvre.

#### PEPINIERES, DES PLANTS PAR MILLIONS

Ce renouveau de la culture de l'olivier ne serait rien sans l'apport des pépinières. Ces dernières années, le secteur privé a investi le secteur. Ainsi à Batna, Mohamed Zeard propriétaire d'une grande pépinière qui bénéficie d'une aide technique étrangère se dit capable de produire jusqu'à 2 millions de plants d'oliviers par an.

Mais les pépinières ont été victimes de leur succès. Face à la demande des investisseurs subventionnés par les pouvoirs publics, celles-ci ont considérablement investi. Cependant dès 2017, la politique d'austérité du gouvernement a considérablement réduit cette manne. Conséquences, des pépiniéristes ont jeté des milliers de plants qui ne trouvaient plus preneurs. A Boumerdès, un pépiniériste affirmait début 2017 avoir jeté 100 000 plants. Et pour 2018, c'est le double qui devrait l'être.

Au delà de ces fluctuations, le secteur des pépiniéristes a besoin d'une certification garantissant la qualité sanitaire des plants. Faute de quoi ce sont des milliers d'hectares qui pourraient être atteints par diverses maladies. Ainsi, parfois des oléiculteurs ont découverts que leurs plants étaient contaminés par la tuberculose de l'olivier.

(A suivre...).

# CEREALES, RENOUVEAU DE LA VULGARISATION AGRICOLE

SYNGENTA, MIEUX QUE L'INVA ?

## CEREALES, RENOUVEAU DE LA VULGARISATION AGRICOLE

SYNGENTA, MIEUX QUE L'INVA ?

Djamel BELAID 11.08.2018

Debout au bord d'une parcelle de blé située à Aïn Defla, l'ingénieur agronome montre à une vingtaine d'agriculteurs la mer d'épis en cette fin de mai. Se tournant vers une autre parcelle voisine, il désigne les fleurs de « ben naamane » coquelicots qui viennent se mêler aux épis. « Vous voyez cette parcelle a été désherbée avec un autre désherbant que Traxos One et le résultat n'est pas aussi bon ». Cet ingénieur est un technico-commercial de la firme Syngenta-Algérie. Avec l'opération SABA-plus, cette entreprise a été beaucoup plus présente sur le terrain que les agents des services agricoles dont l'INVA. L'agro-fourriture en Algérie va-t-elle révolutionner la vulgarisation agricole ?

## LES CEREALIERES AUPARAVANT ABSENTS DU PROGRES AGRONOMIQUE

Longtemps la céréaliculture algérienne a été le parent pauvre du progrès technique. Durant les années 70 et 80 les agriculteurs connaissaient peu les herbicides. Certes, il y avait le 2-4 D, plus tard sont apparus des produits contre la folle-avoine. Mais beaucoup d'exploitations publiques ou privées n'avaient pas de pulvérisateurs. Aussi, utiliser des herbicides s'avérait mission impossible. Lorsque un pulvérisateur était présent sur l'exploitation, il arrivait qu'il soit surtout utilisé à la moisson comme réservoir d'eau en cas d'incendie.

Ne pas lutter contre les mauvaises herbes est une erreur. Celles-ci peuvent réduire de plus de 50% le rendement des céréales.

Que ce soit concernant les variétés utilisées, les engrais et l'implantation des cultures, les mêmes retards pouvaient être observés. Il le sont également encore dans certaines exploitations. Cependant, le travail de vulgarisation de firmes comme Syngenta-Algérie, Profert, AgrichemDZ, Timac-Agro et bien d'autres petites ou grandes permettent progressivement de combler le gap existant entre les pratiques actuelles et celles d'agricultures modernes telles celle en zone semi-aride en Australie.

## LA VULGARISATION MADE IN BLADI

En Algérie, la vulgarisation agricole est le ressort de l'INVA. Cet institut dépendant du ministère de l'agriculture a pour rôle de promouvoir les techniques modernes en agriculture. En fait, le travail de vulgarisation est pris en charge par les différents instituts techniques dépendant de ce ministère. Ainsi, par exemple, l'INPV réalise des formations locales contre certains prédateurs des cultures, l'ITGC organise des sessions sur le réglage des semoirs. Ce même institut organise depuis peu des opérations « porte-ouvertes » au niveau de ses stations d'essais. Celles-ci sont très courues par les agriculteurs, techniciens et étudiants en agronomie. Elles sont l'occasion de visites des essais sur pieds organisé par ces stations.

Cependant, les actions des instituts techniques sont ponctuelles et ne touchent parfois qu'un nombre restreint d'agriculteurs. Elles peuvent être sujettes à un manque de moyen : véhicule, bons d'essence... Aux actions de terrain vient s'ajouter l'édition de guides pratiques, brochures et dépliants. Depuis peu, des conseils sont diffusés sur les ondes des radios régionales. Ces instituts investissent également le net mais avec des moyens réduits, une faible régularité et un réel manque de savoir-faire. Des initiatives spontanées de cadres dynamiques pallient parfois à ces dysfonctionnements. C'est le cas de Kirouani Hassane, ingénieur de l'ITGC, qui a créé sur you tube la chaîne « Essemboula ».

## DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-FOURNITURE PRIVEE

Au lendemain de l'indépendance, le secteur de l'agro-fourriture était représenté essentiellement par les SAP. Puis, dans les années 70 sont venues s'ajouter les CAPCS et les coopératives de services. Au niveau de ces structures, l'encadrement technique a toujours dépendu du MADR.

C'est au début des années 80 que des délégués de firmes étrangères ont commencé à être plus actif : participation à des séminaires agricoles ou à des journées de formation sur de nouveaux produits de traitement.

En parallèle, de petites entreprises privées locales ont commencé à investir le secteur en vendant des

semences de produits maraîchers mais également des produits phytosanitaires et vétérinaires. Pour la plupart, il s'agissait de petits investisseurs qui n'étaient pas spécialisés et dont la formation s'est faite « sur le tas ».

Par la suite, progressivement les politiques d'importation ont permis au secteur privé de commercialiser de plus grandes quantités de produits phytosanitaires et vétérinaires ; les arrivages se faisant par conteneurs.

De grandes firmes étrangères ont parallèlement développé des réseaux de technico-commerciaux et/ou signé des partenariats avec des investisseurs privés locaux disposant de connaissances techniques.

#### LE SUCCES DE L'AGRO-FOURNITURE PRIVEE

Aujourd'hui, l'action des firmes de l'agro-fourniture se développe tout azimut : journées nationales ou régionales de formation, animation de terrain, essais en parcelle d'agriculture et depuis peu plate-forme de démonstration. A cela s'ajoute une dynamique présence sur le net dont you tube et réseaux sociaux.

L'opération SABA-plus de Syngenta-Algérie est à cet égard parlante. Cette action de vulgarisation démarrée en 2017 est nationale. Elle ne concerne pas seulement en la promotion des produits phytosanitaires de la firme, mais de la totalité de la façon de produire des céréales. A ce propos le slogan est « plus de céréales en dépensant moins ».

Cette action a commencé par des rassemblements régionaux où étaient conviés agriculteurs mais également responsables professionnels (dont des présidents de Chambre d'Agriculture). Du côté Syngenta, le représentant pour le Maghreb s'est déplacé en Algérie.

Le plus spectaculaire dans l'opération est le maillage des régions céréalières. Les technico-commerciaux faisant la promotion du nouvel herbicide Traxos One ont par exemple suivi tout au long de la campagne des céréalières de Relizane, Chlef, Tiaret, Tlemcen, Constantine ou Aïn Defla (liste non-exhaustive). Et lorsque une brève période de baisse des températures a été accompagnée d'un léger jaunissement du bout des feuilles des parcelles traitées avec ce nouvel herbicide – ce qui pouvait faire craindre le pire aux céréalières utilisateurs – les technico-commerciaux n'ont pas ménagé leur peine pour expliquer qu'il s'agissait d'un effet passager sans conséquences sur le rendement futur. A nouveau en juin, alors que les champs se couvraient de lourds épis, le personnel de Syngenta était dans les champs pour des visites de parcelles mobilisant de nombreux céréalières.

Ces visites de parcelles, représentent le nec plus ultra en matière de vulgarisation. Et cette façon nouvelle de procéder ne manquera pas de rester dans les mémoires. Elle ne pourra que stimuler cette action aboutie de la vulgarisation agricole : des agriculteurs se réunissant par groupe local et confrontant entre eux leur expérience.

Concernant les plate-formes d'essais, outre les visites

en saison, la récolte des micro-parcelles permettra des références locales. Outre, herbicides et fongicides, les essais ont également concerné des variétés dont le nom commence à être familiers des céréalières. Lors des visites, ceux-ci avaient pu observer les épis de chacune d'entre elles et se faire une première idée.

#### UNE MULTITUDE D'INTERVENANTS PRIVES

En matière de vulgarisation agricole les intervenants privés sont divers. A côté des fournisseurs de produits phytosanitaires, il y a également des concessionnaires de matériel agricole, des minoteries ou des fabricants d'engrais (Fertial). Et leur contribution au progrès agricole est loin d'être négligeable. La société Axium Spa de Constantine a beaucoup contribué dans la conservation des fourrages en important des enrubanneuses. Cette société encourage la production de graines fourragères dont la vesce. Pour cela Axium vulgarise l'association de vesce avec de la féverole. Celle-ci servant de tuteur lors de la récolte. De son côté Fertial soutien la réalisation d'analyse de sols et le groupe Benamor a initié le suivi d'un réseau d'agriculteurs. Analyses biochimiques en main, les techniciens de la minoterie expliquent aux céréalières les meilleurs variétés à semer.

Dans le domaine des engrais la société Profert a introduit de nouveaux types d'engrais plus adaptés à la nature locale du sol. Ses équipes réalisent un large travail d'explication sur le terrain auprès des techniciens et agriculteurs.

#### CONCLUSION

En Algérie, face à leur efficacité, faut-il confier la vulgarisation agricole aux firmes de l'agro-fourniture ? Il est évident que les services agricoles publics ont également un rôle éminent à jouer. Cependant, face au déficit céréalières du pays, il s'agit de bâtir des programmes de travail communs à ces deux types d'acteurs.

La vulgarisation publique peut être le cadre où se développe préférentiellement « l'agriculture raisonnée ». Ainsi, par exemple dans le cas du désherbage des céréales, aux côtés du désherbage chimiques, l'expérience de l'agriculture bio européenne (et notamment allemande et suisse) montre tout l'intérêt du désherbage mécanique (utilisation de herbes étrilles et de houes rotatives).

Lors des exportation de produits agricoles qui auraient été refoulées pour cause de contamination aux fortes doses de pesticides, la presse nationale a rapporté un témoignage d'agriculteurs selon lequel les vulgarisateurs toucheraient de l'argent lorsqu'ils font utiliser ce type de produits. Il est évident que quelque soit le secteur, tout technico-commercial, touche des primes indexées aux volumes écoulés. C'est là un puissant moyen de diffusion de techniques nouvelles. Dans le cas des produits phytosanitaires, il existe une réglementation locale (INPV) qui homologue les seuls produits déclarés non nocifs pour la santé humaine.

Certaines de ces sociétés s'intéressent aux semences. N'y a-t-il pas là un risque sur les semences locales ? Les services agricoles spécialisés possèdent des banques de gènes. Par ailleurs, afin de mieux valoriser le patrimoine semencier local, il serait intéressant d'aider les candidats à la fonction d'obteneurs de variétés.

Il apparaît qu'avec sa campagne Saba-Plus, la société Syngenta-Algérie a marqué un grand coup. Son action a permis une meilleure notoriété à cette entreprise et à de futures ventes de la gamme de ses produits

phytosanitaires. Elle a également permis une lutte efficace contre les ennemis des cultures ce qui aura permis de produire plus de grains sur le sol national.

# SEMIS DIRECT EN ALGERIE, FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVANT

## Comment mieux faire connaître cette technique d'avant-garde?

### SEMIS DIRECT EN ALGERIE, FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVANT.

Djamel BELAID 17/03/2016 réactualisé le 31.03.2016.

Contrairement à la Syrie et l'Irak, au Maghreb et plus particulièrement en Algérie, au niveau des petites et moyennes exploitations céréalières, le semis-direct (SD) tarde dramatiquement à être développé. Force est de constater qu'à part quelques initiatives, les services agricoles locaux sont absents sur le terrain. Face à cette situation, il nous semble que le changement ne peut venir que d'initiatives privées. Les firmes d'agro-fourniture et les transformateurs de céréales peuvent constituer le fer de lance d'opérations de promotion en faveur de l'équipement en semoirs SD des petites et moyennes exploitations.

### ALGERIE SUCCES DES SEMOIRS SD ETRANGERS, SYRIE SUCCES DE SEMOIRS SD LOCAUX

En Algérie, l'utilisation du semis direct concerne essentiellement de grosses exploitations privées et publiques (fermes pilotes). Petites et moyennes exploitations ne connaissent pas ce mode de semis si ce n'est à travers des quelques semoirs SD présents au niveau des unités motoculture des CCLS et des travaux à façon réalisés par quelques grosses exploitations. La même situation peut être observée au Maroc et en Tunisie, même si parfois l'acquisition de semoirs SD est réalisée au niveau de plusieurs exploitations<sup>21</sup>. Dans la majorité des cas, il s'agit de semoirs importés d'origine diverse : Seméato, Kuhn, John Shearer, ... etc.

L'observation avant 2013, de l'équipement des exploitations céréalières syriennes et irakiennes montre un autre type d'équipement. Si quelques gros semoirs SD européens, brésiliens ou australiens sont présents, la majeure partie des engins utilisés sont de fabrication

locale. Il s'agit en général de semoirs de 2,3 à 4 m de large. Parfois, il s'agit même de semoirs conventionnels transformés localement par des artisans et agriculteurs en semoirs SD. On doit l'originalité de cette situation à la coopération australienne basée à la station Icarda d'Alep puis rapatriée en Jordanie.

### SEMIS DIRECT, AVANTAGE AUX MODELES AUSTRALIENS

Bien que disposant de semoirs SD à disques ou à dents, les australiens ont, dès 2005, vulgarisé le modèle à dents ; principalement de marque John Shearer. Celui-ci est caractérisé par des dents permettant un travail du sol superficiel au niveau de l'emplacement de la semence, le dépôt de fertilisants sous les graines et le passage de roues plombeuses au creux du sillon formé par le passage des dents. Ainsi, contrairement à un semoir Semeato à disques, les semoirs australiens John Shearer laissent derrière eux un sol à la surface en « tôle ondulée ». Ces sillons se transforment en d'efficaces collecteurs d'eau de pluie dès la moindre averse qui suit le semis. Ainsi, l'eau percole au dessus de l'emplacement des semences, ce qui favorise leur humectation et une levée homogène. Après la levée, les sillons continuent leur rôle de collecteur d'eau de pluie. Le passage de l'humidité du sol vers la graine est également grandement facilité par l'action de tassement des roues plombeuses. Les modèles brésiliens ne possèdent pas de tels mécanismes de collecte de l'eau de pluie. L'explication est à rechercher dans la généreuse et régulière pluviométrie des régions agricoles du Brésil. Le type de semoir à dents SD est donc particulièrement adapté aux régions semi-arides à pluviométrie irrégulière et en particulier à l'implémentation des cultures<sup>22</sup>. Par ailleurs, les semoirs à disques sont plus fragiles que ceux à dents à cause de l'usure de leurs roulements.

« Cerise sur la gâteau », dans le cadre de projets au sein de l'Icarda, les Australiens ont gracieusement opéré un transfert de technologie vers des artisans ou industriels

21 La revue marocaine Alternatives Rurales fait état de l'acquisition de semoirs SD au niveau de coopératives de petits paysans. Les comptes-rendus de mission de l'ONG françaises Fert fait état de groupements de 4 à 5 exploitations céréalières possédant un semoir SD.

22 Concernant le rôle positif de SD direct sur l'augmentation des quantités d'eau enmagasinée dans le sol, on se reportera aux travaux de Rachid Mrabet à Settlat (Maroc).



syriens<sup>23</sup>, irakiens ou jordaniens. L'intérêt des Australiens étant ailleurs : l'accès aux ressources génétiques de l'icarda dont les céréales.

Après le Proche-Orient, les experts australiens du SD déploient leur aide vers le Maghreb. L'un des plus éminents experts de cette dream-team, le Pr Jack Desbiolles<sup>24</sup>, a ainsi effectué plusieurs missions ponctuelles en Algérie. Ces missions auraient abouti à la mise au point par CMA Sidi-Bel-Abbès d'un premier prototype de semoir SD. Celui-ci serait en cours d'essais chez un agriculteur. On ne peut que féliciter, les institutions agricoles locales (dont l'ITGC). Il pourrait être intéressant que cet expert australien puisse rencontrer des fabricants potentiels de semoirs SD tels la firme Tirsam de Batna ou d'autres investisseurs privés en matériel agricole.

#### ACTION DES SERVICES DE VULGARISATION EN FAVEUR DU SEMIS DIRECT

Nous nous proposons d'examiner les structures de vulgarisation susceptibles de prendre en charge l'extension de l'utilisation du SD en Algérie. Les services agricoles prévoient la présence d'un agent de vulgarisation dans chaque commune. Cependant souvent, ce conseiller est seul à s'occuper de plusieurs centaines d'agriculteurs éparpillés sur un vaste territoire. Parfois, il n'existe qu'un véhicule pour plusieurs conseillers et les dotations en carburants sont rationnées.

Quant aux stations ITGC, elles sont dépassées. Elles doivent par exemple prendre en charge la vulgarisation du désherbage, de la lutte contre le vert blanc, la sélection de nouvelles variétés et la multiplication de semences. Il semble également que la direction n'a pas classé une priorité<sup>25</sup> au niveau des actions. Enfin, on note l'absence de relais dans les Chambres d'Agriculture et les CCLS bien qu'il existe des réseaux qualité-blé mis en place par des transformateurs tels Groupe Benamor. Le rôle des ingénieurs des stations ITGC devrait être de produire de la référence technique et non pas de vulgariser. Cette opération devant être dévolue aux techniciens des Chambres d'Agriculture, des Coopératives Céréalières Paysannes et de l'agro-fourriture. En France, Arvalis.fr produit de la référence, et ce sont les Ch. d'Agriculture, les coopératives ou le négoce qui vulgarisent ces résultats.

23 Youtube video de l'interview d'experts Syriens dont la Pr. Basima Barhoum GCSAR on CA:  
[http://www.youtube.com/watch?v=fMFdSUy4nOU&feature=youtube\\_gdata\\_player](http://www.youtube.com/watch?v=fMFdSUy4nOU&feature=youtube_gdata_player)

24 Du Pr Jack Desbiolles on trouvera sur google le rapport détaillé des résultats obtenus entre 2005-2012 en Syrie. Son rapport « The practical implementation of conservation agriculture in the Middle east » détaille de façon précise le mode de fabrication de modèles abordables de semoirs SD moins de 1500\$).

25 Le seul semoir SD syrien existant en Algérie au niveau d'une station de recherche reste ignoré des cadres de l'ITGC.

L'INPV développe sur le terrain des actions de vulgarisation et d'action contre certains ravageurs. Quant aux CCLS la priorité est donnée à la production de semences certifiée et à l'approvisionnement en ... ficelle. Les unités de motoculture des CCLS ont bien été dotées de quelques semoirs SD, mais il s'agit de gros engins importés et en aucun cas d'une stratégie de dynamisation d'une production locale telle qu'observée en Syrie et Irak.

Il semble donc, qu'en matière de vulgarisation et de dynamisation de la production de semoirs SD, il n'y ait malheureusement rien à attendre de la part des structures publiques en place.

#### TIRSAM ET PMAT, DES CONSTRUCTEURS IGNORANT DU CONCEPT SEMIS DIRECT

En Algérie, les capacités en matière de construction de matériel agricole sont exceptionnelles. Certains industriels possèdent des outils de conception par ordinateur, des fonderies et des moyens de découpe laser de l'acier. L'industrie locale produit sous licence des tracteurs et moissonneuses-batteuses. Elle produit également du matériel aratoire, de semis ou de traitement. Le matériel pour semis direct est ignoré par des entreprises privées telle Tirsam (Batna) ou publique telles celles du groupe public PMAT.

Parmi les entreprises privées les plus dynamiques, on peut citer Djoudi Métal (matériel pour aliment du bétail) ou des fabricants de tank réfrigérés à lait.

Les concessionnaires important du matériel agricole sont nombreux. Certains d'entre-eux importent du matériel agricole turc. Pourtant en matière de semis, le matériel importé est essentiellement conventionnel. Or, la Turquie est cependant un pays où la production de semoirs SD est avancée. Parmi les concessionnaires, on peut noter le dynamisme de la Société Axium SPA (Constantine). Bien que pionnière pour l'importation de matériel de récolte pour balles rondes, cette société dirigée par un Dr vétérinaire ignore l'existence de matériel pour semis direct.

En Algérie, en matière de développement agricole, les priorités semblent nombreuses. Cependant, étrangement, dans un pays à dominante semi-aride, le SD ne semble pas figurer parmi ces priorités. Cela peut être attribué à la priorité donnée à l'irrigation d'appoint des céréales mais surtout à l'absence de vision globale et de coordination entre les moyens existant localement et les possibilités offertes par la coopération internationale.

#### MISER SUR LES TRANSFORMATEURS ET L'AGRO-FOURNITURE

Face à l'urgence de la situation, la puissance publique s'avère défailante pur promouvoir la fabrication de semoirs SD à dents basés sur le modèle australien. Aussi, il ne reste que l'initiative privée. Le secteur de la transformation pourrait s'avérer d'un apport considérable. En effet, tant qu'il n'existe pas de

signature de l'Algérie à l'OMC, ce secteur a intérêt à une augmentation de la production locale de blé dur en qualité et en quantité. En effet, la première transformation et la seconde transformation permettent la réalisation de très confortables marges. En l'absence d'une efficacité de l'institution agricole d'Etat vis à vis de la promotion du SD, les meuniers et semouliers locaux ont tout intérêt à garantir leur approvisionnement dans leur bassin local.

Le secteur de la vente de produits phytosanitaires pourraient également constituer le fer de lance de la vulgarisation des semoirs SD. Pourquoi ce secteur serait-il si stratégique ?

Avant tout, développer le SD implique de vendre plus d'herbicides dont du glyphosate. En effet, l'abandon du labour en faveur du SD s'accompagne généralement d'une plus grande infestation adventice. Par ailleurs, un céréalier qui se met au SD et s'équipe d'un pulvérisateur peut également évoluer vers l'utilisation de fongicides et d'insecticides. C'est donc un client potentiel pour l'industrie des produits phyto-sanitaire.

Mais l'élargissement de la clientèle concerne également les vendeurs d'engrais. Le SD permet la localisation des engrais de fonds tels le MAP et DAP sur la ligne de semis. Cette technique permet ainsi de réduire la question de l'insolubilisation des engrais phosphatés en sol calcaire. Des entreprises telles que Profert y ont tout à y gagner. Que peut-on attendre par contre d'une société telle Fertial ? En fait, l'actionnaire espagnol qui possède une compétence en matière d'animation de terrain vise l'export vers l'Europe et ne se préoccupe donc pas du marché local. On peut se demander pourquoi les pouvoirs publics, à travers le partenaire algérien, ne les y incitent pas en ajoutant une clause au contrat actuel.

#### MISER SUR LES ARTISANS ?

En Algérie existe de nombreux artisans maîtrisant la découpe et la soudure de l'acier. Nombre d'entre-eux sont capables de réaliser le bâti en acier de semoirs SD puis d'y fixer des pièces obtenues par sous-traitance : trémie pour les semences et les engrais, dents avec leurs ressorts, roues plombeuses. Ces artisans pourraient réutiliser des parties de semoirs conventionnels de marque locale. Une nombreuse documentation existe est disponible en ligne sur internet<sup>26</sup>. Si une volonté politique était présente de la part des services agricoles (ITGC), il serait possible de réunir ces investisseurs privés potentiels et les experts australiens et syriens de l'Icarda. Actuellement, ces experts dont Jack Desbiolles est uniquement orienté par l'ITGC vers le constructeur public CMA. Plusieurs réunions auraient déjà eu lieu.

26 Sur google, il suffit de taper « Icarda + seeder + zero-till » pour trouver des photos de semoirs SD, des plans de construction et des conseils de montage. C'est également le cas concernant la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD.

Cependant nulle trace d'un quelconque semoirs SD à dents made in DZ. L'idéal serait d'ouvrir ces réunions à des artisans et à des jeunes investisseurs de l'Ansej.

L'expérience syrienne ayant vu le développement de 8 ateliers de fabrication de semoirs SD, on peut penser que la rencontre entre experts de l'Icarda et investisseurs privés locaux est indispensable. Il est certain qu'en la matière « les premiers arrivés seront les premiers servis ». Il est fondamental pour chaque investisseur potentiel de se positionner car la mise sur le marché algérien des premiers semoirs SD à dents pourrait ringardiser les autres outils aratoires et de semis. En effet, le contexte actuel est à l'augmentation des coûts de mécanisation et du prix des intrants. Déjà, le prix des carburants a augmenté, les engrais devraient suivre. Dans le contexte de la baisse de la rente pétrolière, les subventions publiques en faveur du blé dur ne devraient pas augmenter. Il est même à craindre qu'elles baissent. Le maintien des marges en céréaliculture pourraient alors n'être sauvegardées que par le passage au SD. C'est dire si le marché est conséquent. Actuellement les semoirs syriens de 2,3 m sont vendus (départ usine) à 1500\$.

#### PERSPECTIVES : ENGRAIS DZ CONTRE SEMOIRS SYRIENS.

Une alternative face au manque criant de semoirs SD à prix abordables pourrait être d'avoir directement recours à la Syrie. En effet, jusqu'en 2012, ce pays a produit 92<sup>27</sup> semoirs SD. Certains spécialistes de la construction de ce type de semoirs auparavant installés dans la région d'Alep sont aujourd'hui repliés sur Lattaquié. Nulle doute qu'ils pourraient permettre le redémarrage de la construction de ce type d'engins.

Reste ensuite l'option jordanienne. Entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie, c'est dans ce pays où la production de masse est la plus possible. En effet, dans ce pays ce ne sont pas de petits ateliers, mais un gros industriel (Rama Agriculture Development MFG<sup>28</sup>) qui produit des semoirs SD à dents suite au transfert de technologie opéré par le Pr Jack Desbiolles.

Qui en Algérie pourrait réaliser de telles importations ? Les candidats potentiels sont PMAT, l'OAIC ou les concessionnaires privés.

Reste une autre option, celle d'importer uniquement les éléments de base permettant de transformer des semoirs conventionnels en semoirs SD. Cette stratégie a été utilisée par les Irakiens avant le développement d'une

27 Farmer Development and Uptake of Zero Tillage in Mosul Iraq 2006-2014 Jalili S, Fathi G, Fathi Y, Ahmed W, Al-Ghulami M, Kashmoula M Corresponding Author Address : Mosul Neinava Governorate Al-Namrud Corresponding Author Email : sinanjilili@hotmail.com

28 Rama Agricultural Equipment MFG peut être contacté à : P.O. Box 830327, Amman 11183 JORDAN +962 6 4398012 or +962 5 3826007 thaer.nimer@ramajordan.com

industrie locale de fabrication de semoirs SD. Avec les événements actuels en Syrie, des céréaliers ont également opté pour cette voie. Il nous semble qu'il pourrait être possible d'installer des trémies à semences et à engrais sur certains outils à dents produits par Tirsam ou PMAT. Ces options méritent d'être étudiées avec l'aide des experts australiens mais également en mobilisant l'extraordinaire vivier de compétences existant dans les universités algériennes et l'industrie sidérurgique locale.

#### MISER SUR L'UNION EUROPEENNE ?

Le développement du SD pour petits et moyens agriculteurs pourrait également être pris en charge au Maghreb par l'Union Européenne. L'UE a un besoin urgent de stabilité à ses frontières sud. La pratique du SD constitue un moyen efficace pour développer la petite agriculture en milieu semi-aride non irrigué. C'est le seul moyen qui combine le minimum d'investissement pour une maximisation des rendements en sec. Au Maroc, Algérie et Tunisie les populations rurales concernées sont nombreuses. Face à l'inertie des pouvoirs publics locaux, l'UE aurait tout intérêt à prendre en charge ce dossier. Cela pourrait prendre la forme de micro-financements de l'activité et la formation d'artisans soudeurs intéressés à la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD. Le mode d'action pourrait s'inspirer des expériences syriennes et irakienne. Une autre possibilité, complémentaire de la première, pourrait également viser les constructeurs et les concessionnaires publics et privés locaux de matériel agricole. Il s'agirait de mettre ponctuellement à leur disposition des experts de l'Icarda. L'aide de l'UE pourrait en partie passer par l'Icarda. Cependant, il s'agit de dépasser l'approche algérienne où ces experts ne sont dirigés que vers des constructeurs publics parfois peu sensibles à l'innovation. Leur fonctionnement étant encore malheureusement trop souvent bureaucratique. Rappelons que le dernier partenariat signé entre le groupe PMAT et le groupe portugais Galucho porte sur la fabrication d'outils aratoires conventionnels.

Il est à noter l'approche marocaine du SD. Au Maroc, ce sont des ONG françaises (Afdi Touraine, Fert) et un artisan français qui en collaboration avec l'Ecole Agronomique de Meknès et un industriel local développent des semoirs SD à disques. Ceux-ci ont un prix abordable par rapports aux semoirs importés. Cependant, ils sont à disques et non pas à dents.

#### LE SD, CERTES UN DOSSIER NOUVEAU, MAIS UNE ABSENCE DE VISION STRATEGIQUE

Avec la possibilité de fabrication de semoirs SD à dents, l'Algérie se trouve devant une opportunité extraordinaire. Celle de développer la culture des

céréales en conditions non irriguées<sup>29</sup> particulièrement au niveau des petites et moyennes exploitations. Le dossier du SD est fondamental car il faut rappeler que la question du SD ne concerne pas seulement les céréales mais également fourrages, légumes secs et oléagineux.

Ce dossier peut être qualifié de dossier en stand-by tant les possibilités de transfert de technologie offerte par les experts australiens agissant dans le cadre de l'Icarda ne sont pas saisies par la partie algérienne. Ce jugement peut sembler sévère, mais il est à rappeler que de tels échanges initiés en Jordanie ont rapidement abouti à la fabrication en masse de semoirs SD par la firme Rama. On aimerait observer un tel dynamisme de la part de CMA. Mais rappelons, que les opérateurs privés peuvent également bénéficier de ce transfert de technologie. Il est de l'intérêt de groupes tels Tirsam de se positionner au plus vite. La révolution du SD a gagné 90% des céréaliers australiens. Le labour a vécu. A terme, il est condamné même en Algérie. Il est trop cher en temps et en carburant et est synonyme d'érosion. A ce titre, les pouvoirs publics et notamment les agences hydrauliques en charge de bassins versants devraient l'interdire sur les zones les plus sensibles à l'érosion hydrique. Le labour est la cause de l'envasement des barrages.

Le retard de la fabrication de semoirs SD à dents en Algérie et plus généralement au Maghreb peut être expliquée par la relative jeunesse de l'expérience syro-irakienne. L'information semble n'être pas passée du Machrek au Maghreb. Cette information est souvent rédigée en langue anglaise. Mais cette situation illustre également le manque de vision stratégique de la part des dirigeants agricoles algériens. Le développement de la production des céréales n'est vu que sous l'angle de la pratique de l'irrigation d'appoint. Ainsi, lors de la sécheresse automnale en 2015, alors qu'une partie des barrages n'était qu'à moitié remplis, les autorités se sont trouvées dépourvues. Elles n'avaient que le mot d'ordre « d'irrigation d'appoint » à la bouche alors que la plupart des exploitants n'en dispose pas. Or, une bonne partie des semis auraient pu être sauvés si l'implantation avait été réalisée à l'aide de semoirs SD à dents. Espérons, que cette alerte aura servi de leçon... (honnêtement, nous en doutons).

---

29 La combinaison de l'emploi du SD et de l'irrigation d'appoint est bien entendue possible.

# APAB, L'ALLIANCE DU LAIT ET DES SODAS

Patrons de toutes wilaya, unissez vous !

## APAB, L'ALLIANCE DU LAIT ET DES SODAS

Patrons de toutes wilaya, unissez vous !

Djamel BELAID 26.11.2018

Les patrons algériens ont réellement le sens de l'innovation. Surtout ceux du secteur des sodas et du lait. Non pas qu'ils aient créé un moyen afin de réduire leurs coûteuses importations de poudre de lait et de sucre. Ces deux catégories de patrons se sont unis au sein d'une même association patronale pour mieux peser sur les décisions de pouvoirs publics pris à la gorge par la baisse des cours du prix du pétrole.

### UNE INITIATIVE POSITIVE

En un sens, cette initiative est positive. Les pouvoirs publics ont ainsi face à eux des interlocuteurs, certes plus forts, mais identifiés. Cela peut permettre d'établir le dialogue si nécessaire avec les opérateurs économiques. Qu'on en juge : face au secteur de l'informel, l'Etat n'a pas d'interlocuteurs et à part des mesures coercitives, il n'a pas prise sur ce secteur de l'économie.

Sur certains points, l'APAB-Soda présente un bilan positif. En effet, il s'agit de l'une des seules filières qui se soit structurée de façon indépendante. Dans le cas des minoteries ou des mandataires en fruits et légumes cela n'est pas le cas. Son bilan positif concerne surtout la réduction des discussions avec les services de l'Etat sur la réduction du taux de sucre dans les boissons. L'APAB mène également un combat interne à la filière afin de normaliser les produits de la filière ainsi que les normes d'hygiène. Si cela permet de rehausser la confiance des consommateurs vis à vis de ce type de boissons, c'est également un moyen d'écartier des concurrents qui pourraient leur faire de l'ombre. On se rappelle les propos dédaigneux de Mr Othmani, PDG de NCA Rouiba, à l'encontre des petits limonadiers informels préparant des boissons dans des baignoires. On aurait pu s'attendre à ce que l'APAB tende la main à ces jeunes investisseurs pour les guider vers de meilleures pratiques.

Au delà de l'injonction concernant la baisse des taux de sucre, les pouvoirs publics devraient inciter les limonadiers à une substitution, même partielle, des importations de concentrés de jus et de sucre. Ces

patrons devraient être encouragés, voire incités, à aider les agriculteurs à produire des extraits de fruits ou des produits sucrant (sucre de dattes, sirop de glucose obtenu à partir de pomme de terre, stevia, ...).

### LAIT, LA BATAILLE POUR L'OR BLANC

Mais ce qui a motivé cette soudaine alliance du lait et du soda réside dans la baisse des quotas de poudre de lait attribués aux laiteries privées. Le montant de importations de cette matière atteint aujourd'hui des montants faramineux. La situation devient intenable dans un contexte de baisse des prix du pétrole. Les patrons des laiteries privées se plaignent également du mode d'attribution de ces quotas et de la non possibilité de réceptionner cette marchandise dans le port de leur choix.

Il est à espérer que réunis dans une même structure professionnelle, les patrons des laiteries privées essayent d'innover. Ils disposent de moyens modernes dont ceux de l'emballage. Au delà du lait de vache, il existe des « laits » dit végétaux. Ces laits sont en fort développement à l'étranger. Ils sont le fait de plusieurs sociétés : SojaSun.fr ou Bjorg.fr pour n'en citer que les plus connues. Il serait intéressant que l'Apab-lait se dote d'un laboratoire de recherche afin de mettre au point de tels laits végétaux. Ceux-ci sont à base de soja, de riz, d'orge ou d'amandes. Il y a tout un pan de l'industrie laitière à développer. On pourrait penser à des laits mixtes : lait de vache coupé au lait végétal, lait végétal aromatisé au chocolat, à la fraise ou à la vanille. De tels produits pourraient soulager les finances publiques, créer de l'emploi local et soutenir la production agricole. Ainsi, auparavant, du fait de sa faible taille, la production locale d'amandes était confidentielle. Or, grâce aux subventions du PNDA, par exemple à Djelfa, des investisseurs commencent à produire des quantités phénoménales d'amandes. Il y aurait ainsi de quoi tester la production de lait d'amandes.

### LAITERIES, DES PATRONS ENCORE TROP HITTIESTES

Si les patrons des usines de boissons sont totalement liés aux importations de leur matière première (concentré de jus, sucre, malt, ...), ceux des laiteries le

sont un peu moins globalement. En effet, cette catégorie de patrons peut s'enorgueillir de contribuer à la productions de lait frais local. C'est le cas des laiteries Soummam, Djurdjura-Danone et d'une kyrielle de petits établissements. Cette aide se fait le plus souvent par l'aide aux éleveurs dans l'acquisition de génisses, d'aliments de bétail, de matériel de récolte des fourrages, de soins vétérinaires voire d'avances sur revenu. Mais la situation est telle, que ce mouvement doit être amplifié et étendu à l'ensemble des laiteries privées et publiques. Il est regrettable que des laiteries coopératives ne soient pas encouragées. La valeur ajoutée des activités qu'elles pourraient créer irait dans la poche des éleveurs et pourrait contribuer à rendre l'élevage laitier plus rémunérateur. Actuellement, l'or blanc va uniquement dans les poches d'urbains ayant investi dans la collecte et transformation du lait : éleveurs, consommateurs et pouvoirs publics sont les grands perdants d'une telle organisation de la filière.

#### POUDRE DE LAIT, REVOIR LE MODE DE COMMERCIALISATION

L'Algérie est l'un des seul pays au monde à utiliser des

sachets plastique pour le lait . Il s'agit de revoir le mode de commercialisation de la poudre de lait. Pourquoi la faire reconditionner par des industriels qui, au passage, en détourne une partie pour faire des yaourts et du fromage ? Il serait plus logique, comme en Chine et en France, de commercialiser la poudre de lait au détail directement vers le consommateur. Cela, par exemple sous forme de paquets de 300 grammes.

Ces deux secteurs lait et sodas sont très consommateurs en intrants importés de l'étranger. La constitution d'unions professionnelles dédiées à ces activités constituent une bonne nouvelle. A condition que cela permettent la concertation entre industriels afin d'innover techniquement et non pas seulement comme moyen de pression contre les pouvoirs publics. Quant à ceux-ci, ils ne seront que plus respectés par ces industriels et les consommateurs en favorisant transparence et incitation à l'innovation.